

Université de Montréal

**Vivre avec un statut « dangereux » :
l'expérience pénale d'hommes déclarés
« délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler »**

Par

Christine Rousseau

École de criminologie

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade

Maitre ès science (M. Sc.) en criminologie

Août 2015

© Christine Rousseau, 2015

SOMMAIRE

Cette recherche qualitative a comme objectif de comprendre et d'analyser l'expérience pénale d'individus ayant été déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler », en vertu des dispositions légales prévues à la Partie XXIV (articles 752 et suivantes) du Code criminel canadien. Plus spécifiquement, nous avons voulu mettre en lumière comment se vit l'apposition de ce statut « dangereux » au plan personnel et social au moment des procédures judiciaires, lors de l'exécution de leur peine d'incarcération et dans le cadre de leur liberté surveillée, le cas échéant. Pour ce faire, nous avons rencontré dix-neuf hommes visés par ces dispositions légales afin de restituer en profondeur leur expérience pénale par rapport à ce « statut » légalement imposé, et ce, à partir de leur point de vue.

Il en ressort que les individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale traversent un grand bouleversement émotif, d'une part, en lien avec les délits qu'ils ont commis et d'autre part, relativement à la peine leur ayant été imposée. Ces sentiments complexes semblent se positionner en paradoxe entre un sentiment de culpabilité pour les gestes commis et l'impression d'avoir été traités injustement. Les hommes rencontrés partagent également un parcours pénal difficile marqué par de l'exclusion, du rejet ainsi que des mauvais traitements physiques ou psychologiques. Ils rapportent beaucoup d'impuissance à pouvoir faire évoluer leur situation, soit de se défaire de leur statut « dangereux ». Enfin, l'analyse des propos rapportés montre que l'imposition d'une déclaration spéciale ne constitue pas une « simple » peine puisqu'elle induit un processus de stigmatisation immédiat, discréditant et permanent qui a des implications importantes au niveau social et personnel. Ces implications ont de fait, engendré une transformation à l'égard de la perception qu'ils ont d'eux-mêmes ainsi que dans leurs façons de se comporter socialement.

Mots-clés : délinquant dangereux, délinquant à contrôler, surveillance longue durée, peine indéterminée, stigmatisation, étiquette, déclaration spéciale

ABSTRACT

This thesis aims to understand and analyze the penal experiences of people who have been designated as “dangerous offenders” or “long-term offenders”; in virtue of Part XXIV (article 752 and following) of the Canadian Criminal Code. Nineteen men were interviewed as part of this study to get a deeper understanding of their experiences during their legal proceedings, while executing their prison sentence and in some cases during their long term supervision order.

An important finding has shown that these individuals go through emotional turmoil; in part due to the crimes they have committed and in part due to the sentence that has been imposed on them. Additionally, some of the men felt that they had a difficult prison life marked by exclusion, rejection, and physical or psychological abuse. Over time they are left with the feeling that they are powerless in trying to improve their situation and in the end convince themselves that their situation is permanent. Labelling someone as “dangerous” appears to be much more than just a “regular” sentence. It immediately discredits them which in the end alters how they view themselves and impacts the way they interact with others.

Key Words: dangerous offender, long-term offender, long-term supervision, indeterminate sentence, stigma, label, designation

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	II
ABSTRACT	III
TABLE DES MATIÈRES	IV
LISTE DES TABLEAUX	VI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LA RECENSION DES ÉCRITS.....	5
1.1 Cadre et contexte	6
1.1.1 Historique des lois.....	7
1.1.2 Profil sociodémographique et criminel.....	15
1.2 Conception pénale	21
1.2.1 Le visage du « dangereux ».....	22
1.2.2 L'identification du « dangereux »	27
1.2.2.1 L'évaluation de la « dangerosité »	28
1.2.2.2 Autres paramètres déterminants.....	31
1.3 Prise en charge correctionnelle	33
1.3.1 Longues sentences	33
1.3.2 « Délinquants sexuels » incarcérés.....	37
1.4 Problématique	40
CHAPITRE 2 : LA MÉTHODOLOGIE	42
2.1 Objectifs de la recherche et cadre d'analyse	43
2.1.1 Le cadre théorique	43
2.1.2 La méthode qualitative	48
2.1.3 L'entretien de type semi-directif	49
2.2 La mise en œuvre de la recherche	50
2.2.1 Le processus d'échantillonnage	50
2.2.2 La cueillette des données.....	53
2.2.2.1 Sélection des établissements et des participants	53
2.2.2.2 Profil des participants.....	55
2.2.2.3 Prise de contact.....	59
2.2.2.4 Consigne de départ	59
2.2.2.5 Conditions de réalisation des entretiens.....	61
2.3 L'analyse des entrevues.....	62
2.4 Les limites de l'étude	63

CHAPITRE 3 : L'EXPÉRIENCE PÉNALE	67
3.1 Les Sentiments	69
3.1.1 Sentiments relatifs aux délits	69
3.1.1.1 La honte.....	69
3.1.1.2 L'humiliation.....	72
3.1.2 Sentiments relatifs à la sentence	74
3.1.2.1 L'injustice	75
3.1.2.2 Le Contrôle	78
3.2 Le Vécu	83
3.2.1 Rejet	83
3.2.1.1 Relations familiales & intimes	84
3.2.1.2 Relations avec les codétenus	85
3.2.1.3 Relation avec les membres du personnel	89
3.2.2 Isolement social	92
3.2.2.1 Ignorance.....	92
3.2.2.2 Solitude	94
3.3 Les Réactions	96
3.3.1 Réappropriation de leur identité	96
3.3.2 Désespoir	99
3.4 Conclusion	102
CHAPITRE 4 : LE STATUT« DANGEREUX »	106
4.1 Le processus de stigmatisation et ses implications	107
4.1.1 Un étiquetage immédiat, discréditant et permanent	108
4.1.2 Une étiquette aux implications personnelles et sociales majeures.....	112
4.2 La fonction sociale du statut « dangereux »	116
4.2.1 Un sentiment de sécurité.....	117
4.2.2 Une protection illusoire	118
4.3 Quelques pistes à considérer.....	121
4.3.1 Encourager une rigueur scientifique.....	122
4.3.2 Atténuer les conséquences du statut « dangereux ».....	123
4.4 Conclusion	125
CONCLUSION	127
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	130
ANNEXES	141
Annexe 1 : Critères de détermination « délinquant dangereux »	142
Annexe 2 : Critères de détermination « délinquant à contrôler »	143

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: NOMBRE ANNUEL D'INDIVIDUS DÉCLARÉS "DÉLINQUANTS DANGEREUX"	18
TABLEAU 2: NOMBRE ANNUEL D'INDIVIDUS DÉCLARÉS "DÉLINQUANTS À CONTRÔLER"	18
TABLEAU 3: MILIEUX DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTS.....	55
TABLEAU 4: PROFIL DES PARTICIPANTS À L'ÉTUDE	57

*« Là, c'est une grosse introspection que j'avais quand même pris le temps de faire
quand je suis tout seul... C'était dans ma tête.*

*C'est comme l'histoire de l'arbre qui tombe dans la forêt.
Si personne ne l'entend, est-ce qu'il est vraiment tombé cet arbre-là?
Mes réflexions, quand je te les partage,
j'ai l'impression enfin que ça ne va pas s'en aller comme du vent. »*

- Jannick

INTRODUCTION

Le crime et les différentes modalités relatives à sa lutte suscitent l'intérêt de l'opinion publique depuis de nombreuses années. Les avis politiques, médiatiques, médicaux ou autres se succèdent constamment. Plusieurs y vont de leur compréhension, de leur coloration et de leurs propositions afin de contrer la menace pouvant provenir des individus considérés les plus « dangereux ». S'il était d'usage, jusqu'au XIXe siècle dans certains pays européens, de marquer physiquement certains condamnés (Bergeron, 1982), le Canada n'a jamais jugé opportun de recourir à cette méthode d'identification formelle. Ceci n'exclut cependant pas le fait que la question d'identifier les individus les plus « dangereux » ait été une préoccupation suffisamment importante afin de se doter de mécanismes législatifs spécifiques à l'égard de ces derniers.

En effet, depuis 1947, le Canada s'est doté de lois permettant de désigner formellement des individus « dangereux » et de leur imposer, parallèlement, une sentence particulière. Ces dispositions légales ont évolué au fil des ans et, dans leur forme actuelle, elles permettent l'imposition de deux « statuts » spécifiques, soit une déclaration « délinquant dangereux » et une déclaration « délinquant à contrôler », ainsi que des peines spécifiques associées, soit une peine d'emprisonnement pour une durée indéterminée et une ordonnance de surveillance longue durée (OSLD). Les individus déclarés « délinquants dangereux » constituent les seules personnes au Canada à pouvoir être condamnées à l'emprisonnement sans connaître le temps minimal qu'elles purgeront. Selon les dispositions légales prévues aux articles 752 et suivants du Code criminel, ces personnes pourraient être détenues jusqu'à la fin de leurs jours... En ce qui concerne les individus déclarés « délinquant à contrôler », ils sont les seuls condamnés à devoir se soumettre à une période supplémentaire de surveillance en communauté, laquelle peut durer jusqu'à dix ans et prend effet à l'expiration de toute autre peine.

Bien que ces formes de déclarations spéciales réservées aux individus considérés les plus « dangereux » au Canada ne concernent qu'environ 2 à 3 % de l'ensemble des condamnés sous responsabilité fédérale, il semble pertinent de s'y intéresser,

notamment puisque les tribunaux canadiens ont de plus en plus recours à cette mesure, et ce, malgré que le taux de criminalité ainsi que son indice de gravité soient en baisse au Canada depuis plus de 10 ans (Sécurité publique, 2013). De plus, ces dispositions légales n'ont pas été épargnées par l'adoption d'importantes modifications législatives répressives émanant du précédent gouvernement canadien (2006-2015), lequel a proposé notamment l'élargissement des critères pouvant mener à de telles déclarations, principalement lors de délits de nature sexuelle.

Ces nouvelles propositions législatives semblent d'autant plus surprenantes lorsqu'on constate le nombre limité d'études portant spécifiquement sur les individus déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler » au Canada. En effet, quelques études permettent de dresser un profil sociodémographique et criminel de ces individus considérés les plus « dangereux », mais aucune ne semble s'être attardée à leur vécu et aux conséquences ayant été engendrées par ces déclarations légales particulières. Dans la littérature scientifique, les écrits portant sur les longues peines d'emprisonnement et le parcours carcéral d'individus ayant commis des délits de nature sexuelle mettent en lumière une expérience pénale difficile, caractérisée par du rejet et de l'exclusion sociale, ainsi qu'une faible estime personnelle. Mais comment est-ce de vivre avec un statut « dangereux » ?

La présente étude vise à pallier aux lacunes identifiées parmi les écrits scientifiques, en tentant d'ajouter des connaissances concernant l'expérience pénale d'individus ayant été déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ». Pour ce faire, nous avons rencontré dix-neuf personnes visées par ces dispositions légales afin de restituer en profondeur leur vécu par rapport à ce « statut » légalement imposé, et ce à partir de leur point de vue. Nous avons tenté de comprendre leur expérience selon la perspective tracée par la sociologie interactionniste, soit les théories portant sur l'étiquetage et le stigmat.

Dans un premier temps, nous avons procédé à une recension des écrits afin de présenter l'état des connaissances actuelles sur le sujet. Nous y présentons le profil des

individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale ainsi que les principaux enjeux pénaux associés à ces dispositions légales. Nous avons aussi relevé des auteurs s'étant intéressés à la prise en charge de certaines catégories d'individus, soit les individus condamnés à une longue peine et les « délinquants sexuels ».

Dans un deuxième temps, nous traitons de la démarche méthodologique que nous avons privilégiée pour mener cette recherche, soit une approche qualitative qui nous a permis d'interviewer des individus déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler » dans des établissements de différents niveaux de sécurité ainsi qu'en communauté. Les entrevues ont été analysées par thème, de manière à faire ressortir les similitudes, de même que certaines différences.

Enfin, le chapitre trois présente les résultats de notre étude, soit l'analyse des entretiens que nous avons menés, tandis que le chapitre quatre nous permet de poursuivre la réflexion quant à cette expérience pénale vécue par les individus considérés les plus « dangereux » au Canada, notamment quant aux conséquences liées à l'imposition d'un tel « statut ».

CHAPITRE 1 : LA RECENSION DES ÉCRITS

L'identification des individus les plus « dangereux » a soulevé plusieurs enjeux dans la littérature. Il a notamment été question de définir l'individu « dangereux », à savoir « qui » viser, puis il a été question de réussir à bien cibler ces individus, à savoir « comment » les identifier. Il semble cependant que peu de questionnements aient été soulevés quant aux implications de cette identification, à savoir « qu'est-ce que cela engendre? ». Dans ce chapitre, nous vous présentons une recension des écrits portant sur les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » afin de faire le point sur l'ensemble des enjeux ayant été soulevés quant à ces dispositions légales particulières.

D'abord, comme mise en contexte, nous vous présentons l'historique de cette législation en y incluant la présentation de tous les types de déclaration « dangereux » s'étant succédés à travers les années. Nous complétons cette section par un survol des données concernant leur profil sociodémographique et criminel. Puis, dans une autre section, nous vous présentons les principaux enjeux soulevés par les écrits scientifiques portant sur les « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler ». Certains posent un regard plus large afin de s'intéresser aux notions sous-jacentes sur lesquelles reposent les dispositions légales, à savoir la définition de la « dangerosité » et sa prédiction. Enfin, puisque les écrits sur le sujet ne sont pas très abondants, nous complétons ce chapitre en présentant quelques recherches ayant porté sur d'autres objets d'études, mais dont certaines dimensions peuvent être communes, à savoir : les longues sentences ainsi que le vécu des « délinquants sexuels » en milieu correctionnel. Ces aspects seront principalement présentés sous l'angle de l'expérience vécue par les acteurs concernés.

1.1 Cadre et contexte

La première mesure législative canadienne visant à identifier formellement des individus comme étant « dangereux » a été adoptée par le Parlement en 1947. Différentes appellations se sont succédé à travers le temps, selon les modifications législatives apportées : « repris de justice », « psychopathes sexuels criminels », « délinquants

sexuels dangereux », « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ». Quel que soit le vocable utilisé, l'ensemble de ces déclarations se rejoignent sur le fait qu'elles s'adressaient spécifiquement aux criminels jugés les plus « dangereux » et qu'une peine spécifique leur était destinée, soit une période d'emprisonnement d'une durée indéterminée, ce à l'exception des individus déclarés « délinquants à contrôler », pour qui une nouvelle peine a été créée, soit l'OSLD.

On remarque que le profil des individus ciblés évolue et se modifie au gré des différents amendements législatifs. Il est possible de dégager trois types d'infracteurs considérés « dangereux » s'étant succédé au fil des ans : le multirécidiviste, l'agresseur sexuel ayant commis des sévices graves, et, plus récemment, toute personne ayant commis un délit de nature sexuelle.

1.1.1 Historique des lois

La description chronologique de la législation portant sur les individus jugés « dangereux » présentée dans cette section repose essentiellement sur les textes de loi, les rapports de commissions d'enquête et comités d'étude ainsi que sur les écrits de Jackson (1997) et de Robert (2002).

a) À partir de 1947 : le « dangereux » multirécidiviste

C'est en 1947 que le Parlement du Canada a adopté une première loi traitant spécifiquement des délinquants jugés « dangereux », soit la Loi modifiant le Code criminel (C-55), qui visait à permettre aux tribunaux de déclarer une personne « repris de justice ». En vertu de ces dispositions légales, les personnes âgées de 18 ans et plus, qui avaient été reconnues coupables de trois actes criminels distincts, passibles de cinq ans ou plus d'emprisonnement, pouvaient être déclarées « repris de justice » et recevoir d'une peine d'emprisonnement de durée indéterminée (C-55, 1947). Aucun délit n'était spécifié dans le texte de loi, donc ces dispositions pouvaient s'appliquer sans égard à la gravité des gestes (Morissette, 2001).

Cette première mesure canadienne s'inspirait de la loi britannique *Wales Prevention of Crime Act - Part II* adoptée en 1908¹. L'incitateur contextuel provenait des recommandations fournies par la commission présidée par l'honorable juge Joseph Archambault (1938), une Commission royale d'enquête instituée en vue de faire rapport sur le système pénal au Canada. Cette dernière, se référant au système mis en place en Angleterre, a recommandé l'adoption d'une législation destinée aux « *incorrigibles* », aux multirécidivistes, ceci dans le but de dissuader les autres criminels et protéger le public en neutralisant les « délinquants d'habitude » par leur incarcération (Archambault, 1938).

Quelques mois plus tard, en 1948, le Parlement du Canada adoptait la Loi modifiant le Code criminel (C-39) qui permettait d'introduire un autre type de déclaration : les « psychopathes sexuels criminels ». Après avoir fait la preuve de la culpabilité de l'accusé à une infraction sexuelle listée², deux psychiatres devaient se prononcer sur le caractère psychopathique de l'individu. Le coupable pouvait alors se voir imposer une sentence indéterminée s'il avait « *manifesté une impuissance à maîtriser ses impulsions sexuelles et qui, en conséquence, était susceptible de s'attaquer ou d'infliger autrement une blessure, une douleur ou un autre mal, à toute personne* » (C-39, 1948).

Pour Jackson (1997), cette loi s'inspirait d'une législation semblable adoptée aux États-Unis, s'adressant spécifiquement aux personnes ayant commis des délits de nature sexuelle, à l'exception de la plupart des actes commis dans le contexte intrafamilial, comme l'inceste. Il semble que cette mesure visait davantage les crimes sexuels commis par des inconnus, des étrangers (Robert, 2002). Pour cette auteure, l'objectif de cette

¹ D'autres pays du Commonwealth ont parallèlement adopté des lois pour les individus jugés « dangereux », tels que le *New Zealand Habitual Criminals Act* (1906) et le *Western Australia Criminal Code* (1913).

² Les infractions sexuelles du Code criminel visées par la mesure comprenaient : art. 292 attentat à la pudeur d'une personne de sexe féminin, art. 293 attentat à la pudeur d'une personne de sexe masculin, art. 299 viol, art. 300 tentative de viol, art. 301 rapports sexuels avec une fille de moins de 14 ans et art. 302 rapports sexuels avec une fille de plus de 14 ans, mais moins de 16 ans.

peine était également ambigu puisqu'en plus de viser à punir les coupables et protéger le public, la période de détention préventive était désignée comme une forme de traitement, « *une détention ayant des visées curatives* » (Robert, 2002 : 33). Pourtant, plusieurs psychiatres s'entendaient sur le fait qu'aucun traitement spécifique n'existait, à l'époque, pour les individus diagnostiqués « psychopathes » (McRuer, 1959).

En 1954, les critères d'admissibilité concernant la déclaration « psychopathe sexuel criminel » ont été élargis (Robert, 2002). D'une part, « *les tentatives* » de commettre une infraction sexuelle sont devenues admissibles à une déclaration, et d'autre part, les infractions de grossière indécence, bestialité et sodomie ont été ajoutées à la liste des infractions visées.

Quelques mois après, la Commission royale d'enquête sur le droit pénal en matière de psychopathie sexuelle criminelle a été mise sur pied afin d'évaluer s'il y avait lieu de modifier les dispositions portant sur les « psychopathes sexuels criminels ». Présidée par l'honorable juge James Chalmers McRuer, cette Commission a déposé une série de recommandations en 1959. En plus de soulever des interrogations quant à l'emploi du terme « psychopathe », elle recommandait notamment l'élargissement des exigences afin que les dispositions légales puissent toucher un plus grand nombre de délinquants sexuels.

En 1961, les dispositions sur les « psychopathes sexuels criminels » ont été abrogées. L'adoption de la Loi modifiant le Code criminel (C-43) introduit alors un nouveau type de déclaration : les « délinquants sexuels dangereux ». Les changements visaient principalement à adapter la terminologie au vocabulaire de l'époque, soit en supprimant le terme « psychopathe » (Morrisette, 2001). Les personnes reconnues « délinquant sexuel dangereux » étaient toujours passibles d'une sentence d'incarcération d'une durée indéterminée. Les critères d'éligibilité étaient demeurés près de la formulation précédente, sauf dans la version anglaise des textes de loi où la définition « *lack of power to control* » semble avoir été étendue à « *failure to control* ».

Ces modifications sont venues élargir la définition, donc le nombre de personnes pouvant être soustraites à cette mesure, puisque cette « défaillance » devenait plus aisément prouvable avec la commission d'une infraction (Robert, 2002).

Un Comité canadien de la Réforme pénale et correctionnelle, présidé par l'honorable juge Roger Ouimet, a été mis sur pied en juillet 1965. Parmi ses mandats, ce comité s'est interrogé sur les lois concernant les « repris de justice » et les « délinquants sexuels dangereux ». Après avoir analysé plusieurs dossiers d'individus déclarés « repris de justice », le comité conclut à une certaine dérive de la mesure puisque des personnes « *qui constituent peut-être un sérieux embarras social, mais non une menace sérieuse à la sécurité des gens* » (Ouimet, 1969 : 268) avaient été visées. Il a également soulevé une grande disparité d'application selon les provinces, avec une surreprésentation du nombre de déclarations en Colombie-Britannique. Enfin, dans son rapport déposé en 1969, le comité a recommandé l'abolition du régime des sentences indéterminées tel qu'il existait pour les « repris de justice » et les « délinquants sexuels dangereux ». Il a recommandé que les sentences indéterminées soient uniquement réservées à un nouveau type d'infracteurs, soit les « délinquants dangereux », et qu'elles ciblent uniquement les individus représentant un danger sérieux (Ouimet, 1969).

b) En 1977 : le « dangereux » ayant commis des sévices graves

Le Parlement du Canada a abrogé les textes législatifs relatifs aux « repris de justice » et aux « délinquants sexuels dangereux » en 1977 et a adopté la Loi modifiant le droit pénal (C-53) qui introduit dès lors un nouveau type de déclaration passible d'une sentence indéterminée : les « délinquants dangereux ». Pour être déclaré « délinquant dangereux », deux voies étaient possibles.

Dans le premier cas, l'infraction commise devait constituer des sévices graves à la personne, soit une infraction listée au Code criminel, et l'individu l'ayant perpétrée devait représenter un danger important de récidive en raison notamment de ses nombreux antécédents, mais aussi lorsque l'acte commise était considérée « *si brutale* »

qu'il semblait nécessiter « *une forme de contrainte hors de l'ordinaire* » (C-53, 1977). Cette nouvelle disposition légale était donc considérée plus sévère que les précédentes puisqu'un individu pouvait désormais être déclaré « délinquant dangereux » dès sa première condamnation (Robert, 2002). « *L'idée du criminel violent a eu prédominance sur la notion du criminel persistant. Les critères d'identification se fondaient moins sur le nombre que sur la nature et les circonstances de l'infraction* » (Robert, 2002 : 44).

Dans le deuxième cas, pour qu'un individu soit déclaré « délinquant dangereux », les textes de loi visaient spécifiquement les infracteurs de nature sexuelle, soit ceux ayant commis des sévices sexuels et représentant un risque de récidive en raison de leur « *incapacité à contrôler leurs pulsions sexuelles* » (C-53, 1977).

Bien que ces nouvelles dispositions légales aient semblé plus sévères du fait qu'une seule infraction sérieuse, généralement de nature sexuelle, suffisait désormais pour être déclaré « dangereux », la loi prévoyait néanmoins l'octroi d'un pouvoir discrétionnaire aux magistrats quant à la possibilité d'imposer une peine d'incarcération à durée déterminée. Les individus visés ne devenaient donc pas automatiquement passibles d'une sentence indéterminée au moment de leur déclaration.

c) De 1997 à aujourd'hui : le « dangereux » ayant commis un délit sexuel

En 1997, le Parlement du Canada a adopté la Loi modifiant le Code criminel – délinquants présentant un risque élevé de récidive (C-17). Cette loi a entraîné plusieurs modifications des dispositions portant sur les « délinquants dangereux », mais l'ajout le plus important a été l'introduction d'un nouveau type de déclaration : les « délinquants à contrôler ». Tout comme pour les « délinquants dangereux », les « délinquants à contrôler » étaient considérés comme présentant un risque important de récidive, toutefois ce risque était jugé contrôlable dans la communauté (C-17, 1997). Cette nouvelle catégorie d'infracteurs venait inclure les individus qui « *échappaient aux dispositions relatives aux délinquants dangereux, mais qui présentaient néanmoins un risque élevé de commettre d'éventuelles infractions sexuelles* » (Guide national, 2009 :

12). On venait donc élargir le filet pénal que couvraient jusqu'alors les dispositions légales, notamment en ajoutant de nombreuses infractions sexuelles à celles déjà intégrées³ au Code criminel, de manière à cerner un plus large éventail d'infracteurs sexuels. Une nouvelle peine a également été créée pour les « délinquants à contrôler », il s'agit d'une OSLD, d'une durée maximale de dix ans imposée en plus d'une période d'incarcération de deux ans ou plus relativement au délit à l'origine de la déclaration.

Quant aux autres modifications apportées aux dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux », les nouveaux textes de loi sont venus resserrer cette mesure en prolongeant la durée des incarcérations, notamment en retardant la période d'accessibilité à une libération conditionnelle, passant d'un minimum de trois à sept ans, et en supprimant le pouvoir discrétionnaire des magistrats d'imposer une peine d'une durée déterminée (C-17, 1997). Les nouvelles dispositions prévoyaient également la possibilité d'autoriser le dépôt de demande de déclaration « délinquant dangereux » jusqu'à six mois suivant l'imposition de la peine, alors que jusque-là, cette demande devait être formulée avant le moment de la détermination de la sentence.

En 2008, après plusieurs années durant lesquelles le gouvernement minoritaire canadien a tenté de renforcer certaines dispositions pénales afin de restreindre la liberté des individus considérés « dangereux », le Parlement du Canada a adopté la Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois en conséquence - Lutte contre les crimes violents (C-6). Ces amendements législatifs ont permis de faciliter la déclaration d'un individu « délinquant dangereux » par la mise en place d'une « présomption de dangerosité », dans le cas de la commission de trois infractions primaires ou d'ordre sexuelle (Valiquet, 2008). Cette loi prévoit que, si deux condamnations antérieures ont donné lieu à une peine de deux ans ou plus chacune et que l'infraction pour laquelle l'individu est reconnu coupable est également passible d'une peine d'emprisonnement

³ Les infractions concernées correspondent aux articles 151 contacts sexuels, 152 incitation à des contacts sexuels, 153 exploitation sexuelle, 173(2) exhibitionnisme, 271 agression sexuelle, 272 agression sexuelle armée, 273 agression sexuelle grave.

de deux ans ou plus, alors l'individu sera considéré automatiquement « délinquant dangereux » et le fardeau revenait alors à la personne de démontrer, selon la prépondérance des probabilités, pourquoi elle ne remplissait pas les conditions pour être déclarée « délinquant dangereux » (C-6, 2008).

En plus d'inclure un mécanisme de déclaration automatique pouvant cibler des individus qui n'auraient pas été autrement visés par une déclaration spéciale (Valiquet, 2008), les modifications législatives de 2008 sont également venues restreindre le pouvoir discrétionnaire des acteurs dans le système judiciaire. D'abord par l'obligation imposée au poursuivant d'amorcer une demande de déclaration « délinquant dangereux » pour un accusé ayant déjà été condamné pour au moins deux infractions lui ayant valu, dans chaque cas, une peine d'au moins deux ans d'incarcération, puis en venant supprimer la possibilité qu'un juge puisse déclarer un individu « délinquant à contrôler » si ce dernier satisfait aux critères de déclaration « délinquant dangereux ». Ces modifications législatives de 2008 sont venues également réactualiser la possibilité pour un magistrat d'ordonner une peine d'une durée déterminée, assortie d'une OSLD pour un individu déclaré « délinquant dangereux »

Enfin, le Parlement du Canada a adopté en 2012 la Loi sur la Sécurité des rues et des communautés (C-10). Cette loi a engendré plusieurs modifications au Code criminel, mais plus particulièrement en ce qui concerne les dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler ». En effet, elle est venue ajouter de nouvelles infractions sexuelles visant spécifiquement celles commises à l'égard d'enfants, à la liste des infractions pouvant être visées par une déclaration spéciale, notamment : production, distribution ou possession de pornographie juvénile; père, mère ou tuteur qui sert d'entremetteur; maître de maison qui permet des actes sexuels interdits; rendre accessible à un enfant du matériel sexuellement explicite; ou exhibitionnisme (C-10, 2012). Sur le plan législatif, ces changements sont les derniers à avoir modifié les dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler ».

d) Le « délinquant dangereux » et le « délinquant à contrôler » aujourd'hui

L'ensemble des articles portant sur les « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler » figurent à la partie XXIV du Code criminel canadien 2015, soit aux articles 752 et suivants.

Dans sa forme juridique actuelle, soit celle à laquelle nous référons dans la présente recherche, un « délinquant dangereux » est un individu qui a été déclaré ainsi par un tribunal puisqu'il a commis des gestes induisant des sévices graves sur une personne et parce que ce même tribunal a jugé qu'il représentait un risque de poser une nouvelle offense grave⁴. Cette déclaration a pu être imposée soit à la suite de plusieurs infractions graves, soit à la suite d'une seule mais jugée très brutale, de nature sexuelle ou comportant de la violence, dont la personne a d'abord été reconnue coupable. Lors de sa déclaration « délinquant dangereux », généralement imposée au moment du prononcé de la sentence, la personne reçoit une peine d'incarcération d'une durée indéterminée ou, si cette déclaration a eu lieu entre les modifications législatives de 1977 et 1997 ou après celles de 2008, elle a pu faire l'objet d'une peine d'incarcération d'une durée déterminée, possiblement assujettie à une OSLD pour une période maximale de dix ans.

En ce qui concerne le « délinquant à contrôler », dans sa forme juridique actuelle, il s'agit d'un individu qui a été déclaré ainsi par un tribunal qui était convaincu, tout comme pour les individus déclarés « délinquants dangereux », que celui-ci avait commis un ou des gestes graves, de nature sexuelle ou de violence, et qu'il représentait un risque de poser une nouvelle offense grave. Toutefois, ce même tribunal juge que ce

⁴ Les critères de déclaration « délinquant dangereux », tels que libellés à l'article 753(1) du Code criminel canadien, ainsi que les peines assorties prévues à l'article 753(4), figurent à l'Annexe 1.

risque pourrait être maîtrisé dans la communauté⁵. Cette possibilité de gérer le risque futur en communauté constitue la principale distinction quant aux critères de détermination menant à l'une ou l'autre des déclarations spéciales. Dans le cas d'une déclaration « délinquant à contrôler », la personne visée se voit imposer une peine d'incarcération d'une durée minimale de deux ans ainsi qu'une OSLD pour une période maximale de dix ans. Cette période de surveillance dans la communauté doit s'amorcer à l'expiration légale de sa peine d'incarcération ou de toute autre peine dont elle aurait été condamnée.

1.1.2 Profil sociodémographique et criminel

Le profil sociodémographique et criminel des individus ayant fait l'objet d'une déclaration spéciale, soit « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler », a comme principale source d'information les rapports diffusés annuellement par le Ministère de la Sécurité publique du Canada. Il s'agit d'un aperçu statistique couvrant l'ensemble du système correctionnel et la mise en liberté sous condition, dont quelques variables présentées se rattachent spécifiquement aux individus déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler ». En plus de diffuser des informations succinctes, les quelques variables présentées ne permettent pas d'obtenir un portrait global du phénomène. Au fil des ans, les résultats de quelques recherches sont venus enrichir le portrait sociodémographique et criminel que nous connaissons au sujet des individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale. Celles-ci, généralement commandées par le gouvernement canadien, semblent toutefois viser des objectifs bien précis, tel que notamment l'évaluation de la validité des dispositions en vigueur.

Dans cette section, nous présentons des données statistiques concernant les individus ayant fait l'objet d'une déclaration spéciale afin de connaître leur prévalence, en

⁵ Les critères de déclaration « délinquant à contrôler », tels que libellés à l'article 753.1(1) du Code criminel canadien, ainsi que les peines assorties prévues aux articles 753.1(3) et 753.2(1), figurent à l'Annexe 2.

constante augmentation, ainsi que leur répartition parmi la population carcérale fédérale. Nous complétons ensuite leur profil par la présentation des résultats des plus récentes études empiriques sur le sujet, de manière à mettre en lumière certaines caractéristiques des individus qui ont été condamnés dans le cadre de cette mesure.

Quelques données

Selon les données diffusées par le Ministère de la Sécurité publique du Canada (2013), depuis l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux « délinquants dangereux », soit le 15 octobre 1977, 636 individus ont été désignés légalement « délinquants dangereux » au Canada. Parmi ceux-ci, on comptait quatre femmes. Dans ce rapport, le Service correctionnel du Canada dénombre 507 « délinquants dangereux » purgeant une peine d'une durée indéterminée et 31 purgeant une peine d'une durée déterminée, pour un total de 538 « délinquants dangereux » encore sous responsabilité carcérale fédérale en 2013. De ces 538 « délinquants dangereux », 24 (soit 4,5 % d'entre eux) étaient surveillés au sein de la collectivité⁶.

En ce qui concerne les individus déclarés « délinquants à contrôler », selon les données diffusées par le Ministère de la Sécurité publique du Canada (2013), 832 individus ont été visés par une ordonnance de surveillance de longue durée (OSLD) depuis le 1^{er} août 1997, soit depuis l'entrée en vigueur de la mesure. Douze d'entre eux étaient des femmes. La plupart des ordonnances de surveillance de longue durée étaient pour une période de dix ans (dans 74,4% des cas). Au moment de la publication du rapport, 722 personnes sous responsabilité fédérale étaient encore visées par une OSLD, dont 370 d'entre elles faisaient l'objet d'une surveillance en vertu de leur OSLD, alors que les 352 autres purgeaient une peine d'incarcération.

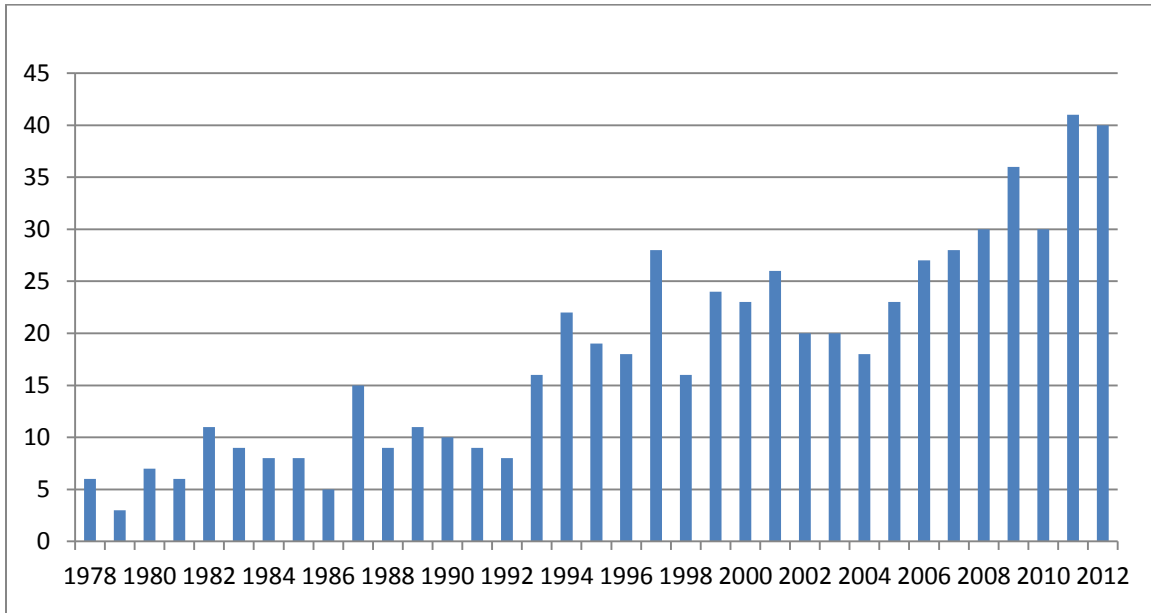
⁶ Ajoutons qu'il y avait encore vingt-cinq détenus déclarés « délinquants sexuels dangereux » et neuf « repris de justice » sous la responsabilité des autorités fédérales en avril 2013.

En ce qui concerne le nombre de déclarations spéciales globales, les données démontrent une augmentation significative qui va à l’opposé du taux global de criminalité ⁷ et du taux de crimes avec violence ⁸ (Sécurité publique, 2013). En effet, le nombre de déclarations « délinquant dangereux » a, pour sa part, doublé au cours de la dernière décennie, passant d’une vingtaine de déclarations par année en 2000 à une quarantaine de déclarations par année depuis 2012 (voir Tableau 1). Le nombre de personnes visées par une OSLD a également augmenté depuis l’entrée en vigueur des dispositions légales en août 1997 (Trevethan, Crutcher & Moore, 2002 ; Sécurité publique, 2000 à 2013). Finalement, le nombre de déclarations « délinquant à contrôler », après avoir connu une augmentation au cours des premières années de l’entrée en vigueur des dispositions légales, se montre néanmoins assez variable d’une année à l’autre (voir Tableau 2). La plus grande variation se situe entre 2003 et 2005, où l’on passe de 39 déclarations en 2003 à plus de 86 en 2004 – année où il y a eu le plus grand nombre de déclarations « délinquant à contrôler » enregistrées – pour revenir avec une trentaine de déclarations en 2005.

⁷ Depuis 1998, le taux global de criminalité a diminué de 28,1 %, passant de 8 915 pour 100 000 habitants à 6 409 pour 100 000 en 2012 (Sécurité publique, 2013)

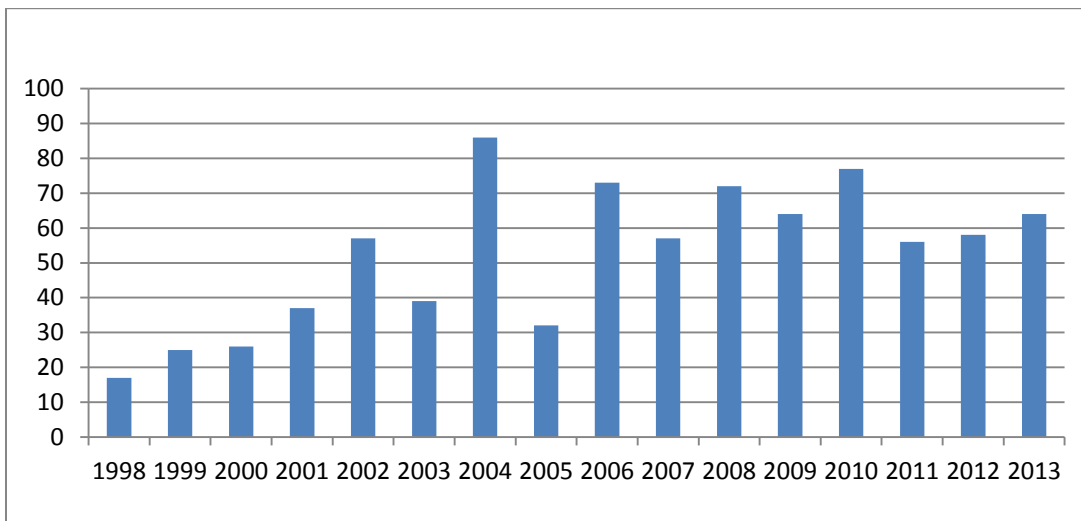
⁸ Au cours des quinze dernières années, le taux de crimes avec violence a fluctué. Depuis 2000, le taux de crimes avec violence a diminué de 20,4 % et se trouvait à 1 190 pour 100 000 habitants en 2012 (Sécurité publique, 2013)

Tableau 1: NOMBRE ANNUEL D'INDIVIDUS DÉCLARÉS "DÉLINQUANTS DANGEREUX"



Source : Sécurité publique Canada (2013)

Tableau 2: NOMBRE ANNUEL D'INDIVIDUS DÉCLARÉS "DÉLINQUANTS À CONTRÔLER"



Source : Trevethan et collab. (2002) ; Sécurité publique (2000 à 2013)

Les données statistiques fournies par le Service correctionnel du Canada mettent en lumière une disparité dans la répartition géographique des déclarations spéciales. C'est en Ontario et en Colombie-Britannique que l'on retrouve le plus grand nombre d'individus déclarés « délinquants dangereux » – chacune de ces provinces comptant en 2013 respectivement 41 % et 19 % de l'ensemble des déclarations au Canada –. C'est

par ailleurs dans la province du Québec que l'on retrouve le plus grand nombre d'individus déclarés « délinquants à contrôler » – comptant en 2013, 32 % de l'ensemble des déclarations canadiennes – (Trevethan et collab., 2002 ; Sécurité publique, 2013). La répartition géographique semble néanmoins progressivement s'équilibrer au fil des années. Rappelons qu'avant 1995, le Québec n'avait jamais appliqué les dispositions portant sur les « délinquants dangereux » (Morissette, 2001). Depuis, on compte 73 désignations « délinquant dangereux » dans la province québécoise (Sécurité publique, 2013).

Le profil

Quelques études empiriques sont venues enrichir les connaissances quant au profil des individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ». Celles-ci, peu nombreuses, ont généralement été commandées par le gouvernement canadien.

La plus récente étude concernant les individus déclarés « délinquants dangereux », et la seule recherche menée sur le sujet au cours de la dernière décennie, est celle dirigée par Langevin et Curnoe en 2014. Dans cette recherche, les auteurs ont comparé les caractéristiques de 62 hommes ayant été déclarés « délinquant dangereux » à un groupe de 2414 « délinquants » n'ayant pas commis d'infraction violente ou de nature sexuelle, ainsi qu'un troisième groupe de « délinquants » ayant commis des infractions violentes ou sexuelles qui n'avaient cependant pas fait l'objet d'une déclaration « délinquant dangereux ». Ces auteurs ont tenté de dégager les caractéristiques cliniques pouvant distinguer les individus « délinquants dangereux » des autres infracteurs. Leurs résultats montrent des différences marquées entre le profil des « délinquants dangereux » et ceux n'ayant pas commis d'infraction violente ou sexuelle. Notamment, les « délinquants dangereux » de leur cohorte possédaient un plus faible niveau d'éducation et avaient présenté davantage de problèmes d'adaptation au niveau scolaire. De plus, ces derniers avaient présenté d'autres troubles de comportement dans l'enfance et avaient plus fréquemment été diagnostiqués, à l'âge adulte, avec des troubles d'abus de substance, avec de la psychopathie ou avec des préférences pour les

comportements sadiques (Langevin et collab., 2014). Quant aux distinctions entre les « délinquants dangereux » et ceux ayant commis des infractions similaires qui n'avaient pas fait l'objet d'une déclaration « délinquant dangereux », cette recherche montre que les différences sont beaucoup plus faibles, voire peu significatives. La seule caractéristique ressortie, de façon atténuée, se rapporte aux antécédents criminels, soit un passé criminel ayant débuté précocement et des antécédents comprenant principalement des délits violents et sexuels pour les individus soumis à la déclaration « délinquant dangereux » (Langevin et collab., 2014). Ces derniers résultats correspondent à ceux présentés par Bonta, Harris, Zinger et Carriere (1996) qui, dans le cadre de leur étude du dossier de 64 individus déclarés « délinquants dangereux » incarcérés en Ontario et en Colombie-Britannique, n'ont pas trouvé de différences marquées entre les « délinquants dangereux » et d'autres « délinquants » incarcérés dans les pénitenciers canadiens quant à leurs caractéristiques – quotient intellectuel, situation de famille, niveau d'études, emploi, antécédents criminels, risque de récidive et tendance antisociale.

De leur côté, dans l'étude menée par Trevethan, Crutcher et Moore (2002), lesquels se sont intéressés à distinguer le profil de tous les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » ayant été sous responsabilité fédérale entre janvier 1994 et juin 2001 – soit 274 individus –, les résultats indiquent que les individus déclarés « délinquants dangereux » ont eu davantage de condamnations antérieures à l'âge adulte que ceux déclarés « délinquants à contrôler ».

Selon les données diffusées par le Ministère de Sécurité publique du Canada (2013), 73,9 % des individus déclarés « délinquants dangereux » présentent à leur dossier au moins une condamnation relativement à une infraction sexuelle. Pour ceux déclarés « délinquants à contrôler », ce taux s'élève à 66,8%. De fait, l'ensemble des études empiriques menées sur le sujet ont confirmé cette surreprésentation pour les délits à caractère sexuel pour les personnes soumises à une déclaration spéciale (Bonta et collab., 1996 ; Morrissette, 2001 ; Trevethan et collab., 2002).

Les résultats de l'étude menée par Trevethan et collab. (2002) rapportent qu'une proportion importante des individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale ont commis des délits envers des enfants, soit 49 % des individus déclarés « délinquants dangereux » et 61 % pour ceux déclarés « délinquants à contrôler ». Ces dernières données correspondent à ce que Morissette (2001) avait rapporté suite à l'analyse des caractéristiques des individus en processus d'une déclaration spéciale au Québec entre 1998 et 2001 – ce qui représente 30 demandes d'évaluation –, soit que les dispositions légales en vue d'une déclaration « délinquant dangereux » sont plus souvent entreprises lors d'infractions sexuelles à l'endroit de femmes pubères – âgées de plus de 13 ans –, alors que, dans le cas des « délinquants à contrôler », il s'agit principalement d'infractions sexuelles envers des enfants.

Trevethan et collab. (2002) se sont également attardés à comparer le profil des « délinquants dangereux » avant et après l'entrée en vigueur des dispositions sur les « délinquants à contrôler » en 1997 afin de documenter l'impact de ces nouvelles dispositions. Leurs résultats démontrent très peu de différence entre les individus déclarés « délinquants dangereux » avant et après les amendements législatifs de 1997. Ceci va donc dans le sens souhaité par le législateur avec l'introduction de la déclaration « délinquant à contrôler », soit de cibler d'autres individus qui « *échappaient auparavant aux dispositions relatives aux délinquants dangereux* » (Guide national, 2009 : 12).

1.2 Conception pénale

Depuis leur entrée en vigueur, les dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » ont été appliquées parmi plus de 600 personnes et celles portant sur les « délinquants à contrôler » parmi plus de 800 personnes (Sécurité publique, 2013). Plusieurs personnes ont donc subi les conséquences légales reliées à cette peine et ce, malgré de nombreux questionnements soulevés dans la littérature par rapport à la définition même du « dangereux », soit le type d'infracteur visé par la mesure, ainsi que

relativement aux rouages de sa mise en application, c'est-à-dire comment le système pénal en vient à identifier ceux étant « dangereux », ou encore quant aux implications engendrées par l'attribution de ce concept pénal, construit socialement. L'ensemble des enjeux soulevés par les auteurs s'accordent en effet pour mettre en relief le caractère subjectif de la conception pénale des individus « dangereux ».

1.2.1 Le visage du « dangereux »

Tel que reflété à travers l'évolution des lois, l'individu « dangereux » a adopté différentes figures, la législation ciblant certains individus spécifiquement, selon les époques et les préoccupations du moment (Robert, 2002). Pour plusieurs auteurs, cette évolution quant au type d'individus ciblés n'est que le reflet de l'évolution du concept plus large qu'est la « dangerosité ». D'autres auteurs ont davantage mis en lumière certains intérêts politiques, à l'origine de choix législatifs par le gouvernement. Enfin, pour d'autres, la définition de l'individu « dangereux » aurait grandement été influencée par les attentes de l'opinion publique, engendrées par les couvertures médiatiques.

L'évolution du concept de « dangerosité »

La définition du concept de « dangerosité » ne fait pas consensus dans la littérature, bien qu'il s'agisse de la pierre angulaire sur laquelle reposent les dispositions légales sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ». Certains auteurs font remarquer que le concept de « dangerosité », et conséquemment les dispositions légales qu'il soutient, est un construit social ayant été façonné par plusieurs changements à travers le temps.

Pratt (2001) souligne notamment des modifications quant à la méthode de calibrage de la « dangerosité ». Nous sommes ainsi passés d'un calcul de la « dangerosité » portant sur les infractions commises par une personne, à une fonction de protection du public, et ce, principalement en raison du rôle marqué de protection qu'a pris l'État-providence à partir de l'après-guerre. Les peines visant les individus « dangereux » sont alors devenues non seulement imposées en raison du nombre et de la régularité des

infractions, mais également en fonction de pouvoir démontrer une préoccupation pour la protection du public.

Pratt (2001) indique également que la menace au bien-être physique d'une personne, notamment en contexte d'agression sexuelle, a graduellement supplanté la menace à la propriété que représentaient auparavant les individus considérés les plus « dangereux ». Les conduites considérées dangereuses sont alors plus fortement associées aux délits violents ou sexuels, ce sur quoi les propositions législatives auraient davantage porté.

De fait, on voit, plus concrètement, se succéder différentes catégories d'infracteurs visées par la législation canadienne. Dans le cadre de sa thèse doctorale, Robert (2002) s'est d'ailleurs attardée à mettre en lumière les différentes figures que l'infracteur « dangereux » a endossées au fil des ans relativement aux transformations législatives. Jusqu'aux années soixante, Robert (2002) indique que les dispositions légales, principalement celles portant sur les « repris de justice », ciblaient davantage les vagabonds, soit ceux qui refusaient de s'inscrire socialement et d'adhérer aux normes sociales en plus de cumuler les récidives. Puis, vers les années 1960, le profil de l'individu « dangereux » visé par les dispositions légales s'est modifié et concernait maintenant davantage les infracteurs ayant commis des délits contre la personne. Les dispositions légales ont progressivement ciblé les infracteurs sexuels, d'abord les agressions sexuelles violentes commises par un inconnu, puis à partir des années 1990, celles perpétrées auprès d'enfants sans l'utilisation de violence ou les agressions sexuelles intrafamiliales. À la lumière de son analyse, Robert (2002) conclut que les aspects qui amenaient auparavant un individu à être déclaré « repris de justice » constituent exactement les aspects qui empêchent désormais un individu à être déclaré « délinquant dangereux ».

Les intérêts politiques

Certains auteurs ont tenté de mettre en lumière les préoccupations politiques derrière l'élaboration des dispositions légales visant les « dangereux ». Petrunik (1994) note, par exemple, que les législateurs portent une attention marquée pour certains délits violents et sexuels, bien que ces derniers ne soient à l'origine que d'un très faible pourcentage de la criminalité. Selon lui, cette stratégie serait susceptible de leur fournir davantage d'appuis populaires. Il s'agit donc d'un choix politique stratégique. L'auteur note que si les législateurs avaient une réelle volonté de protéger la société, les politiques pénales cibleraient d'autres types de délits, tels que la violence quotidienne et routinière. Les dispositions légales sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » répondent ainsi à des motivations politiques et visent principalement les personnes démunies, marginalisées et qui refusent d'adopter le rôle stéréotypé auquel on s'attend d'eux (Yeager, 2000).

Roberts, Stalans, Indermaur et Hough (2003) ainsi que Landreville (2007) font aussi remarquer que le durcissement dans l'ensemble des politiques pénales, au cours des dernières décennies, a grandement été influencé par les choix des décideurs au pouvoir. Les auteurs rapportent un changement dans la tradition politique, laquelle est devenue davantage « populiste », c'est-à-dire, cherchant à vouloir de plus en plus répondre aux volontés des électeurs, en adoptant rapidement des réponses intenses répressives face au crime. C'est pourquoi les politiques pénales adoptées font parfois fi des résultats de recherches empiriques sur l'efficacité des mesures pénales, et que certaines dispositions légales plus coercitives sont adoptées alors que le taux de criminalité est en baisse. Dans ce même ordre d'idées, Garland (2007) fait également remarquer que les réponses des gouvernements face à la criminalité sont irrégulières : parfois le problème criminel est nié, parfois une réponse viscérale est donnée telle une mesure de riposte pour corriger rapidement un problème, ceci plutôt que tenter de répondre à une rationalité en faisant des choix dans le « meilleur intérêt de tous » (Roberts et collab., 2003 ; Landreville, 2007).

Petrunik, Murphy et Fedoroff (2008) font également remarquer que l'élaboration des dispositions légales portant sur les « dangereux » a non seulement été motivée par un désir de séduire l'électorat, mais a également été influencée par les idéologies des groupes politiques au pouvoir. Ils relatent notamment que le gouvernement fédéral formé par des Libéraux, entre 1993 et 2005, a présenté une approche assez modérée face aux crimes, comparativement par exemple à l'approche adoptée aux États-Unis à la même époque, en démontrant un souci pour le respect de la Charte des droits et libertés canadienne. Suite à l'élection d'un gouvernement formé par des conservateurs en 2006, on aurait vu poindre des propositions législatives en conformité avec leur intérêt pour « la loi et l'ordre » (Petrunik et collab., 2008). C'est d'ailleurs sous cette dernière gouverne qu'en 2008, des modifications importantes sur les dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » ont eu lieu, ayant notamment pour effet de faciliter le recours à cette mesure.

Garland (2007) fait également remarquer l'émergence de la notion de victime, soit l'importance dorénavant accordée à sa reconnaissance dans le processus pénal, pour l'élaboration de politiques pénales. Pour l'auteur, l'individu victime est devenu un centre d'intérêt majeur, contrairement au rôle de « simple » plaignant qu'il lui a longtemps été attribué. Le gouvernement adapte désormais ses politiques pénales afin qu'elles considèrent les besoins et les problèmes que peuvent rencontrer les victimes dans le cadre du processus pénal (Hall, 2009). Ceci, dans le but de regagner la confiance des victimes à l'égard du système pénal et, conséquemment, augmenter les probabilités que celles-ci dénoncent la commission d'actes criminels (Rock, 2004), en particulier les délits de nature sexuelle – tels que visés par ces dispositions légales particulières.

La couverture médiatique

Si cette stratégie de séduction de l'électorat a semblé efficace sur le plan politique, c'est parce que les propositions législatives venaient répondre à une demande de la part du public. Par ailleurs, certains auteurs ont soulevé l'importance jouée par la couverture médiatique de la criminalité, étant à l'origine de cette demande chez l'électorat. Carrier

(2010) note d'ailleurs que les rapports entre la politique et les médias de masse se renforcent mutuellement, notamment par la façon qu'ils ont de privilégier l'émotion pour les questions criminelles et la simplicité quant aux réponses qu'ils suggèrent. Roberts et collab. (2003) soulèvent également que les changements aux politiques pénales, notamment leur durcissement, ne peuvent être uniquement expliquées par le choix des décideurs, mais aussi par le fait que ces mesures expriment une réponse émotionnelle à d'horribles, bien que rares, crimes qui génèrent beaucoup d'attention médiatique.

Plusieurs auteurs font remarquer que les médias contribuent à transmettre une image erronée de la criminalité en raison de l'accent disproportionné mis sur certains crimes impliquant de la violence (Garofalo, 1981 ; Dubois, 2003) ou des délits à caractères sexuels (Sacco, 1995 ; Greer, 2003). Ainsi, bien que les statistiques officielles sur la criminalité démontrent que la plupart des crimes sont non-violents, l'image répandue par les médias suppose le contraire (Jewkes, 2004). De plus, le sentiment d'insécurité de la population est haussé par la façon dont les médias ont d'assembler certains reportages provenant de contrées lointaines et de les présenter de manière à suggérer qu'ils ont une signification locale (Surette, 1993).

Pour Jewkes (2004), les médias ont tendance à vouloir transformer « une nouvelle ordinaire, en une nouvelle extraordinaire », soit en exagérant et en déformant certains éléments clés des événements. Surette (2011) fait notamment remarquer que les infracteurs sont souvent dépeints différemment de la réalité. Puisqu'il n'est pas accrocheur de présenter un accusé comme étant « un citoyen égaré qui a commis une erreur qu'il regrette », les médias préfèrent présenter un « prédateur arrogant qui commet des crimes violents » (Surette, 2011). La façon de décrire les infracteurs laisse croire, à tort, que les « agresseurs sexuels » sont généralement des prédateurs inconnus et imprévisibles, et que les gens « ordinaires » ne commettent pas ce genre de gestes (Pandiani, 1978 ; Greer, 2003). Les médias ne s'arrêtent qu'occasionnellement sur les causes profondes du comportement criminel et du contexte social sous-jacent (Gabor et

Weimann, 1987 ; Greer, 2003). Inévitablement, un public mal informé par les médias a eu tendance à encourager, voire exiger des politiques criminelles pour le moins inappropriées (Gabor et collab., 1987).

Plus spécifiquement, il semble que les modifications aux dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » soient touchées par l'influence de cette couverture médiatique quant aux crimes insolites et inusités, généralement des délits sexuels ou des homicides dont les victimes semblent particulièrement vulnérables telles des femmes ou des enfants. C'est notamment le cas pour la création, en 1997, de la catégorie juridique « délinquants à contrôler », alors que des amendements législatifs sont introduits en réponse à la pression populaire engendrée suite à la grande médiatisation de l'agression sexuelle et du meurtre d'un jeune garçon de 11 ans en Ontario (Jackson, 1997 ; Glancy, Regehr et Brandford, 2001). Des pressions sociales ont ainsi contribué à durcir les peines, particulièrement à l'égard des « criminels à haut risque » (Robert, 2002). Le projet de loi porte d'ailleurs le nom de la jeune victime : « Loi Christopher Stephenson ».

1.2.2 L'identification du « dangereux »

La mise en application des dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » repose sur le tribunal qui prend la décision, généralement au moment de la détermination de la peine, de déclarer ou non un individu « dangereux ». Pour ce faire, il a recours à différents paramètres afin de l'éclairer, notamment à l'évaluation de la « dangerosité » effectuée par des experts. Plusieurs critiques ont été formulées dans la littérature quant à l'identification des individus « dangereux », puisque, malgré le raffinement dans les méthodes d'identification, il demeure plusieurs cas de « faux positifs », c'est-à-dire des individus ne représentant pas nécessairement un « danger », mais pour qui des mesures restrictives ont été appliquées. Le seul consensus partagé actuellement par la communauté scientifique repose sur le fait qu'il est encore impossible d'évaluer avec exactitude la « dangerosité » d'un individu.

1.2.2.1 L'évaluation de la « dangerosité »

Au cours des dernières décennies, il y a eu un intérêt croissant pour considérer le niveau de « dangerosité » d'un individu en fonction du « genre de crime qu'il pourrait commettre dans le futur », c'est-à-dire sa propension future à commettre des crimes (Pratt, 2001). Progressivement, la notion de « dangerosité » a rejaili dans la littérature sous le vocable de « risque de récidive » et elle semble avoir fait émerger un nouveau débat concernant sa réelle possibilité de prédiction. Plus largement, deux types d'outils d'évaluation s'opposeraient : les méthodes cliniques et les méthodes actuarielles. Selon les écrits que nous avons recensés, des biais d'évaluation sont rapportés, peu importe la méthode privilégiée.

Les méthodes cliniques

Jusqu'à la fin des années 1980, l'évaluation de la « dangerosité » d'un individu se fondait sur le jugement clinique de l'expert en santé mentale – généralement un psychiatre –, soit à l'aide d'entretiens avec la personne à évaluer, une anamnèse de ses antécédents, et par la passation de tests psychologiques (Montandon, 1979 ; MacAlister, 2003). Plusieurs critiques scientifiques ont été formulées à cette époque, notamment, la plus fréquente étant que les experts avaient tendance à surévaluer la dangerosité et créer de « faux positifs » (Cocozza et Steadman, 1974). Dans une étude, Monahan (1981) estime d'ailleurs que l'évaluation de la « dangerosité » établie par un clinicien est exacte une fois sur trois.

Différentes raisons sont évoquées afin d'expliquer ces biais cliniques. Montandon (1979) rapporte notamment que les conséquences d'une prédiction pour l'expert étaient relatives au type de recommandations qu'il formulait, c'est-à-dire, si l'expert recommandait qu'une personne soit remise en liberté en raison de son faible niveau de dangerosité et que celle-ci récidivait une fois relâchée, le spécialiste ferait l'objet d'attaques par les médias et l'opinion publique. À l'inverse, une prédiction trop restrictive de liberté engendrerait certainement moins de reproches pour l'expert, donc aurait influencé son choix pour une opinion clinique prudente. Par ailleurs, Debuyst

(1981) met plutôt en lumière les notions stéréotypées des psychiatres quant aux critères de « dangerosité », en raison de leur formation basée sur des échelles diagnostiques, pour expliquer leur surévaluation de cas « faux positifs ». En effet, l'auteur qualifie de « vue déformante » de la réalité le processus par lequel les psychiatres cherchaient à cibler certains attributs d'une personnalité au détriment d'autres, mettant l'emphasis à rechercher des caractéristiques déficitaires qui permettraient d'expliquer la délinquance et risquant, du même coup, d'accorder trop d'importance à des signes pathologiques insignifiants ou minimes.

Les méthodes actuarielles

L'ensemble des critiques scientifiques formulées quant à la faible validité des évaluations cliniques ont engendré une perte de confiance pour ces méthodes et ont favorisé le développement d'instruments visant à pallier aux limites du jugement clinique, soit les méthodes actuarielles (Côté, 2001). Brièvement, cette méthode consiste à appliquer des taux de base pour une série de facteurs, statistiquement liés à des conduites criminelles, et ensuite à catégoriser les individus en les repérant dans des sous-groupes taxonomiques (Pratt, 2001). Plusieurs critiques ont également été formulées quant à cette nouvelle façon d'identifier les individus « dangereux ».

Bérard, Vacheret et Lemire (2013) qualifient de simplistes les méthodes actuarielles qui viennent porter ombrage à l'approche humaine et nuancée des évaluations cliniques. Pour eux, cette approche amène l'évaluateur à analyser les individus de façon mécanique, sous un rationnel statistique, sans pouvoir apprécier les caractéristiques spécifiques à chacun. De plus, les auteurs constatent que l'évaluation actuarielle met principalement l'accent sur les facteurs problématiques, tels que les antécédents criminels d'un individu. Cette façon simpliste et mécanique d'évaluer les individus amène, selon eux, les évaluateurs à progressivement perdre de leur pouvoir discrétionnaire et ultimement, une détérioration au niveau de leur jugement clinique. Quirion et D'Addese (2011), dans une étude menée auprès de professionnels du Service correctionnel du Canada, ont plutôt infirmé cet amenuisement du pouvoir

discrétionnaire. En effet, les professionnels qu'ils ont rencontrés affirment que le recours à des outils actuariels dans leur pratique ne réduisait en rien leur pouvoir discrétionnaire et qu'ils conservaient la latitude d'utiliser leur jugement clinique afin d'ajuster les résultats de leurs évaluations. Ils ont plutôt considéré le recours aux outils actuariels dans une optique de diversification de leurs méthodes de prédictions.

Harcourt (2011) a, pour sa part, tenté de démontrer l'inefficacité des méthodes actuarielles dans leur forme actuelle, soit en raison de leur recours à des échantillonnages non aléatoires de la population. Selon ce qu'il avance, les bases statistiques sur lesquelles reposent les caractéristiques actuarielles ne font qu'accentuer le profilage de certains criminels.

Au fil des ans, il y a eu le développement d'une longue série d'instruments actuariels qui ont permis un accroissement quant à leur validité prédictive respective (MacAlister, 2003). Malgré cela, les recherches scientifiques sur ceux-ci suggèrent qu'il y a encore un taux élevé de « faux positifs » qui rend ces outils, même ceux considérés les meilleurs, inappropriés à utiliser pour parvenir à une décision quant à la « dangerosité » (Freedman, 2001 ; Bérard et collab., 2013).

Jugement clinique structuré

Enfin, la dernière grande tendance d'évaluation de la « dangerosité », développée afin de pallier les lacunes jusqu'alors évoquées, est le jugement clinique structuré. Il s'agit d'une méthode « hybride » qui consiste à ajouter aux variables statistiques des indices dynamiques liés à des aspects cliniques, soit de jumeler l'utilisation des deux méthodes d'évaluation (Côté, 2001 ; Quirion et D'Adedese, 2011). Le jugement clinique structuré a également fait l'objet de différentes critiques scientifiques quant à sa validité. Si certains estiment que le niveau de validité de la prédiction de la « dangerosité » est supérieur avec l'utilisation des deux méthodes combinées (Sreenivasan, Weinberger, Frances et Cusworth-Walker, 2010), d'autres estiment le contraire et recommandent le recours à une seule méthode, soit celle actuarielle (Hanson et Morton-Bourgon, 2009 ; Abbott,

2011). Pour Harcourt (2011), le jugement clinique n'est que l'équivalent humain intuitif du modèle actuariel, soit une version « moins rigoureuse de la catégorisation et de la prédiction ».

1.2.2.2 Autres paramètres déterminants

Si, tel que mentionné précédemment, les tribunaux ont généralement recours aux experts pour s'éclairer afin d'évaluer la « dangerosité » d'un accusé et qu'ils se conforment à leurs recommandations dans près de 90 % des cas (Morrissette, 2001), certains auteurs tentent de mettre en lumière d'autres paramètres ayant influencé l'identification d'individus « dangereux ».

Le principal auteur s'étant intéressé à cette question est MacAlister (2003). Ce dernier a fait l'examen des motifs de la détermination de la peine pour 148 jugements canadiens, parus entre 1997 et 2002, alors que les accusés faisaient face à une demande de déclaration spéciale. Il ressort de son analyse que les perceptions personnelles des juges quant aux types d'évaluation – méthodes cliniques, méthodes actuarielles ou jugement clinique structuré – ont eu une influence sur leur prise de décision. En effet, MacAlister (2003) remarque qu'à l'extérieur de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, les juges ont accordé une crédibilité particulière aux recommandations visant à déclarer un individu « dangereux » lorsque celles-ci reposaient sur l'une ou l'autre des méthodes d'évaluation, sans égard à la méthodologie d'évaluation privilégiée par l'expert. Ainsi, le simple fait qu'une recommandation de « dangerosité élevée » repose sur un instrument d'évaluation a largement influencé l'imposition d'une déclaration « délinquant dangereux ». L'auteur note néanmoins une préférence pour les outils d'évaluation de type actuariel dans les jugements rendus en Nouvelle-Écosse. En ce qui concerne les jugements rendus en Colombie-Britannique et en l'Alberta, l'auteur remarque que les décisions ont plutôt été influencées par une jurisprudence provenant de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, où l'enjeu déterminant concerne davantage les possibilités raisonnables de traitement estimées par les experts.

De plus, MacAlister (2003) remarque une importance significative accordée par les juges lorsqu'un diagnostic « psychopathe » est posé. En effet, l'auteur note que plus un expert estimait sévère la psychopathie d'un individu, c'est-à-dire en lui attribuant une cote élevée sur l'Échelle de psychopathie révisée (instrument de jugement clinique structuré, PCL-R de Hare, 2003), plus il était probable que l'individu allait faire l'objet d'une déclaration de « délinquant dangereux ». Le motif invoqué serait lié au fait que la littérature indiquant que les individus « psychopathes » résistent particulièrement aux traitements, ces derniers seraient davantage perçus comme incurables (Rice, Harris et Cormier, 1992 ; Hare, 1998).

L'influence de la présence d'un diagnostic « psychopathe » comme paramètre décisionnel a aussi été documentée par Lloyd, Clark et Forth (2010). Ceux-ci ont, en effet, tenté d'illustrer le stigma associé à ce type de diagnostic par l'analyse de 136 jugements canadiens, entre 2002 et 2007, où une demande de déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler » avait été formulée. Leurs résultats démontrent une corrélation entre la présence de psychopathie, le faible niveau de traitabilité considéré de l'individu et l'imposition d'une déclaration « délinquant dangereux ». Ils soulèvent également une inquiétude quant à la neutralité des experts qui semblent généralement avoir porté allégeance à la partie qu'ils représentaient à la cour, soit en attribuant un niveau élevé de psychopathie lorsqu'ils témoignaient pour la poursuite ou en attribuant un score beaucoup plus bas lorsqu'ils le faisaient pour la partie adverse.

Par ailleurs, MacAlister (2003) note des disparités dans les jugements. Par exemple, certains juges semblent avoir été particulièrement influencés par les antécédents de l'individu plutôt que par les recommandations des experts.

Enfin, plusieurs années auparavant, Esses et Webster (1988) se sont intéressés, pour leur part, à l'influence que pouvait avoir eu le niveau d'attractivité physique d'un accusé quant à la détermination de sa déclaration « délinquant dangereux ». Leurs résultats

soutiennent que le niveau d'attractivité constitue une source de biais significatif dans le cadre de l'imposition de leur peine, principalement parmi ceux ayant été accusés d'un délit de nature sexuelle. À savoir : les individus considérés « non attirants physiquement » ayant commis un délit sexuel étaient significativement plus propices à se voir déclarer « délinquants dangereux » que les autres individus du groupe. Les individus « non attirants physiquement » ont particulièrement été évalués comme étant « incapables de contrôler leurs impulsions sexuelles futures⁹ » (Esses et collab., 1988 : 1029).

1.3 Prise en charge correctionnelle

Comme nous l'avons vu, une partie des études scientifiques portant sur les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » s'est intéressée à identifier les caractéristiques sociodémographiques et criminelles de ces personnes afin d'en dégager un profil, puis une seconde partie des écrits sur le sujet a plutôt tenté de mettre en lumière une certaine subjectivité dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces dispositions légales. Jusqu'à présent, aucune étude ne semble s'être spécifiquement attardée au vécu de personnes ciblées par cette mesure, soit une fois que leur statut « dangereux » leur a été légalement imposé. Nous vous présentons donc, dans cette troisième section, le résultat de quelques études ayant été menées auprès de populations partageant des caractéristiques similaires, soit une longue peine à purger ou ayant fait l'objet d'une peine relativement à des délits de nature sexuelle.

1.3.1 Longues sentences

Si les hommes ayant été déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler » font l'objet de longues peines carcérales imposées en fonction de leur type de déclaration spéciale, peu d'études semblent s'être intéressées aux impacts que cela a pu engendrer pour eux. La plupart des études s'intéressant aux conséquences de

⁹ En référence aux critères d'admissibilité à une déclaration « délinquant dangereux », tel que formulés à l'article 753(1)b) du Code criminel canadien.

l'enfermement prolongé ont été menées auprès de détenus devant purger une longue peine ou une peine à perpétuité, avec ou sans possibilité de libération. Il semble que la généralisation ou la comparaison de ces recherches puissent être difficiles, notamment en raison de leur conceptualisation respective quant à la variable « longue sentence ». En effet, les études portant sur les longues sentences peuvent considérer un nombre d'années assez variable pour définir ce que constitue une « longue sentence » (McKay, Jayewardene et Raedie, 1977 ; Flanagan, 1981). Il semble néanmoins que plusieurs similitudes puissent ressortir quant aux conséquences de cet enfermement prolongé (Leigey et Ryder, 2015). D'ailleurs, les effets de l'incarcération pourraient être les mêmes, peu importe la durée de la peine, mais ce serait le fait d'y être exposé plus longtemps qui les rendrait plus significatifs (Flanagan, 1981 ; Leigey et collab., 2015).

D'une part, il y a déjà de nombreuses années que les scientifiques s'intéressent à l'impact psychologique des peines chez les incarcérés. Dès 1898, Sigbert Ganser rapporte des conséquences psychiques associées à l'exposition aux conditions difficiles de détention, soit un état mental dissociatif momentané nommé « syndrome de Ganser » (Lauerma et Hyphen, 2008). De nombreuses études rapportent par la suite une « détérioration » au plan personnel, engendrée par une période d'emprisonnement prolongée.

Zamble, Porporino et Kalotay (1984) ont notamment rapporté une atteinte au sentiment d'efficacité personnelle chez les détenus, en raison de leur «institutionnalisation » (Goffman, 1968), c'est-à-dire leur adaptation au milieu social existant en prison. Selon ces derniers, le système correctionnel altérerait progressivement l'identité des individus incarcérés en leur retirant les habilités qui les distinguent, en les modelant. Dans leur étude, Johnson et McGunigall-Smith (2008) mettent également de l'avant les impacts psychologiques sur les détenus quant au fait d'être constamment privé de leur liberté de choisir, comme si la capacité d'autodétermination leur était enlevée. Ces auteurs citent, à titre d'exemples, que les détenus deviennent habitués à se faire dire où aller et avec qui, à ce que ce soit toujours

des tiers qui préparent leurs repas, à ce qu'ils soient contraints de devoir travailler pour des emplois sans lien avec leur niveau de compétence, à ce que l'horaire de la journée soit défini par autrui, etc. De plus, Zamble et collab. (1984) ajoutent que les membres du personnel entretiennent généralement une relation autoritaire avec les détenus, ce qui amène ces derniers à évoluer dans des circonstances sociales où ils se sentent constamment inférieurs, coupables et impuissants. La méfiance constante du système correctionnel à leur égard, l'absence de responsabilités quelles qu'elles soient, comme l'image ou le sentiment de ne pas contribuer au bien social, porterait une atteinte importante à leur sentiment d'efficacité personnelle (Zamble et collab., 1984 ; Santos, 1995).

Il semble également, selon plusieurs auteurs, que cette « détérioration » personnelle soit issue de la relation que les individus incarcérés entretiennent avec la perspective du temps, principalement de l'ambiguïté et de l'incertitude en regard au futur. Selon Cohen et Taylor (1972) ainsi que Flanagan (1981), puisque les détenus purgeant une longue peine se projettent difficilement dans le futur, ils n'arrivent pas à élaborer ni à s'impliquer dans des plans visant leur cheminement, contrairement aux détenus purgeant de courtes peines, lesquels s'impliquent davantage dans des programmes en vue de leur libération imminente. Afin de se détourner de cette réalité, une des stratégies adoptées par les détenus purgeant une longue peine consiste à se tenir occupé mentalement et physiquement, à l'aide d'une routine quotidienne et répétitive (Flanagan, 1981 ; Santos, 1995 ; Johnson et collab., 2008). En se concentrant uniquement sur le moment présent, il en résulte cependant pour plusieurs une perte progressive d'intérêt pour le monde à l'extérieur de l'établissement (Santos, 1995 ; Marchetti, 2001). Parallèlement, cette routine monotone peut les amener à envisager leur existence comme étant « vide et futile » (Johnson et collab., 2008). Il semble d'ailleurs que certains détenus devant purger une peine à perpétuité aient prétendu préférer être condamnés à la peine de mort, de manière à ne pas vivre cette « mort par incarcération » (Johnson et collab., 2008).

D'autre part, plusieurs études rapportent que les conséquences relatives à la coupure des liens sociaux extérieurs sont particulièrement difficiles, voir les plus significatifs lors d'une période d'incarcération prolongée (Richards, 1978 ; Flanagan, 1980 ; Leigey et collab., 2015). En effet, plusieurs détenus rapportent se sentir constamment seuls, malgré la présence environnante de nombreux codétenus, puisqu'ils se voient privés du contact avec leurs proches. Plusieurs détenus ont notamment exprimé de l'inquiétude pour le bien-être des membres de leur famille ou du regret quant à l'impossibilité de jouer un rôle actif auprès de leurs enfants (Leigey et collab., 2015). Cette séparation permanente avec leurs proches engendre pour plusieurs un profond sentiment de vide intérieur (Johnson et collab., 2008).

Dans le même ordre d'idées, Flanagan (1981) rapporte que l'incarcération prolongée d'une personne engendre une distanciation et une atténuation de son influence par rapport à ses relations extérieures. La vie de leurs proches se poursuivant à l'extérieur, les détenus se sentent de moins en moins concernés par celle-ci et plusieurs ont dit craindre de finir par se retrouver complètement seuls (Johnson et collab., 2008). Selon Flanagan (1981), cette coupure est vécue particulièrement sévèrement chez ceux ayant des enfants. Pour ceux-ci, bien souvent, l'un des seuls rappels de leur parentalité devient une photographie à l'occasion. Comparativement à ceux purgeant une courte peine, les personnes purgeant une longue peine perçoivent leur absence dans leurs relations comme une période « irrévocablement perdue » (Flanagan, 1981). D'ailleurs, Van de Rakt, Murray et Nieuwbeert (2012) ont mené une étude s'intéressant spécifiquement à l'influence qui pouvait exister entre l'incarcération d'un père sur le développement de convictions ou de comportements criminels chez son enfant. Selon les résultats obtenus, il existerait une relation significative entre ces deux composantes, en raison du processus d'apprentissage par imitation de l'enfant. Toutefois, lorsque la période d'incarcération du père est d'une durée prolongée, il semblerait que l'enfant soit « protégé » de cette influence criminelle. Cette étude confirme donc l'atténuation de l'influence parentale dans le cas d'une longue période d'emprisonnement.

Enfin, Marchetti (2001) a souhaité documenter, à l'aide d'entretiens, le parcours pénal d'individus condamnés à perpétuité. En ce qui concerne plus particulièrement l'annonce de la peine, il en ressort que ceux condamnés à de longues périodes d'emprisonnement traversent d'abord un temps d'abattement, puis intègrent progressivement l'idée d'être emprisonnés pour longtemps. Ceci ne signifie cependant pas qu'ils acceptent leur peine pour autant (Marchetti, 2001). En effet, plusieurs facteurs viennent complexifier ce processus d'acceptation. Notamment, l'auteure rapporte que les verdicts rendus étant très contrastés, certains détenus considèrent avoir obtenu une peine bien moins favorable que d'autres ayant commis des délits similaires et maintiendront l'impression que leur peine est trop lourde, « irréaliste ». Marchetti (2001) rapporte également un changement d'attitude chez les condamnés par rapport à leur crime : au moment des procédures judiciaires, ils vivent beaucoup de culpabilité, mais à force d'entendre des choses fausses sur eux, ils en viendraient à se sentir de moins en moins coupables. *« En somme, il semble que, pour une partie des condamnés, l'impression d'avoir été matraqués par la lourdeur de la peine fasse basculer leur représentation d'eux-mêmes : du camp des coupables, ils passent, après les assises, à celui des victimes. (Marchetti, 2001 : 95) »*

1.3.2 « Délinquants sexuels » incarcérés

Tel que les données statistiques l'ont démontré, une grande proportion des individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » ont commis au moins un délit de nature sexuelle. Des auteurs ont tenté de dégager certains aspects spécifiquement liés au vécu carcéral d'hommes ayant été condamnés pour des offenses sexuelles. Il semble y avoir un consensus parmi ces auteurs, consensus selon lequel les « délinquants sexuels » constituent l'un des groupes les plus méprisés dans la société en général, mais également dans le milieu correctionnel où, étant vus comme des « monstres », ils se retrouvent à la toute fin de la hiérarchie avec les autres détenus (Sim, 1994 ; Sparks, Bottoms et Hay, 1996 ; Tewksbury, 2012). Ce faisant, ils feraient l'objet d'un traitement différentiel négatif.

D'une part, il ressort de plusieurs études que les « délinquants sexuels » sont particulièrement à risque d'être victimes de violence en établissement carcéral, principalement de la part de codétenus désapprouvant leurs crimes, ce pour quoi ils se voient obligés d'être incarcérés séparément du groupe, soit en « protection » (Sim, 1994 ; Schwaebe, 2005 ; Tewksbury, 2012). Cette mise à l'écart du groupe n'est cependant pas une garantie de sécurité. Selon O'Donnell et Edgar (1999), les détenus séjournant dans des secteurs de « protection » se sentent tout de même très vulnérables d'y subir des agressions, notamment puisqu'ils y sont facilement identifiables. En effet, selon les auteurs, certains « délinquants sexuels » sont victimes de violence lorsqu'ils quittent leur secteur de « protection », soit lorsqu'ils rencontrent des codétenus de la population « régulière ». De plus, certains « délinquants sexuels » sont victimes de violence de la part de codétenus incarcérés en milieu de « protection », mais pour d'autres raisons que le fait d'avoir commis des délits de nature sexuelle. L'étude menée par O'Donnell et collab. (1999) a d'ailleurs révélé que les détenus séjournant en milieu de « protection » étaient deux fois plus souvent victimes de violence verbale et physique que les détenus de la population carcérale « régulière ». Schwaebe (2005) s'est, pour sa part, intéressé aux « délinquants sexuels » n'ayant pas été incarcérés séparément du groupe et maintenus incarcérés avec la population « régulière ». Il ressort de son étude que les « délinquants sexuels » ont rapidement dû apprendre à nier leurs antécédents de nature sexuelle ou avoir recours à d'autres stratégies, telles qu'établir une réputation de « bon batailleur » ou s'associer à un groupe pouvant le défendre, et ce, afin de pouvoir « survivre » dans le milieu carcéral sans être victimes d'agression.

Outre la violence physique, plusieurs auteurs rapportent que les « délinquants sexuels » sont aussi particulièrement à risque de subir de la violence verbale ou d'autres formes de harcèlement psychologique pendant leur incarcération (Schwaebe, 2005 ; Tewksbury, 2012). Leurs antécédents de nature sexuelle étant particulièrement méprisés dans le milieu carcéral, la simple rumeur ou allusion à un crime sexuel serait suffisante pour engendrer l'opprobre des codétenus (Schwaebe, 2005). D'ailleurs, selon l'étude menée par Tewksbury (2012), une forme d'ostracisme consiste à publiciser au

sein de l'établissement les antécédents sexuels d'un codétenu. Les « délinquants sexuels » feraient ainsi constamment l'objet de commentaires dénigrants de la part de leurs codétenus (Tewksbury, 2012). Enfin, dans une optique principalement de sécurité, considérant leur risque d'être victime de mauvais traitements, plusieurs « délinquants sexuels » se verraient restreindre leur participation à certains programmes ou activités en détention (Tewksbury, 2012).

En ce qui concerne leurs relations à l'extérieur du milieu carcéral, l'étude menée par Connor et Tewksbury (2015) révèle que les détenus incarcérés pour des délits de nature sexuelle sont moins susceptibles de recevoir des visites que d'autres détenus, par exemple incarcérés pour des délits non violents. Plus spécifiquement, les « délinquants sexuels » sont moins susceptibles de recevoir des visites de la part d'enfants ou d'amis que tous les autres individus incarcérés. Ceci démontre combien le fait d'être identifié comme « délinquant sexuel » a une incidence sur le type de relation maintenue une fois la personne incarcérée (Connor et collab., 2015).

Enfin, Robbers (2009) s'est intéressé plus spécifiquement à l'incidence de l'étiquette « délinquant sexuel » dans le cadre du processus de réinsertion sociale. La majorité des 153 « délinquants sexuels » interviewés dans son étude rapportent avoir été victimes de traitements négatifs en raison de la nature de leurs antécédents. Ces derniers indiquent s'être sentis considérés comme des « parias » de la société, comme si les « délinquants sexuels » ne pouvaient jamais se réhabiliter, et ce, à la suite de plusieurs petits incidents dont ils ont été victimes. Par exemple, certains rapportent avoir été harcelés par leurs voisins, d'autres n'ont pas été en mesure de maintenir un emploi, ou encore, ont été arrêtés par erreur. L'ampleur de ce traitement négatif s'est intensifiée dans les cas où il y a eu une large couverture médiatique. À plus long terme, Robbers (2009) rapporte que ces mauvais traitements ont pu engendrer l'apparition de symptômes dépressifs, une baisse d'estime personnelle et un sentiment d'inutilité qui, ultimement, pourraient favoriser la perpétration d'une offense future, ce bien que l'impact sur la récidive n'ait pas été étudié spécifiquement.

1.4 Problématique

La recension des écrits a permis de constater qu'il existe un nombre limité d'études portant spécifiquement sur les individus déclarés « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler ». Une grande partie de ces recherches sont descriptives. Elles ont été initiées par des organismes ministériels et semblent viser des objectifs bien précis, à savoir : évaluer la validité des dispositions légales en considérant « *si le processus judiciaire permet d'identifier assez tôt et correctement les personnes qui présentent un risque élevé* » (Robert, 2002 : 112). Si ces études ont permis d'apporter un éclairage statistique sur le profil sociodémographique et criminel des individus ciblés, elles s'avèrent très peu critiques et ne décrivent qu'une infime partie du phénomène.

Les principaux enjeux soulevés dans la littérature scientifique ont démontré que les dispositions légales portant sur les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » sont marquées par des préoccupations contemporaines sur la « dangerosité », relatives à l'inquiétude populaire et accentuées par les couvertures médiatiques. Plusieurs auteurs ont fait part de réserves quant aux types d'individus ciblés ainsi qu'à la capacité des experts d'identifier ces individus « dangereux ». Il en ressort que les dispositions légales semblent élaborées et appliquées avec une certaine marge de subjectivité, et ce, malgré les répercussions graves qu'elles pourraient engendrer auprès des individus visés.

Nous constatons également que l'ensemble des recherches ou écrits sur le sujet ne s'intéressent qu'à la période allant de l'identification des « délinquants » pouvant faire l'objet d'une déclaration spéciale, jusqu'à leur condamnation. Aucune information ne semble avoir été colligée une fois la peine amorcée. Il semble qu'aucune étude ne se soit spécifiquement intéressée aux impacts suite à l'application de ces dispositions légales. Certains auteurs se sont approchés de ce sujet en se penchant notamment sur les conséquences engendrées par les longues peines d'incarcération ou aux conséquences de l'étiquette « délinquants sexuels » dans le parcours correctionnel des individus. Il en ressort de ces écrits que les personnes visées peuvent être socialement

discriminées, sont à risque de subir des mauvais traitements en détention, et présentent une faible estime personnelle. Qu'en est-il pour les individus déclarés « dangereux » ?

Cette étude a pour but d'ajouter des connaissances scientifiques quant à l'expérience pénale spécifique aux individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ». Cette recherche exploratoire vise à pallier les lacunes identifiées dans la littérature en s'attardant au vécu des individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale, ce à partir de leur point de vue. Nous voulons donner la parole à des individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » afin de mettre en lumière leur expérience pénale. Plus spécifiquement, nous aimerions comprendre comment cette déclaration « spéciale » influence leur vécu. Quels traitements leur sont réservés ? Comment leur période de détention se déroule-t-elle ? Comment se déroule leur liberté surveillée, le cas échéant ? Comment s'adaptent-ils à ce statut «dangereux» qui leur a légalement été prescrit ?

CHAPITRE 2 : LA MÉTHODOLOGIE

Les écrits recensés dans le premier chapitre ont mis en lumière des notions importantes quant aux dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler ». Il en ressort néanmoins une méconnaissance de l'expérience spécifique à ceux ayant été visés par cette mesure. Ce deuxième chapitre expose la stratégie de recherche utilisée afin d'effectuer notre étude sur cet objet. Nous présentons en premier lieu les objectifs de la recherche et son cadre d'analyse, pour ensuite présenter notre démarche d'échantillonnage, notre processus de collecte de données et enfin, préciser les limites liées à cette recherche.

2.1 Objectifs de la recherche et cadre d'analyse

L'objectif principal de cette recherche a été de comprendre et d'analyser l'expérience pénale de personnes à qui l'on a imposé légalement le statut « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler », à partir de leurs points de vue. Nous avons tenu à donner la parole aux acteurs visés par ces dispositions pénales. Il s'agit d'une recherche exploratoire puisqu'aucune autre étude – à notre connaissance - ne s'est attardée à ces acteurs auparavant. Par expérience pénale, nous avons référé à tout vécu (carcéral, personnel ou social) qui pourrait rendre compte du passage de ces personnes à travers le système pénal (Kaminski et Kokoreff, 2004).

Plus spécifiquement, nous avons voulu mettre en lumière le vécu des individus qui ont été déclarés « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler » pendant les procédures judiciaires, lors de l'exécution de leur peine d'incarcération et dans le cadre de leur libération surveillée, le cas échéant. Nous avons également voulu mettre en lumière comment se vivait l'apposition du statut « délinquant dangereux » et « délinquant à contrôler » au plan personnel et social.

2.1.1 Le cadre théorique

Parmi les écrits qui se sont attardés à décrire et analyser l'expérience pénale d'individus, s'est dégagée la perspective tracée par la sociologie interactionniste symbolique. Celle-ci propose de considérer la déviance et le crime de façon constructiviste, en

s'interrogeant particulièrement sur l'influence des groupes et des institutions sociales quant à l'identité et le vécu des individus criminalisés (Poupart, 2001). Cette approche propose aussi de décrire, avec subtilité et profondeur, les expériences et les points de vue des acteurs sociaux de façon à montrer cette influence sociale (Poupart, 2011). Dans cette perspective, l'expérience des personnes est comprise en considérant le sens ou les significations que celles-ci leur attribuent (Poupart, 2011). Ce courant sociologique a donné lieu à l'élaboration de plusieurs théories, dont celles portant sur la stigmatisation et l'étiquetage. L'ensemble de ces théories se sont complétées par moments, se sont chevauchées à d'autres.

Le processus de stigmatisation

Goffman (1963) est l'un des auteurs marquants s'étant attardés à décrire et analyser le processus de stigmatisation, c'est-à-dire le processus par lequel les groupes et les institutions confèrent une étiquette « déviante » à un individu. Pour Goffman (1963), l'étiquette, qu'il a appelé « stigmat », fait référence à la situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche d'être pleinement accepté par la société. Le discrédit que ce stigmat apporte se révèle dans le cadre d'interactions, puisque selon cet auteur, c'est à ce moment que l'individu peut prendre conscience de sa différence.

La visibilité de l'attribut honteux est une notion importante dans le processus de stigmatisation (Goffman, 1963). Le système de justice pénale, tel qu'il s'articule, favoriserait cette visibilité. Garfinkel (1956) a d'ailleurs dénoncé la « cérémonie de dégradation » engendrée dans le cadre des procédures judiciaires où l'on attribue publiquement une étiquette infamante à un individu; un statut inférieur. Goffman (1963) note également que le casier judiciaire ou tout autre fichage des « délinquants » se serait progressivement transformé en document d'identité permettant la récapitulation perpétuelle d'informations marquant le discrédit. Plus récemment, Munn (2012) met en lumière le fait que les mécanismes de supervision en communauté, principalement ceux adressées aux individus condamnés d'une peine à perpétuité, agiraient de manière à mettre en évidence leur stigmat « criminel ».

Outre la visibilité de l'attribut honteux, selon Goffman (1963), les caractéristiques liées au groupe avec lequel l'individu a interagi jouent un rôle significatif dans le processus de stigmatisation. Par exemple, le type de relation entretenue avec l'entourage, soit le niveau d'intimité partagé, pourrait influencer la présence de jugements stéréotypés. Goffman (1963) a suggéré ainsi que les contacts impersonnels avec des inconnus seraient favorables aux jugements hâtifs et disqualifiants, alors qu'à mesure que les personnes resserrent les liens de leurs relations, cette vision catégorique s'atténue et cède la place à la sympathie, la compréhension et l'estimation réaliste des qualités personnelles. Dans le cadre d'une étude menée par Pager (2007), il s'est effectivement révélé qu'il serait possible de réduire l'impact négatif du casier criminel, lorsque l'individu est en mesure d'établir un bon contact relationnel avec ses interlocuteurs.

De plus, la catégorie de personnes avec qui l'individu entre en relation pourrait influencer le processus de stigmatisation, à savoir s'il était déjà vu comme « différent » par rapport aux « normaux » (Goffman, 1963). L'individu serait alors susceptible de rechercher la compagnie de personnes plus tolérantes et, dans ce cas, possédant généralement des attributs similaires, soit d'autres individus « déviants ». Uggen, Manza et Behrens (2004) ont d'ailleurs fait valoir que le stigmate « criminel » deviendrait principalement marquant lorsque l'individu réintègre la communauté puisqu'il doit quotidiennement entrer en interaction avec des citoyens « normaux ».

Le rôle joué par l'individu stigmatisé est également significatif selon Goffman (1963). Pour lui, le « déviant » adopterait différentes stratégies afin de contourner ou atténuer les conséquences de cette étiquette, soit en manipulant l'information le concernant pour réduire la visibilité de son stigmate, soit en tentant d'organiser les situations sociales qui l'entourent. À cet effet, l'individu peut notamment s'isoler pour ne plus être confronté aux jugements sociaux ou, à l'inverse, adopter une attitude de confrontation en s'attaquant ouvertement à la désapprobation des « normaux ». Munn (2012) rapporte également que certains « criminels » pourraient tenter d'atténuer ce stigmate

en mettant en évidence une autre facette de leur identité, par exemple leur rôle de père ou d'époux.

Les fonctions du stigmat

Selon Goffman (1963), le stigmat permet de préserver l'ordre social en structurant les comportements de chacun, du moins en définissant les comportements attendus. Hannem (2012) a toutefois reproché à la théorie proposée par Goffman de ne pas s'intéresser suffisamment aux fondements du stigmat, à savoir : d'où provenait-il et à quoi servait-il ? Ce dernier a donc suggéré d'approfondir ces questionnements d'un point de vue macrostructurel avec les idées développées par Michel Foucault (1977, 1982). Si la théorie présentée par Goffman a placé les interactions sociales au centre du processus de négociation du stigmat, Foucault, ayant une lecture néolibéraliste, a plutôt proposé de considérer le pouvoir - de l'État en ce qui concerne les politiques pénales - comme étant à l'origine du développement et de l'imposition de structures sociales (Hannem, 2012). Sous cet angle, l'étiquette « déviante » serait apposée à ceux qui offrent une résistance aux structures sociales définies par l'autorité. Ces personnes seraient ciblées, par exemple par des politiques pénales, afin de venir rétablir la situation jugée problématique et, parallèlement, réaffirmer le pouvoir dominant (Foucault, 1982 ; Hannem, 2012).

Les effets de l'étiquette « déviante »

L'imposition d'une telle étiquette aurait, pour les auteurs, plusieurs effets. En premier lieu, selon Goffman (1963), la stigmatisation engendre des conséquences au niveau social, soit une discrimination et de l'exclusion. Plusieurs études ont d'ailleurs rapporté que les « ex-condamnés » subiraient un traitement négatif, par exemple quant à leurs chances de décrocher et de maintenir un emploi (Clear et Dammer, 2000). Cette discrimination proviendrait du fait que les individus étiquetés « criminels » sont perçus socialement comme « dangereux » et « à risque de commettre une autre offense » (Munn, 2012 : 169). Cette perception négative et, conséquemment, l'intensité de ses impacts sociaux ont semblé particulièrement marqués pour les individus s'étant vu

attribuer le stigmate de « délinquant sexuel ». Worley et Worley (2013) rapportent par exemple que tous les participants de leur recherche, pour lesquels des antécédents de nature sexuelle avaient été publiés sur des bases de données informatiques publiques, avaient subi du harcèlement – allant d'un niveau modéré à sévère. Leur étiquette « délinquant sexuel » aurait ainsi créé une séparation entre eux et les autres membres de la société de sorte qu'ils se sont vu restreint à demeurer dans certains secteurs urbains (Worley et collab., 2013). Dans son étude, Munn (2012) a néanmoins remarqué que plusieurs « ex-condamnés » ont pu appréhender les conséquences sociales de leur stigmate, sans que cela ne survienne. Ces simples appréhensions auraient alors transformé leurs façons de se comporter socialement. Selon Goffman (1963), il semble inévitable que les individus stigmatisés produisent des interactions angoissées.

En second lieu, plusieurs théories sur l'étiquetage, souvent développées en parallèle et de façon indépendante, se sont rejointes sur la question des répercussions personnelles de ce phénomène. En effet, l'imposition d'une étiquette a été présentée comme engendrant un « effet pervers » ou une « conséquence inattendue » de marginalisation, en ce sens que l'étiquette apposée à l'individu viendrait créer ou renforcer ce que l'on voulait prévenir ou corriger initialement (Lacaze, 2008). Tannenbaum (1938) a été l'un des premiers à décrire le processus par lequel l'étiquette « déviante » viendrait créer chez celui qui la reçoit des attentes sociales auxquelles il finirait par se conformer, s'identifier. Plusieurs auteurs ont ainsi rapporté que l'étiquette « déviante » pourrait avoir une influence significative sur les comportements adoptés dans le futur, notamment quant à l'engagement de la personne vers une carrière « déviante » à long terme. Se retrouvant sans autre issue, confronté constamment aux conséquences de son étiquette, l'individu se verrait obligé de réemprunter le « corridor de la déviance » (Shoham, 1991). Sampson et Laub (2005) rapportent, par exemple, que l'étiquette apposée aux individus qui ont été incarcérés engendrerait une instabilité au niveau de l'emploi, laquelle pourrait s'avérer favorable au retour de comportements criminels.

Enfin, l'étiquette « déviante » pourrait également engendrer des dommages collatéraux, notamment dans l'entourage de la personne stigmatisée. Goffman (1963) suggère ainsi que le stigmatisme serait « transférable », c'est-à-dire qu'un proche d'une personne stigmatisée deviendrait porteur de l'attribut honteux en raison de son association avec celle-ci. Dans une étude menée dans le cadre de sa thèse doctorale, Hannem (2008) rapporte dans ce sens, que les membres de la famille de personnes incarcérées seraient traités négativement non seulement dans la société mais aussi de la part de membres du personnel correctionnel, comme s'ils étaient tous vus comme des « criminels ». Il semble que les conjointes seraient plus vulnérables à subir cette stigmatisation par association en raison du modèle patriarcale selon lequel leur identité est définie (Hannem, 2008). Selon Goffman (1963), cette contagion du stigmatisme exacerberait les conséquences sociales de celui-ci pour la personne étiquetée puisque, par crainte d'y être associé, les proches tendraient à mettre un terme à la relation. Ricordeau (2008) confirme ce phénomène dans le cadre d'une étude menée auprès de membres de la famille d'incarcérés. Il ressort de sa recherche que la crainte des proches d'être eux-mêmes étiquetés favorise le rejet et l'exclusion de la personne incarcérée.

2.1.2 La méthode qualitative

En raison des objectifs identifiés ainsi que du cadre théorique privilégié, l'utilisation d'une approche qualitative s'est révélée la plus appropriée. Ce type d'approche méthodologique a permis de saisir le phénomène étudié en considérant l'importance de la subjectivité prônée par l'interactionnisme dans l'analyse des phénomènes sociaux (Laperrière, 1997). Il s'agit d'une démarche compréhensive où une place centrale a été accordée aux acteurs, à leurs points de vue, leurs expériences, et à la signification qu'ils leur ont donnée (Poupart et Lalonde, 1998). L'expérience pénale qui en est ressortie a donc été présentée en mettant de l'avant le sens que les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » ont donné aux situations qu'ils ont vécues. L'approche qualitative a également été idéale afin de restituer en profondeur et avec subtilité les expériences d'un groupe restreint spécifique, tel que celui des individus que nous avons interviewés (Poupart et al, 1998).

L'approche qualitative a fait appel à une démarche inductive. Elle a permis d'appréhender notre objet d'étude avec souplesse et latitude. Ce choix a semblé approprié dans le cadre d'une recherche exploratoire puisqu'il nous a permis d'éviter de donner un encadrement trop strict à l'étude où il aurait pu en résulter une simplification abusive de la réalité et une élimination d'éléments imprévus ou inusités (Pirès, 1982). Nous avons donc pu demeurer attentive à chacune des subtilités de l'expérience des personnes interviewées.

L'utilisation d'une approche qualitative a également permis de venir compléter la vision que nous possédions du phénomène, issue des recherches quantitatives ou statistiques déjà effectuées sur le sujet. En effet, selon Groulx (1997), la contribution de la méthodologie qualitative dans l'étude des phénomènes sociaux est habituellement située en rupture ou en opposition à celle provenant du domaine quantitatif. Ce type d'approche nous a donc permis d'appréhender l'expérience des individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » sous un nouvel angle.

2.1.3 L'entretien de type semi-directif

L'entretien est une méthode de collecte de données qui permet au chercheur et à l'interviewé d'être en relation face à face, dans le but spécifique d'obtenir des informations de recherche (Boutin, 1997). Il existe différents types d'entretiens en méthodologie qualitative, celui de type semi-structuré a été privilégié comme instrument de collecte de données dans cette recherche. Il s'agit d'une forme d'entrevue établie en fonction du niveau de directivité utilisé par le chercheur (Pauzé, 1984). Elle a permis d'adapter le niveau de contrôle de l'entrevue selon les besoins de la personne interviewée, sa motivation, ses capacités d'introspection, ainsi que les objectifs visés par la recherche (Pauzé, 1984). En raison de sa souplesse, ce type d'entretien offre au chercheur une grande flexibilité qui permet aux participants de s'exprimer le plus librement possible.

2.2 La mise en œuvre de la recherche

2.2.1 Le processus d'échantillonnage

En méthodologie qualitative, la constitution d'un échantillon peut se diviser selon deux grandes modalités : l'échantillonnage par cas unique et l'échantillonnage par cas multiples (Pirès, 1997). Dans le cadre de cette étude, le corpus empirique a été construit selon l'échantillonnage par cas multiples.

La constitution de notre échantillon a été relativement homogène, c'est-à-dire que tous les participants ont relevés « d'un milieu organisé par le même ensemble de rapports sociostructurels » (Bertaux, 1980), soit des personnes ayant fait l'objet d'une déclaration spéciale. Cette recherche a ainsi principalement visé à étudier en profondeur un groupe restreint de personnes plutôt que de tenter de transmettre la vision globale d'un groupe hétérogène (Pirès, 1997).

La diversité intragroupe a été tributaire du volontariat des participants. En effet, puisqu'il s'est avéré ardu de rejoindre un grand nombre de participants potentiels, seul le fait d'avoir été légalement déclaré « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler », en vertu des dispositions légales prévues à la Partie XXIV (articles 752 et suivantes) du Code criminel canadien, a été la caractéristique nécessaire et suffisante afin de faire partie du corpus empirique. Après discussions avec le Service correctionnel du Canada, nous avons également convenu qu'il était préférable d'exclure les femmes de notre échantillon. Considérant qu'un très petit nombre de femmes ont fait l'objet d'une déclaration spéciale, il était difficile de leur garantir l'anonymat. Les participants ciblés ont donc uniquement été des hommes ayant fait l'objet légalement d'une déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler ». Toutefois, certains critères de diversification interne ont été établis, « en fonction des variables qui, par hypothèse, sont stratégiques, pour obtenir des exemples de la plus grande diversité possible des attitudes supposées à l'égard du thème à l'étude » (Michelat, 1975). Ces critères de sélection ont été inclus indépendamment de leur fréquence statistique (Pirès, 1997) puisque nous cherchions davantage à diversifier les expériences pénales

provenant de nos participants plutôt que viser une représentativité scientifique au sens statistique du terme. Parmi les critères jugés susceptibles d'influencer l'expérience pénale de notre population, nous avons retenu :

- a) Le lieu où les participants purgeaient leur peine, soit en communauté ou en établissement de détention. Il semble que l'expérience des individus incarcérés et ceux s'étant vu octroyer une libération ait pu largement différer, notamment en raison des exigences sécuritaires respectives et de leurs possibilités de socialisation. De plus, parmi les participants incarcérés, nous avons également considéré le type d'établissement carcéral où ils purgeaient leur peine puisque chaque pénitencier possède des caractéristiques propres, notamment quant au nombre de détenus, aux types de programmes offerts, à la gestion quotidienne de sa population, ainsi qu'aux modalités d'application de la sécurité. Ces institutions sont également divisées en secteurs (population régulière, cas de protection, isolement, unité de besoins spécifiques, etc.), lesquels ont pu inférer des différences dans l'expérience vécue par les personnes interviewées.
- b) Le type de délit à l'origine de la déclaration spéciale. Ceux ayant commis un délit à caractère sexuel ou très violent, par exemple, ont pu être soumis à un jugement ou un contrôle social différent de la part de leur entourage. Certains délits, notamment les délits à caractères sexuels, ont pu davantage faire l'objet de réprobation populaire. Il pouvait également être intéressant de comprendre l'expérience vécue par des individus ayant été accusés de délits de nature acquisitive, par exemple liés au trafic, à la possession d'une arme ou relativement à une affiliation à un groupe criminalisé, dont les données statistiques sur les déclarations spéciales nous ont révélé peu d'informations.

- c) Le temps purgé depuis l'imposition de leur déclaration spéciale, soit le temps écoulé avec l'étiquette « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler ». Ceux ayant traversé une plus longue période de leur peine ont possiblement pu témoigner d'un plus grand nombre d'évènements ou d'interactions vécus. Les sens ou les significations qu'ils ont accordés à leurs expériences ont également pu changer, selon où les individus se situaient dans leur parcours pénal.
- d) Le type de désignation dont ils ont fait l'objet, à savoir : « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler ». Il a semblé que, dépendamment du type de déclaration, leurs expériences ont pu être fort différentes, notamment puisque les « délinquants à contrôler » devaient purger une partie de leur peine en communauté. La majorité des « délinquants dangereux », pour leur part, ignoraient la date de leur libération. Il nous a semblé s'agir d'une distinction majeure dans leur processus pénal pouvant influencer leurs expériences vécues.

Notre recherche a reposé sur un échantillon par contraste-approfondissement (Pirès, 1997). Chaque cas étudié était susceptible de compléter ou d'établir une comparaison avec les autres.

Bien que cette étude ait plutôt misé sur la profondeur que sur la représentativité, il n'en demeure pas moins qu'une certaine généralisation empirique a pu s'appliquer. En effet, « un seul cas bien construit a pu permettre de dégager les caractéristiques essentielles associées à un genre d'évènement » (Pirès, 1997). Nous sommes partie de l'hypothèse que chaque individu était porteur de la culture et des sous-cultures auxquelles il appartenait et qu'il en était représentatif (Michelat, 1975). De plus, nous avons pu renforcer la représentativité de chaque cas en le comparant aux autres (Pirès, 1997).

2.2.2 La cueillette des données

2.2.2.1 Sélection des établissements et des participants

La population à l'étude est constituée d'hommes ayant fait l'objet d'une déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler ». Elle ne représentait donc qu'une toute petite proportion de l'ensemble des condamnés sous responsabilité fédérale, soit environ 2 à 3 % (Sécurité publique, 2013). Dans leur étude, Threvethan et al (2002) ont rapporté que c'est principalement dans des pénitenciers dont le niveau de sécurité est médium que sont classés le plus grand nombre d'individus déclarés « délinquants dangereux », soit 67 % d'entre eux. En revanche, les individus déclarés « délinquants dangereux » classés au niveau de sécurité maximal demeuraient aussi très nombreux, soit 31 %. Selon leur étude, c'était également au niveau de sécurité médium que l'on retrouve la plus forte proportion d'individus « délinquants à contrôler » incarcérés, soit 74 % d'entre eux. En nous basant sur ces données, nous avons convenu de recruter des participants incarcérés dans des pénitenciers fédéraux, provenant des niveaux de sécurité médium et maximum. De plus, puisqu'environ 51 % des individus déclarés « délinquants à contrôler » ont fait l'objet d'une surveillance en communauté en vertu de leur OSLD (Sécurité publique, 2013), nous avons aussi convenu de recruter des participants dans deux Centre correctionnels communautaires (CCC).

Nous avons tout d'abord formulé une demande et obtenu un Certificat d'éthique à la recherche de la Faculté des arts et des sciences (CERFAS)¹⁰. Une demande formelle a ensuite été effectuée auprès du Service correctionnel du Canada (SCC). Nous avons présenté notre projet de mémoire au comité de recherche de l'Administration régionale du SCC à Québec pour approbation. Celui-ci a transféré notre proposition de recherche à la Direction nationale de la recherche du SCC à Ottawa. Une fois le projet approuvé, le sous-comité du groupe exécutif du SCC a identifié une personne ressource, responsable de contacter les divers établissements carcéraux visés par notre recherche et nous a

¹⁰ Le comité d'éthique a depuis changé de nom et se nomme le Comité d'éthique à la recherche en arts et en sciences (CÉRAS).

demandé de circonscrire le plus possible le nombre d'institutions à solliciter pour rencontrer nos interviewés. Nous avons donc opté pour un établissement à sécurité maximum et un à sécurité médium. L'un de ces établissements accueille une population carcérale régulière alors que l'autre est à vocation dite de « protection ». Nous avons également sélectionné deux CCC dans la région métropolitaine, nous permettant de diversifier davantage notre échantillon. Au sein de chaque institution une personne ressource à laquelle a été envoyé notre projet, a été identifiée.

Nous avons par la suite pris contact directement avec ces personnes-ressource dans chacun des milieux afin de leur expliquer les objectifs de notre recherche ainsi que ses modalités de réalisation. Ce sont ces personnes-ressources, assistées des intervenants chargés du suivi de participants potentiels, qui ont fait connaître notre projet aux individus correspondants à nos critères d'échantillonnage, qui leur ont proposé de participer à la recherche, puis ont fixé les rendez-vous avec les interviewés ayant exprimé leur intérêt.

Pour diversifier nos possibilités de recrutement, nous avons parallèlement procédé à des démarches auprès de l'Institut Philippe-Pinel de Montréal (IPPM). Il s'agit d'un hôpital psychiatrique sécuritaire qui a reçu le mandat d'effectuer toutes les évaluations en vue d'une déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler » pour le territoire du Québec (Morrisette, 2001). Outre ce mandat, l'institut offre un traitement et un suivi spécialisé pour une clientèle variée¹¹. Quelques-uns de leurs services s'adressent à des hommes ayant été reconnus coupables de délits sexuels, dont certains ont été déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler ».

Suite à notre demande, notre projet de mémoire a été évalué par un comité scientifique puis par le Comité d'éthique à la recherche de l'hôpital (CÉR). Une fois le devis de recherche approuvé, une rencontre a été effectuée avec la responsable du service de

¹¹ Voir www.pinel.qc.ca

criminologie afin de lui présenter le projet en personne et lui fournir les informations nécessaires. Tel que convenu dans le certificat d'éthique, se sont les criminologues de l'IPPM qui ont rencontré individuellement les personnes correspondant à nos critères d'échantillonnage afin de leur proposer de participer à la recherche et qui ont fixé les entretiens. Tel que convenu avec le CÉR, une autorisation du médecin traitant, ainsi que du responsable d'unité le cas échéant, ont été requis avant d'entamer nos entretiens.

TABLEAU 3: MILIEUX DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANTS

Milieus de recrutement	Participants déclarés « délinquants dangereux »	Participants déclarés « délinquants à contrôler »	Total
Pénitencier maximum	7	3	10
Pénitencier médium	1	2	3
Centre correctionnel communautaire (CCC)	0	4	4
Institut Philippe-Pinel de Montréal (IPPM)	0	2	2
Total	8	11	19

2.2.2.2 Profil des participants

Cette étude a rassemblé un échantillon de dix-neuf hommes ayant fait l'objet d'une déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler » en vertu des dispositions légales prévues à la Partie XXIV (articles 752 et suivantes) du Code criminel canadien.

Parmi les hommes interviewés, huit ont été déclarés « délinquants dangereux ». Parmi ces huit, sept purgeaient une peine d'une durée indéterminée. Tous les hommes déclarés « délinquants dangereux » étaient incarcérés au moment de nos entretiens.

Parmi les hommes interviewés, onze ont été déclarés « délinquants à contrôler ». Cinq d'entre eux étaient en liberté dans le cadre de leur OSLD. Une personne interviewée avait complété sa période d'OSLD et n'était plus sous la supervision du SCC au moment

de notre entretien. Une autre personne interviewée en était à sa deuxième déclaration « délinquant à contrôler ».

Lorsque nous nous sommes attardée aux données autorapportées par les hommes interviewés, nous avons constaté que la quasi-totalité de ceux-ci présentait des antécédents de nature sexuelle. Seulement deux hommes interviewés n'avaient jamais commis ce type de délit (incluant leurs antécédents criminels et les délits à l'origine de leur déclaration spéciale). Neuf interviewés en étaient à leur première accusation de nature sexuelle lorsqu'ils ont fait l'objet de leur déclaration spéciale. Une des personnes rencontrée présentait des antécédents pour un délit sexuel, mais les accusations à l'origine de sa déclaration spéciale n'étaient pas de cette nature.

Le nombre total d'antécédents criminels, tous types de délits confondus, était très variable. Notons qu'un homme a été déclaré « délinquant à contrôler » alors qu'il ne possédait aucun antécédent criminel. Trois hommes interviewés n'avaient jamais été incarcérés avant les accusations à l'origine de leur déclaration spéciale. Au total, cinq personnes n'avaient jamais purgé de peine fédérale (2 années ou plus d'incarcération) avant leur déclaration spéciale.

Nous avons aussi remarqué que la durée des sentences variait beaucoup, sauf pour l'OSLD, laquelle était d'une durée maximale de 10 ans pour une large majorité des hommes déclarés « délinquants à contrôler » (10/13¹²). La durée des peines y étant rattachées a cependant variée de quelques mois à dix-sept années d'incarcération. Notons que deux hommes s'étaient vus imposer une sentence provinciale (moins de deux années d'incarcération) pour les accusations à l'origine de leur déclaration « délinquant à contrôler ».

¹² Nous avons calculé un total de 13 peines d'OSLD puisqu'un homme interviewé avait fait l'objet de cette mesure à deux reprises dans sa vie et un individu déclaré « délinquant dangereux » s'était vu imposer une peine d'une durée déterminée ainsi qu'une OSLD.

En ce qui concerne le temps purgé depuis l'imposition de leur statut, deux hommes déclarés « délinquants dangereux » avaient reçu leur sentence près d'une année avant nos entretiens, tandis que les autres avaient été déclarés « délinquants dangereux » depuis une période variant de trois à huit années. Cinq hommes déclarés « délinquants à contrôler » purgeaient encore leur peine d'incarcération. Ils n'avaient donc pas encore expérimenté leur période d'OSLD. Parmi ceux-ci, trois avaient reçu leur sentence moins de deux ans avant la tenue de nos entretiens. Pour l'ensemble des hommes interviewés, la durée des procédures pénales ayant mené à leur déclaration spéciale a été en moyenne de 2 années ou plus. L'expérience pénale qu'ils ont rapportée couvrait également cette période où l'on tentait de leur imposer leur statut.

TABLEAU 4: PROFIL DES PARTICIPANTS À L'ÉTUDE

Participants* et âge	Sentence actuelle	Délits à l'origine de la déclaration spéciale**	Année déclaration spéciale	Autres antécédents et sentences
Antoine, 50 ans	36 mois et OSLD 10 ans	Agression sex. et voies de fait causant lésions	2003	-Atteinte sexuelle, 45h. travaux communautaires
Benoit, 35 ans	5 ans et OSLD 5 ans	Agression sex. et exhibitionnisme	2001	Aucun
Charles, 53 ans	2 ans et OSLD 10 ans	Appels obscènes (2), poss. drogue/ armes, vente stup.	2007	-Vol mains armées, 3 ans -Agression sex., 6 ans
Danny, 65 ans	16 mois et OSLD 10 ans	Atteintes sexuelles	2011	-Agression sex., 2 ans -Atteinte sexuelle, 7 ans -Atteinte sexuelle, 2 ans et OSLD 5 ans
Enrico, 35 ans	4 mois et OSLD 7 ans	Agression sexuelle	2007	-Agression sex., 1 an -Grossière indécence, 10 fins de sem. discontinues
Fred, 31 ans	Indéterminée et une concurrente à perpétuité	-Agression sexuelle -Meurtre 1 ^{er} degré (2005)	2006	-Trafic, vol plus 5000\$, voies fait agent, méfait, vol qualifié, possession arme, bris probation, séquestration; plusieurs peines provinciales totalisant environ 3 ans
Gaspard, 46 ans	Indéterminée	Voies de fait graves, vol qualifié et port d'arme	2007	-Méfait, intro, vol qualifié et voies fait, 2 ans -Vol qualifié, agression sex., port d'arme, enlèvement, séquestration, 9 ans -Vol qualifié, 5 ans

Hubert, 34 ans	28 mois et OSLD 10 ans	Possession et distribution pornographie juvénile, agression sexuelle, extorsion, voies fait armées	2012	-Harcèlement et menaces, 6 mois
Ian, 26 ans	Indéterminée	Agression sexuelle grave et menace de mort	2009	-Vol voiture, 6 mois -Vol voiture, 18 mois -Fraudes et bris probation (plusieurs), 15 mois -Fraude, vol et entrave, 13 mois
Jannick, 45 ans	Indéterminée	Vol qualifié, séquestration, enlèvement, utilisation arme dessein dangereux	2013	-Vol, sentence suspendue -Vol qualifié, 4 ans -Vol qualifié, séquestration, 8 ans -Intro effraction, 15 mois
Karl, 40 ans	Indéterminée	Agression sexuelle, séquestration, agression armée, menaces	2005	-Voies fait, amende -Menace, amende -Voies fait, 1 mois -Vol qualifié, 9 mois -Vol voiture, recel, 2 ans
Louis, 59 ans	Indéterminée	Agression sexuelle	2011	-Vol banque, possession arme et incendie, NRC*** -Agression sex., 36 mois -Agression sex., 4 ans
Mathiew, 40 ans	Indéterminée	Agression sexuelle	2010	-Vol étalage, 18 mois -Vol voiture, 6 mois -Vols (plusieurs), 15 mois -Agression sex., 3 ans
Nathaniel, 33ans	8 ans et OSLD 5 ans	Agression sex., enlèvement et séquestration	2013	-Voies de fait, absolution et travaux com. -Voies fait, prob.1 an
Oscar, 38 ans	12 ans et OSLD 10 ans	Agression sex., vol moins de 5000\$	2006	-Vol, probation 2ans -Vol, 6 mois -Vol et poss. drogue, 1an -Vol qualifié et séquestration, 30 mois -Vol effraction, 1 an -Vol qualifié, 3 ans -Vol effraction, délit de fuite, 6 mois
Pascal, 55 ans	9 ans et OSLD 10 ans	Agression sex.	1997	-Agression sex., 6 mois -Voies fait grave, 6 mois -Intro effraction (plusieurs), 3 ans -Agression sex., 2 ans
Quentin, 34 ans	17 ans et OSLD 10 ans	Agression sex., enlèvement, séquestration et vol qualifié	2013	-Vol qualifié et intro (plusieurs), 2 ans -Voies fait agent, port d'arme, supposition de personne, 7 ans

Robin, 38 ans	15 ans et OSLD 10 ans	Vol de banque	2006	-Vol banque, 8 ans
Sasha, 48 ans	Déterminée 15 ans et OSLD 10 ans	Agression sex., séquestration, voies fait, menace, port arme, trafic, intro effraction	2013	-Voies de fait et agression armée, moins 2 ans -Voies fait armées, séquestration, 5 ans

Légende :

* Nous avons attribué un nom fictif à chacun des participants afin de garantir leur confidentialité.

** Données autorévéloées par les participants.

*** NRC : Verdict de non-responsabilité criminelle, en raison de troubles mentaux, art. 16 Code criminel.

2.2.2.3 Prise de contact

Au moment de commencer l'entretien, nous avons remis à chacun des participants un *Formulaire d'information et de consentement*. Ce document a été lu, expliqué et signé par la personne interviewée ainsi que la chercheure. On y retrouvait les mêmes informations qui avaient préalablement été présentées par la personne-ressource, soit : l'objectif de la recherche, les implications liées à leur participation, des garanties de confidentialité, le caractère volontaire de leur participation, ainsi que leur droit de retrait. Nous avons pris le temps nécessaire pour répondre aux interrogations et nous nous sommes assurée que les participants saisissaient bien tous les aspects liés à leur implication à cette étude. Nous avons également pris le temps de clarifier notre rôle de chercheure, notamment pour le distinguer de nos activités professionnelles remplies à l'IPPM. Aucun candidat ne s'est rétracté à cette étape.

Sur ce même formulaire, chaque participant avaient été invité à fournir son consentement par écrit afin que l'entretien soit enregistré sur magnétophone, de manière à le retranscrire le plus fidèlement. L'ensemble des participants a fourni leur consentement.

2.2.2.4 Consigne de départ

Les hommes interviewés ont été invités à parler de leur expérience pénale, relativement à leur déclaration spéciale, ce dans le cadre d'une entrevue d'une durée d'environ deux heures.

La consigne de départ a été élaborée de manière à servir de repère chronologique quant à la période que couvre l'expérience pénale à l'étude, soit à partir du processus de déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler ». La consigne de départ a été lancée de cette façon à tous les hommes interviewés :

« Pourriez-vous me parler de comment vous avez vécu le processus menant à votre déclaration spéciale? »

Nous avons tenté de laisser les participants discuter le plus librement suite à cette question. Certaines relances ont été formulées, à partir de leurs propos, afin d'approfondir les aspects qu'ils évoquaient. Ils ont choisi de nous parler des circonstances de leurs délits, de l'attitude des différents acteurs au tribunal, de leur vécu émotif, de leur traitement médiatique, social et familial, etc. Comme il s'agissait d'entrevues semi-structurées, certains thèmes se rattachant à nos objectifs de recherche ont été introduits lorsque nécessaire. Ces derniers ont aussi permis de restituer chronologiquement l'expérience pénale vécue en trois temps : procédures judiciaires, sentence d'incarcération et libération.

« Pourriez-vous me raconter comment s'est passée (se passe) votre sentence ? »

« Pourriez-vous me raconter comment s'est passée (se passe) votre période de libération ? »

« Que pensez-vous du fait d'avoir été déclaré « délinquant dangereux / délinquant à contrôler? »; « Comment vous sentez-vous par rapport à ce statut? »

« Comment entrevoyez-vous l'avenir ?

Une fois l'entrevue terminée, nous avons complété notre démarche en remplissant une *Fiche signalétique*. Ce document a permis de colliger de l'information quant aux données sociodémographiques et délictuelles de nos participants : âge, état civil, nombre d'enfants, degré de scolarité terminé, diagnostic psychiatrique, profil d'emploi, âge lors des premières accusations criminelles, âge lors de la déclaration spéciale, type et durée de la sentence, date de la déclaration spéciale et accusations à l'origine,

établissements où la sentence a été purgée, nombre de suspensions ou révocation de l'OSLD, durée totale purgée en incarcération depuis les premières accusations ainsi qu'une énumération des antécédents criminels et leur peine associée. Il s'agit d'informations autorévélées. Nous n'avons pas demandé à avoir accès aux dossiers carcéraux ou médicaux des participants.

2.2.2.5 Conditions de réalisation des entretiens

Les entrevues que nous avons menées se sont bien déroulées, c'est-à-dire que les participants ont semblé être à l'aise de discuter sur l'ensemble des dimensions abordées. Ils se sont montrés généralement très bavards. La majorité des entrevues ont eu lieu dans une salle d'entrevue où chaque participant était seul en notre compagnie autour d'une table. Ceci a garanti la confidentialité des propos échangés et favorisé leur dévoilement. Cinq des entrevues réalisées au pénitencier à sécurité maximum ont eu lieu dans une salle de rencontre confidentielle où une vitre nous séparait de l'interviewé. Ceci n'a cependant pas semblé déranger la qualité de nos échanges et la profondeur de leurs propos. Ce choix de local a été fait par la personne-ressource de l'établissement en raison de contingences de sécurité ainsi que pour faciliter le déplacement d'hommes provenant de secteurs spécifiques. Nous avons donc dû concilier les modalités d'entrevues aux règles de sécurité des milieux où elles ont été réalisées.

Certaines conditions, administratives en apparence, sont venues alourdir le processus des rencontres avec les participants. Spécifiquement dans les établissements de détention, la plage horaire de disponibilité pour rencontrer une personne incarcérée était restreinte. Il fallait attendre le dénombrement des détenus avant que ces derniers puissent se déplacer dans l'établissement. Certains détenus devaient également attendre que des « passages sécuritaires » leur soient octroyés avant de pouvoir se déplacer. Une fois le participant dans la salle d'entrevue, il pouvait arriver que le temps originellement prévu pour l'entretien soit écourté afin de respecter la période où il devait réintégrer sa cellule. Nous avons également été confrontée à une journée de

fouille générale où aucun détenu n'était autorisé à quitter son secteur. Les entretiens que nous avions prévu mener cette journée ont tous dû être annulés. Enfin, il a été plus difficile de rencontrer des participants sur la plage horaire de la matinée dans l'établissement de sécurité maximum. Aux dires de plusieurs, le fait de ne participer à aucun programme amenait les détenus à adopter un horaire de vie en décalage. Ils se couchaient généralement très tard et ne se levaient pas avant le dîner. Quatre participants se sont désistés de notre étude en affirmant qu'ils ne voulaient pas se présenter à nos rencontres en matinée.

2.3 L'analyse des entrevues

L'analyse du corpus s'est faite de façon progressive par une démarche active de réflexion sur le matériel recueilli au fur et à mesure. Les premiers témoignages ont fourni une vue d'ensemble de notre objet d'étude, tandis que les récits subséquents ont permis de l'approfondir (Bertaux, 2005). Chaque entretien complété a été réécouté et retranscrit sous forme de verbatim.

Le matériel a été interprété selon les principes de l'analyse thématique. Cette manière de produire du sens consistait à procéder systématiquement au repérage, au regroupement et à l'examen discursif des thèmes abordés dans notre corpus (Mucchielli, 2005). Nous avons d'abord procédé à la réduction des données, pour résumer et traiter notre corpus, en faisant appel à des dénominations que l'on appelle les « thèmes ». L'analyse s'est faite, d'une part, de façon verticale. Pour chaque entretien, nous avons tenté d'identifier les éléments principaux pouvant constituer les thèmes liés à notre objet d'étude. D'autre part, nous avons analysé de façon horizontale (ou transversale) tous les entretiens réalisés. Cet exercice a permis de documenter l'importance de certains thèmes au sein de l'ensemble thématique, donc de relever des différences, des similitudes, des cas atypiques, des regroupements, etc. C'est en mettant en rapport les cas particuliers entre eux que nous avons pu passer « du particulier au général » (Bertaux, 2005). La production de sens a ensuite débouché par la représentation synthétique et structurée du contenu à l'aide d'un arbre thématique.

« Il s'agit d'un type de regroupement des thèmes où un certain nombre de thèmes principaux sont détaillés par des thèmes subsidiaires et par des sous-thèmes, et parfois placés eux-mêmes sous des rubriques générales » (Mucchielli, 2005).

Enfin, nous avons procédé à un examen discursif des thèmes en les examinant, les interrogeant et les confrontant les uns avec les autres. Cet exercice interprétatif et spéculatif a offert l'avantage de pouvoir déborder du strict relevé thématique (Mucchielli, 2005). Nous avons pu, de cette manière, exploiter toutes les nuances et implications des résultats qui ne semblaient pas apparentes à première vue.

2.4 Les limites de l'étude

Les dimensions explorées dans le cadre de cette étude sont susceptibles d'avoir ravivé des souvenirs ou des émotions négatives auprès des personnes interviewées. Malgré cela, nous avons constaté un très bel accueil du projet de recherche de la part des participants rencontrés. Ils se sont montrés agréablement surpris que quelqu'un, en l'occurrence une chercheuse, s'intéresse à eux. Cet intérêt leur étant soudainement porté a certainement influencé la richesse et la profondeur des échanges que nous avons eus avec eux. Notons que quelques hommes interviewés n'avaient jamais eu l'occasion de partager leur vécu avec quiconque depuis l'imposition de leur peine.

Cette recherche a cependant présenté certaines limites. En méthodologie qualitative, les notions de subjectivité et de réflexivité sont au cœur du processus de production des données. Le but était de les contrôler, non pas en les neutralisant, mais en cernant leur effet sur la production du discours et en les utilisant pour l'approfondir (Laperrière, 1997). Nous n'avons donc pas considéré la relation chercheuse-interviewé comme un biais, au contraire, nous avons tenté d'exploiter le fruit de cette interaction afin de nous rapprocher le plus possible du phénomène à l'étude. Il n'en demeure pas moins que nous avons dû faire une analyse constante de l'effet de nos choix théoriques et de leur implication subjective sur notre objet de recherche.

Dans le contexte de notre étude, certaines de nos caractéristiques sociales ont été susceptibles d'influencer le discours des participants (Poupart, 1997). Le statut d'étudiante de la chercheuse a probablement facilité l'élaboration du lien de confiance. Ne faisant pas partie des membres du personnel, nous n'étions pas perçue comme faisant partie du « système » carcéral. Le fait d'être une femme a également pu faciliter l'élaboration de ce lien de confiance, mais parallèlement, ceci a pu rendre mal à l'aise certains participants puisque nous appartenions au même groupe sociodémographique que plusieurs victimes. Le fait de devoir reconnaître, même indirectement, des comportements sexuels violents commis à l'égard de jeunes femmes a pu gêner certains hommes interviewés. Nous avons tenté d'atténuer cet impact en précisant, dès le début de l'entretien, que les délits à l'origine de leur déclaration spéciale n'étaient pas un sujet que nous tenions à couvrir. Aussi, le fait que la chercheuse accumule quelques années d'expérience comme criminologue clinicienne, indépendamment de cette recherche, a pu avoir une incidence sur la production du discours. Les participants ont pu davantage utiliser le « jargon carcéral » et moins expliquer certains aspects de leur expérience; prenant pour acquis que nous maîtrisions les concepts. Nous avons dû leur demander de bien préciser leur pensée. Il se pourrait que certaines informations aient pu être perdues considérant que les participants les ont trouvées si évidentes qu'ils n'en ont pas parlé. À l'inverse, notre expérience professionnelle¹³ a pu influencer certaines interprétations de notre part, ce que nous avons tenté d'éviter en validant, au besoin, notre compréhension de leur discours. Un travail personnel constant de détachement quant à notre mode de raisonnement professionnel a dû être fait afin de viser la plus grande objectivité possible. Nous avons effectivement tenté de diriger l'ensemble de notre attention sur l'expérience rapportée par les participants afin d'éviter de se questionner, par exemple, sur la lourdeur de leur cas ou de tenter d'évaluer s'ils méritaient ou non leur peine. Tout au long des entretiens, le choix des dimensions

¹³ Cette expérience professionnelle a été acquise à l'IPPM. De ce fait, il a été convenu qu'aucun patient avec qui nous avons eu des contacts dans le cadre de nos activités professionnelles ne pouvait être sollicité dans le cadre de cette recherche.

explorées a été mené de manière à ce qu'elles reflètent des facettes de leur expérience, non pas d'assouvir une curiosité professionnelle.

D'autres limites ont aussi pu être issues de nos choix méthodologiques (Poupart, 1997). En ce qui concerne la délimitation stratégique et géographique des lieux de recrutement de notre échantillon, il semble qu'en privilégiant certaines institutions, notamment au Québec et dans la région métropolitaine, des participants potentiels ont été exclus. Comme les données l'ont démontré, c'est en Ontario que l'on retrouve le plus grand taux de déclarations de « délinquant dangereux » et au Québec, le plus grand taux de déclarations « délinquant à contrôler » (Sécurité publique, 2013). Il semble donc que les structures et l'application des normes, en l'occurrence le jugement social auquel les « délinquants » ont été confrontés, auraient pu s'avérer différentes selon la province.

Ne possédant que très peu d'informations sur les endroits où les hommes déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler » purgeaient leur peine, nous avons sélectionné des milieux sur l'hypothèse qu'ils devaient s'y trouver. Avec le recul, il a semblé que d'autres établissements, accueillant un plus grand nombre de notre population à l'étude, se seraient avérés plus fructueux quant au nombre de participants recrutés. Nous aurions pu gagner en représentativité.

Le fait de s'être intéressée à un échantillon restreint (N = 19) a apporté une limite quant à la possibilité de généraliser nos résultats. En effet, des éléments nouveaux auraient pu rejaillir si nous avions poursuivi certains entretiens ou si nous avions décidé d'interviewer plus de candidats. Notre décision de mettre fin à la collecte de données s'est appliquée à chaque cas, indépendamment, selon l'accumulation des informations recueillies au cours des entretiens. Il s'avère néanmoins qu'à l'analyse du matériel recueilli, plusieurs éléments rapportés par les interviewés se sont recoupés. Ceci nous permet donc de croire le matériel recueilli reflète assez bien l'expérience pénale vécue par les individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale.

Une autre limite semble également provenir du fait que notre population englobait deux sous-groupes : les hommes déclarés « délinquants dangereux » et les hommes déclarés « délinquants à contrôler ». Il se peut qu'il y ait suffisamment de matériel à colliger dans chacun de ces sous-groupes pour que la recherche ne s'adresse spécifiquement qu'à l'un d'entre eux. Le choix de s'intéresser à cette population a été motivé par la crainte de ne pas être en mesure de recruter suffisamment de participants, notamment ceux ayant été déclarés « délinquants dangereux » puisqu'ils ne représentent qu'une très faible proportion de la population carcérale fédérale. Néanmoins, nos analyses montrent une belle cohérence et une complémentarité dans les propos que nous avons réunis dans cette étude.

Enfin, la sélection des participants a été largement influencée par les personnes-ressources et les intervenants impliqués dans le recrutement. Puisque la population à l'étude était considérée « à risque élevé de récidive », l'accès à certains sujets nous a été refusé. C'est ce que nous ont rapporté certaines personnes-ressources. L'échantillon des participants retenus pourrait donc avoir été constitué d'individus estimés « moins dangereux».

CHAPITRE 3 : L'EXPÉRIENCE PÉNALE

Cette étude s'intéresse à l'expérience pénale d'hommes ayant été déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler ». Ceux-ci font l'objet de peines carcérales spécifiques, imposées en fonction du type de déclaration : les hommes déclarés « délinquants dangereux » se retrouvent généralement incarcérés pour une période d'une durée indéterminée alors que ceux ayant fait l'objet d'une déclaration « délinquant à contrôler » doivent se soumettre à une ordonnance de surveillance longue durée (OSLD), ce une fois leur peine complétée. Nous avons rencontré dix-neuf hommes faisant l'objet de telles déclarations spéciales afin de comprendre, à partir de leur point de vue, comment ils vivent avec ce statut légalement imposé. Dans ce chapitre, nous vous présentons les principaux éléments de nos entretiens avec eux.

Dans une première partie, nous traitons des sentiments très complexes qui les habitent. Certains de ces sentiments sont vécus par rapport aux délits qu'ils ont commis et se rejoignent sous une trame de culpabilité. Il s'agit de la honte et l'humiliation. D'autres sentiments semblent davantage émerger du rapport qu'ils entretiennent avec leur sentence et se rejoignent sur la base d'une insatisfaction, voire une frustration. Il s'agit du sentiment d'injustice et le fait de se sentir contrôlé.

Dans une seconde partie, nous traitons du vécu qui émerge de leurs interactions avec leur réseau familial, leurs codétenus et les membres du personnel. Nous y mettons en lumière un vécu caractérisé par différentes formes de rejet ainsi qu'un grand isolement social. Il a pu s'agir d'actions subies ou d'initiatives provenant d'eux-mêmes.

Enfin, dans une troisième partie, nous traitons des réactions suscitées parmi les hommes interviewés, en réponse à leur vécu émotionnel et social. Nous y mettons particulièrement en lumière comment certains ont tenté de se réapproprier leur identité personnelle et, confrontés à l'absence de succès, de quelle façon plusieurs évoquent avoir sombré dans le désespoir.

3.1 Les Sentiments

3.1.1 Sentiments relatifs aux délits

Les hommes interviewés rapportent vivre de nombreuses émotions, parfois entremêlées, dont deux sont ressorties de façon plus significative par rapport aux délits qu'ils ont commis : la honte et l'humiliation. Ils ont ainsi exprimé du dégoût, un profond malaise et un refus face aux gestes qu'ils ont posés et ceci, spécifiquement pour ceux ayant commis des délits de nature sexuelle. Les émotions rapportées ont été vécues avec particulièrement d'intensité au moment des procédures pénales, soit lorsqu'ils ont fait l'objet d'une couverture médiatique, bien qu'elles soient demeurées présentes tout au long des années qui ont suivi.

3.1.1.1 La honte

Les hommes interviewés partagent un très grand affect honteux. Ce sentiment de honte est vécu de façon très marquée chez ceux ayant fait l'objet d'accusations pour un délit de nature sexuelle. Il est également vécu avec particulièrement d'intensité parmi ceux faisant l'objet de ce type d'accusation pour la première fois de leur vie.

Les hommes rencontrés témoignent d'une grande souffrance intérieure, un mal de vivre lié au fait d'avoir commis leurs gestes. Ils disent ne pas arriver à accepter ce qu'ils ont fait.

« J'ai fait des gestes de même (délits sexuels) et je n'accepte pas ça. Ce n'est pas humain. Je me sens mal, je me sens mal. Je ne suis pas heureux là. Je ne suis pas heureux partout. » - Danny

Certains rapportent un profond dégoût d'eux-mêmes. Qualifiant leurs gestes d'abominations, ils ont, par moment, utilisé des mots très sévères pour se désigner, tels que « *monstre* », « *crapule* » ou « *sauvage* ».

Ce sentiment de honte semble avoir engendré des répercussions dans plusieurs sphères de leur vie, notamment au sein de leurs habitudes quotidiennes. *Benoit*, un des hommes interviewés, avoue se sentir tellement « *sale* » d'avoir perpétré une agression sexuelle

que, depuis ce temps, il ressent le besoin de se laver plusieurs fois par jour. Il mentionne avoir également développé plusieurs autres obsessions au niveau de la propreté dans son environnement.

Leur affect honteux semble également être venu ébranler la perception qu'ils avaient d'eux-mêmes. En effet, les hommes rencontrés rapportent qu'à leurs yeux, leurs gestes venaient déshonorer leur image personnelle, que jamais ils n'avaient pensé faire une chose pareille, et qu'ils n'arrivaient tout simplement pas à comprendre comment ils ont pu se retrouver dans cette situation. De fait, plusieurs indiquent ne pas se reconnaître dans les gestes qu'ils ont posés. *Nathaniel* a fait référence à une « *lutte intérieure* », un combat de tous les jours où il se demande constamment « *Est-ce que je suis vraiment ça?* ». Certains hommes interviewés indiquent avoir craint que ce côté obscur de leurs agissements ne refasse surface, allant jusqu'à se craindre eux-mêmes. C'est dans ce contexte que *Fred* raconte avoir triché à un test de pléthysmographie. Il craignait que des préférences sexuelles déviantes, dont il n'avait jamais soupçonné l'existence, apparaissent aux résultats.

Une large proportion des hommes interviewés témoigne d'une perte d'estime personnelle. Pour certains, cette atteinte narcissique a eu de grandes répercussions dans le cadre de leurs relations interpersonnelles puisqu'ils en sont venus à se sentir inférieurs. Certains hommes interviewés rapportent notamment une difficulté à tolérer le regard d'autrui, principalement lorsqu'il s'agit de personnes appartenant au même groupe que leurs victimes. *Danny*, par exemple, mentionne ne pas se sentir en mesure d'affronter le regard de parents et indique que le simple fait d'apercevoir un enfant heureux, engendre chez lui un discours d'autodévalorisation. D'autres disent tolérer difficilement le regard de femmes et mentionnent appréhender surtout le moment où ils auraient à parler de leur passé criminel, advenant qu'une relation amoureuse se développe. Ils disent ainsi se sentir indignes de pouvoir bâtir une nouvelle relation de confiance avec une femme, notamment en raison des gestes qu'ils ont posés à l'encontre de certaines d'entre elles.

« Même aujourd'hui, je vois des belles femmes et j'ai de la honte. J'aimerais ça moi rencontrer quelqu'un mais, à un moment donné, il arrive un mur. Ça fait beaucoup d'années... C'est la honte qui revient. Mes délits... Ça me bloque. » - Pascal

Certains ont rapporté l'impression d'avoir « *brisé* » quelque chose, modifié leurs relations avec autrui pour toujours.

« La vie pour moi ne sera plus la même, plus jamais, parce que je ne serai plus capable de regarder une femme de la même façon. Je ne serai plus capable de voir une femme me regarder de la même façon. C'est comme si j'ai sali quelque chose. J'ai fait quelque chose qui ne pouvait pas revenir... Je ne peux pas remettre quelque chose que j'ai pris. C'est ça. Je ne sais pas comment l'expliquer. » - Nathaniel

Ce sentiment de honte semble aussi avoir engendré, pour certains, un impact dans le cadre du déroulement de leurs procédures pénales. Quelques hommes racontent avoir abandonné toute défense judiciaire puisqu'ils avaient l'impression qu'ils ne méritaient pas que des représentations soient faites à leur avantage devant le tribunal et qu'ils encouraient d'être punis pour ce qu'ils avaient fait. Ils se sentaient coupables et ne trouvaient pas qu'ils méritaient de se défendre.

« I just really wasn't fighting it at the time because I felt like you know I deserved what I was getting because you know. This was once again doing this kind of thing. So I didn't feel like I had the right to fight them on it. » - Robin

Certains indiquent également s'être laissés battre par des codétenus, n'avoir présenté aucune résistance s'ils étaient menacés ou victimisés, puisqu'ils considéraient qu'ils méritaient d'être réprimandés encore plus sévèrement, notamment physiquement.

Plusieurs années après les faits, un nombre considérable d'hommes interviewés indiquent qu'ils n'arrivent toujours pas à « *tourner la page* » et à regarder vers l'avant. Ils se disent incapables d'accepter leurs gestes qu'ils considèrent très odieux. Ils

mentionnent que ceci est devenu très lourd à supporter avec le temps, car leur honte est encore bien présente.

« Tous mes autres crimes, ça a été des petits crimes. J'étais capable de passer, tourner la page, passer à autre chose. Celui-là, je ne suis pas capable, je ne le digère pas encore. Je suis encore comme... Je ne suis pas capable de tourner la page, pas capable de passer à autre chose. C'est vraiment, ça me suis et ça me pèse sur les épaules. » - Ian

3.1.1.2 L'humiliation

Parallèlement à ce sentiment de honte partagé par les personnes que nous avons interviewées, un bon nombre d'entre elles ont parlé également d'un sentiment d'humiliation vécu plus particulièrement au moment des procédures judiciaires, soit au moment où des éléments personnels ont été diffusés publiquement par les médias, soit en raison de la manière dont certains experts des tribunaux les auraient traités.

D'une part, pour plusieurs, les médias ont joué un rôle central dans l'émergence de leur sentiment embarrassant en raison de la façon dont ils ont présenté l'information les concernant. Les hommes interviewés ont partagé l'impression que, indépendamment de leur parcours de vie, seuls les éléments jugés négatifs avaient été dévoilés. Ils en sont venus à conclure que les différents réseaux d'informations avaient sélectionné les renseignements de manière à rendre les nouvelles sensationnalistes, ajoutant ou mettant en relief de façon disproportionnée certains aspects des gestes posés ou de leur profil personnel.

*« Les médias, c'est sensationnel. Ils veulent tout le temps quelque chose de plus extraordinaire que ce qui est arrivé. C'est sûr qu'ils se servent d'une base de vérité mais on dirait qu'ils ont tout le temps le don d'en mettre plus que le client en demande pour pouvoir vendre. »
- Karl*

Reprochant aux médias d'avoir diffusé une image erronée, souvent empirée d'eux-mêmes ou des faits condamnés, les hommes rencontrés constatent, par exemple, qu'ils étaient souvent présentés comme des « prédateurs sexuels », « impulsifs »,

« *imprévisibles* », même lorsqu'ils faisaient l'objet d'une première accusation de cette nature. Ils font aussi remarquer que les médias ont semblé les présenter comme des personnes « *froides* » et « *sans pitié* », autrement dit, dépourvues de sentiments. « *Pour eux, l'agresseur n'a pas de sentiments. C'est ça.* » (Nathaniel).

Au moment du prononcé de la sentence, les hommes qui ont été déclarés « *délinquants dangereux* » décrivent avoir vécu un très grand choc, « *une claque en pleine face* » (Mathiew). Paradoxalement, les médias auraient présenté leurs réactions comme étant très détachées, comme si les accusés ne se sentaient pas concernés par le verdict.

« Comme si de rien était. Ils disent: "Monsieur a resté de glace.". Monsieur n'était pas de glace à l'intérieur de lui là... C'est comme un coup de masse tu sais, c'est vraiment... [...] C'est comme s'il y a quelque chose qui se cassait en dedans de moi. » - Fred

Selon les hommes rencontrés, la grande tribune dont ont bénéficié plusieurs médias a ajouté à ce sentiment d'humiliation publique puisqu'ils ont pu informer un très large réseau de personnes. Plusieurs proches ou connaissances des hommes interviewés ont d'ailleurs été mis au courant de leurs accusations par l'intermédiaire des médias.

De fait, indiquant avoir voulu mettre un terme à ce processus d'humiliation, cinq hommes interviewés mentionnent avoir décidé d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité au tout début des procédures judiciaires. Ils affirment, de cette manière, avoir tenté d'éviter que davantage de détails sur leur crime, leur vie ou celle de leurs victimes ne soient diffusés sur la place publique. Par exemple, *Danny* affirme avoir reconnu sa culpabilité sur l'ensemble de la preuve afin de « *se débarrasser de tout* », alors que certains faits n'étaient pas véridiques.

D'autre part, plusieurs hommes rencontrés rapportent que l'expertise médico-légale, dont ils ont fait l'objet dans le cadre de la détermination de leur sentence, a accentué leur sentiment d'humiliation. Ils questionnent principalement la manière dont les experts désignés par le tribunal les auraient traités. Ils rapportent avoir l'impression

qu'une emphase a été mise sur les aspects les plus infamants les concernant. Tout comme pour les médias, ils indiquent que les experts, réunissant tous les dossiers antérieurs pouvant témoigner de leur passé (rapport d'adoption dans l'enfance, évaluation des Centres jeunesse, rapports du Service correctionnel, etc.), semblent n'avoir épargné aucun détail négatif de leur parcours. De ce fait, plusieurs de nos interviewés considèrent que les experts ont ratissé large afin de déterrer de vieux antécédents qui, pris hors contexte, ont pu alourdir leur profil. Comme dans le cas de *Gaspard* où l'évaluation aurait tenu compte de façon prépondérante d'un délit de nature sexuelle perpétré près de vingt ans auparavant, sans préciser qu'il n'eut aucune récidive, y compris pour le délit à l'origine de sa déclaration spéciale.

Les hommes rencontrés indiquent également avoir eu l'impression que toute attitude ou tout élément de preuve a pu être utilisé pour les dévaloriser. Lorsqu'*Hubert* a participé à l'évaluation des préférences sexuelles en pléthysmographie, le fait de n'avoir aucune réponse positive aux stimuli a, selon lui, été interprété par l'expert comme un problème d'instrument d'évaluation – celui-ci étant alors considéré comme inapproprié pour l'évaluer – au lieu de convenir à une absence de déviance comme les résultats l'indiquaient. *Ian*, pour sa part, mentionne avoir eu l'impression que son attitude de collaboration a été interprétée négativement et que cela avait eu un impact défavorable à son endroit.

« Il s'est quasiment foutu de ma gueule à la fin de son rapport. (L'expert a écrit) qu'il ne comprenait pas ma stratégie comme de quoi que j'ai été en... j'étais de bonne humeur, je n'avais pas l'air à éprouver des regrets ou quoi que ce soit. Dans le fond, c'est comme s'il revirait ça contre moi. » - Ian

3.1.2 Sentiments relatifs à la sentence

Si les hommes que nous avons rencontrés indiquent ressentir de forts sentiments de honte et d'humiliation quant aux gestes criminels qu'ils ont posés et le traitement public dont ils ont fait l'objet, ils ont également rapporté un important vécu émotif relativement à la sentence à laquelle ils étaient confrontés. Nous faisant part de

certaines insatisfactions, les hommes rencontrés ont ainsi particulièrement mis en lumière à la fois un sentiment d'injustice et l'impression d'être soumis à un très grand contrôle. Ils mentionnent ainsi que leur point de vue a été discrédité et qu'ils ont été sanctionnés plus sévèrement que d'autres accusés quant à leur peine ainsi qu'aux mesures de contrôle imposées par la suite en communauté. La plupart d'entre eux ont reconnu qu'ils s'attendaient à devoir purger une longue peine pour les gestes qu'ils ont commis, mais la déclaration spéciale dont ils faisaient l'objet aurait surpassé ces attentes.

3.1.2.1 L'injustice

Mettant en parallèle leur sentence avec celle imposée à des codétenus ayant commis des délits similaires et sanctionnés par des peines moins lourdes, une grande partie des hommes rencontrés indiquent que selon eux, la déclaration spéciale dont ils ont fait l'objet relève d'une injustice survenue au moment des procédures judiciaires.

« Il y en a qui sont 500 fois plus dangereux que moi et eux autres ils sortent. Moi, je ne commencerai pas à embarquer là-dedans parce que je vais commencer à pomper. J'ai vu des injustices. Ça ne me sert à rien d'embarquer là-dedans... » - Gaspard

D'une part, un nombre significatif d'hommes interviewés indiquent estimer avoir fait l'objet d'une déclaration spéciale sans correspondre aux critères établis aux articles 752 et suivants du Code criminel canadien, notamment en raison de l'absence de délit de nature sexuelle ou de l'absence d'un risque de récidive pour ce type de délit. Ce n'est donc pas la lourdeur de la sentence qu'ils critiquent, mais plutôt les raisons ayant mené à celle-ci.

« I guess you have to meet the criteria to even be, to even apply to be put dangerous offender and I guess it is three times you have to have done the same offense. But you had to have either caused grievous bodily harm to a victim, or grievous psychological harm [...] I robbed a banks I used a fake gun ... but as a result of this when they went to do victim impact statements with all the bank tellers. They all refused to do a victim impact statement because they said that they were in fact not traumatised. [...] So, yeah. I don't ever want to give the impression that I don't think it is dangerous. And I deserve my

sentence and everything. I am just not sure, if, I fit the criteria of this. » - Robin

« Je suis classé comme récidiviste, mais pas dans mes accusations par exemple que (pour lesquelles) j'ai été reconnu coupable. Mais je n'ai pas attaché, je n'ai pas frappé personne, je n'ai pas battu personne, je n'ai aucune voie de fait. Je n'ai rien de ça. Je ne rentre pas dans les crimes violents comme tels. Moi c'est tout le temps des vols par effraction, vols d'autos à part de ça. Ça fait que j'aurais dû battre ça (s'opposer à cette peine). Je n'ai pas un risque de récidive à des crimes sexuels pantoute. » - Oscar

D'autre part, plusieurs hommes interviewés remettent en doute l'attitude du procureur de la Couronne chargé de leur poursuite criminelle, celle-ci leur paraissant particulièrement vindicative. Ils indiquent avoir eu l'impression que, plutôt que de vouloir faire ressortir la vérité et la justice, certains juristes se seraient montrés fort intransigeants à leur endroit. Ils rapportent que certains procureurs auraient semblé viser à tout prix le châtement le plus oppressant. *« Le procureur dans le temps, un vrai dur, un dur de dur. Quand on dit un dur, s'en était un lui. Il n'y a pas été de main morte. » (Charles)*. Et deux d'entre eux mentionnent que, dans leur cas, la poursuite aurait exigé une sentence plus restrictive que celle qui était recommandée par l'expert ayant produit une évaluation. Pour *Hubert*, le procureur de la couronne a *« tout fait pour ne pas que je sorte »*. *Robin* a également partagé cette impression que le juriste en avait fait une affaire personnelle.

Pour la moitié des hommes interviewés, leur déclaration spéciale relèverait d'un désir de satisfaire l'opinion publique. Ayant, pour la plupart d'entre eux, fait l'objet d'une grande couverture médiatique, ils disent avoir eu l'impression que le châtement qui leur a été imposé avait eu comme principal objectif de rétablir la confiance du public dans le système de justice au moyen du recours à une sentence exemplaire.

« On est 5 ou 6 gars dans cette année-là, à partir de 2003 à peu près à aller en 2005, on a tous été condamnés, mais dans cette étape-là, c'est comme s'il y en avait eu trop d'un coup et, c'est comme tu disais, la justice a comme voulu (clap!) : "Tiens, on va raisonner tout le

monde, comme ça on va essayer de colmater la brèche.”. C’est un petit peu de même que j’ai vu ça. J’ai eu l’impression que c’est pour ça qu’on m’a déclaré délinquant dangereux. J’ai été le premier des 5 à être déclaré délinquant dangereux sur ce lot-là. Les 5 après moi ont tous été déclarés délinquant dangereux. C’est comme s’ils avaient voulu faire un exemple avec moi. C’est ça que j’ai trouvé spécial. »
- Karl

Oscar, pour sa part, considère que sa sentence a eu pour objectif de créer un précédent, en tentant de démontrer au public que les nouvelles politiques pénales fédérales étaient efficaces.

« J’ai été le premier, en plus, qui a été identifié par la Banque de Données génétiques à Ottawa! J’ai été le premier délinquant ici au Québec à être identifié sur un crime, grâce à la Banque de Données à Ottawa. Fait que, il ne fallait pas que je sois échappé. Je ne sais pas, je dis ça parce que je suis le premier, il fallait que je sois le délinquant à contrôler et il fallait que j’aie tout. » - Oscar

Si quelques interviewés invoquent la présence d’une grande disparité selon les districts judiciaires, soit ceux ayant jugé que leur cas leur paraissait particulièrement sévère, d’autres hommes rencontrés s’interrogent sur les principes juridiques à la base de la détermination de leur peine. Ils indiquent avoir le sentiment de « *payer en double* » pour leurs antécédents alors qu’ils avaient déjà purgé une peine pour ces délits. Ils mentionnent également se sentir jugés pour ce qu’ils auraient pu faire plutôt que simplement pour les gestes qu’ils ont posés. De fait, certains évoquent « *un procès portant sur la réputation* » (Sasha) plutôt que portant sur les actes reprochés.

« Je paye pour mes antécédents, pour mon passé. C’est ça qui me désole le plus dans tout ça parce que tu as déjà payé pour ce que tu as fait il y a très longtemps et là, ils te refont payer à nouveau ce que tu as fait. En prétendant : “Regarde, c’est ça qui serait arrivé surement. On a évité une affaire. On a évité...” Des présuppositions qu’eux autres vont donner. » - Charles

Enfin, l’ensemble des hommes interviewés croit que leur avocat les a mal représentés. Ils mettent notamment en lumière la problématique du système judiciaire qu’ils jugent à

« deux vitesses », privilégiant ceux ayant les moyens financiers pour se défendre. De fait, une large majorité des hommes interviewés indiquent qu'ils ne possédaient pas suffisamment d'argent pour engager un avocat provenant d'un cabinet privé. Ils se sont donc retrouvés avec un procureur de l'aide juridique, payé par l'État. Ils affirment être convaincus que leurs intérêts auraient été mieux défendus avec un avocat rémunéré au privé. *« Si j'avais eu de l'argent, ça fait longtemps que je serais dehors. Quand tu n'as pas d'argent, tu ne peux pas payer des avocats. » (Gaspard).* D'ailleurs Antoine, qui avait congédié son avocat provenant de l'aide juridique afin d'être représenté par un juriste de la pratique privée, reconnaît que cette stratégie lui a valu de considérablement réduire la peine initialement suggérée.

« Je n'avais pas d'argent pour me payer un avocat, fait que j'ai eu l'avocat qui faisait son possible j'imagine. Tu n'as pas la même justice quand tu as un avocat que tu payes et un que tu ne payes pas. Celui que tu payes, il travaille plein d'heures en dehors de la cour. Il fouille dans les jurisprudences, il fouille, il se bat pour toi. Quand tu ne payes pas, il te représente à la cour, il remet ça à une autre journée. Il "bla, bla, bla" un petit peu quand tu es en cour mais je suis sûr qu'il ne rêve pas à toi la nuit. » - Jannick

Pour eux, le caractère limité de leurs moyens financiers est également à l'origine du fait que très peu d'hommes interviewés ont été en mesure de faire produire une contre-expertise en vue de la détermination de leur sentence. Seulement quatre d'entre eux indiquent avoir ainsi pu bénéficier de ce qu'ils considèrent être un « contrepoids argumentaire » en cour, en ayant recruté un spécialiste en cabinet privé. *« C'est sûr que si j'avais pu me payer un psychiatre à ce moment-là, en échange d'argent, il aurait voulu aller en contrepartie. C'est sûr qu'il y aurait été tu sais. Je pense que j'ai été désavantagé » (Oscar).*

3.1.2.2 Le Contrôle

Si les procédures judiciaires auxquelles ils ont été soumis ont engendré un sentiment d'injustice parmi plusieurs de nos interviewés, d'autres, et plus particulièrement les hommes interviewés qui faisaient l'objet d'une ordonnance de surveillance longue

durée (OSLD), ont dit souffrir du contrôle extérieur dont ils font constamment l'objet. Ce contrôle, principalement ressenti en raison de l'imposition de nombreuses conditions spéciales, consignes ou règlements relativement à leur type de sentence ou reliés à leur milieu de vie, les prive, selon eux, d'une part de leur liberté et les place dans la peur constante d'être réprimandés.

D'une part, ils évoquent les visées très larges, voire excessives, que peuvent couvrir les restrictions imposées en vertu de leur OS LD. Plusieurs indiquent notamment les interdits – permanents – de déplacement dans certains endroits sous peine d'être rapidement réincarcérés et de faire l'objet de nouvelles accusations criminelles. La majorité d'entre eux se sont vus, par exemple, interdire à vie de se trouver près d'une école, d'un parc ou d'une piscine publique. Certains se sont vus interdire d'aller à l'Église, d'entrer dans des magasins ayant une section d'articles pour enfants ou de manger dans des restaurants dont une section comprenait un parc pour les enfants.

Quelques hommes rencontrés mentionnent que leurs conditions spéciales, en plus de restreindre de façon significative leur liberté de mouvement, ne semblaient pas toujours justifiées en regard à leurs antécédents.

« Ils peuvent me mettre tout ce qu'ils veulent comme condition. Si tu lis la loi, c'est marqué : "juste ce qui a rapport avec mon crime." Je n'ai pas le droit d'aller dans un parc à vie. Je n'ai pas le droit d'aller dans une piscine publique à vie. Mais, je peux prendre un ordinateur. Pourtant, mon crime est supposément lié aux ordis. » - Hubert

De leur côté, les interviewés accusés d'un délit à caractère sexuel pour la première fois de leur vie disent ne pas comprendre ce qui pourrait justifier des conditions imposées « à vie », alors qu'ils n'ont jamais présenté de récidive. Bien qu'ils affirment être en accord à se soumettre à des mesures de contrôle, ils disent ne pas arriver à saisir en quoi certaines d'entre elles pourraient les aider à cheminer ou à protéger le public.

Ils rapportent également le fait que certaines de leurs conditions spéciales peuvent être changées à travers le temps, sans qu'on leur en explique les raisons. Ces changements ont notamment engendré des conséquences importantes pour eux.

« De 2007 à 2011, ils (SCC) n'ont pas voulu que je fasse mon cours de briqueteur-maçon pour avoir un métier dans la vie prétextant qu'il y a des mineurs à l'école des Métiers de la Construction qui se trouve à être 16 ans et plus. Ils n'ont jamais voulu. En 2011, ils m'ont autorisé. Ils m'ont fait perdre 4 ans de ma vie à ne pas avoir de métier en 4 ans après, "bon ok, tu peux y aller". Ok, merci. » - Enrico

Un grand nombre d'hommes interviewés dénoncent la facilité avec laquelle toute résistance de leur part et toute situation d'ambiguïté ont pu être réglées avec l'imposition de nouvelles conditions spéciales. *« Eux, ils (SCC) gèrent la patente juste en l'interdisant, c'était plus simple pour eux finalement » (Pascal).* C'est de cette manière qu'Enrico raconte être passé de six conditions spéciales au début de sa période d'OSLD à plus d'une vingtaine de conditions quelques années plus tard.

« Je sors, je me fais une blonde. Il faut que je leur (SCC, ALC) donne l'identité de ma blonde. Automatique. Si je ne veux pas, ils vont voter une loi comme quoi que je dois révéler toutes mes affaires amoureuses. Même chose avec mon argent... : « Écoute, j'ai gaspillé tant. ». Là, ils vont me demander mes factures, tout. Ils vont me mettre une condition « factures ». - Hubert

Outre les contraintes liées aux conditions spéciales imposées en vertu de leur OSRD, les assignations à résidence – soit le respect d'un couvre-feu et de périodes restreintes pour sortir à l'extérieur – engendrent, pour plusieurs des hommes que nous avons rencontrés, le sentiment d'être « emprisonnés » dans leur ressource d'hébergement, comme s'il ne s'agissait pas réellement d'une période de libération.

Les hommes interviewés rapportent aussi avoir constamment des comptes à rendre aux professionnels chargés de la gestion de leur dossier, devant ainsi obtenir des autorisations pour toutes sortes de situations, même lorsque celles-ci ne semblent pas, selon eux, liées à leur profil criminel. Par exemple, certains ont dû obtenir une

autorisation préalable à l'utilisation de leur carte de guichet; recevoir une autorisation, dès la deuxième rencontre avec une nouvelle personne, afin de pouvoir entreprendre une relation amoureuse ou d'amitié; recevoir une autorisation afin de fréquenter un nouveau milieu de travail; attendre les conclusions d'une « *enquête communautaire* » afin de prendre contact avec un ami proche, etc.

Par ailleurs, ils indiquent que leur processus de cheminement a lui aussi été totalement contrôlé. Ils ont notamment rapporté que leur plan de réinsertion sociale a été entièrement élaboré par les professionnels chargés de la gestion de leur dossier. Leurs objectifs de traitement thérapeutique, par exemple dans le cadre d'une thérapie en délinquance sexuelle, auraient également été déterminés par autrui. Certains racontent que leur thérapeute aurait directement formulé ses commentaires et recommandations à leurs intervenants, au lieu de s'adresser à eux. Pour cette raison, quelques-uns soulèvent des difficultés à établir un lien de confiance avec un thérapeute puisqu'ils travaillent pour le service correctionnel, « *ils sont tous de la même gang* ».

« Madame (thérapeute) elle disait : « Vous n'êtes pas mon client. C'est le service correctionnel mon client. Alors les comptes que j'ai à rendre c'est au service, ce n'est pas à vous. Puis, madame (thérapeute), à cause que c'est le SCC son client, bien elle disait la même couleur que son client. » - Enrico

En somme, il en ressort que cette pression véhiculée par le contrôle constant dont ils disent faire l'objet semble avoir engendré chez eux une crainte d'être pris en défaut. Les conséquences des suspensions, en interrompant le temps de leur OSLD ou en risquant de leur faire perdre leur emploi, ont alors été mises en lumière.

« Je suis délinquant à contrôler pour minimum 10 ans. Ce n'est pas juste 10 ans, c'est minimum 10 ans. C'est 10 ans minimum parce qu'aussitôt qu'il arrive quelque chose, ça remonte. Je peux l'avoir à vie. » - Hubert

Ainsi, ils rapportent tous se sentir constamment susceptibles de faire l'objet d'une suspension de leur libération, advenant qu'ils posent une action inappropriée, et ce, même lorsqu'ils tentent de se conformer de leur mieux. Quelques-uns d'entre eux rapportent qu'ils ont fait l'objet sporadiquement de filature policière afin de s'assurer du respect de leurs conditions à l'extérieur de leur milieu d'hébergement. Dans ce contexte, *Danny* reconnaît qu'il craint de devoir se promener dans des secteurs de la ville où il n'est pas familier puisqu'il pourrait arriver, par hasard, devant une école et ensuite être accusé criminellement d'avoir manqué à sa condition spéciale.

De fait, plusieurs se sentent dans une situation où leur liberté peut être suspendue très aisément. « *Quand tu es délinquant à contrôler, ils peuvent te remonter quand ils le veulent* » (*Antoine*). Certains disent même avoir eu l'impression que leurs intervenants cherchaient parfois une raison pour les suspendre, une simple présomption ou un malentendu pouvant immédiatement mener à une suspension.

« Ils m'ont remonté une fois. Mon agent m'a remonté une fois parce que j'ai été mangé dans un restaurant. Celle-là, je l'avais trouvée forte. Je n'étais pas supposé aller en dedans (prison) pour ça. Je m'en vais manger là, en tout cas. Sur la caisse enregistreuse... aujourd'hui on est le quoi? Le 2? Bon et bien, le reçu, lui, il est daté du 3. Une journée d'avance parce que sa caisse enregistreuse n'est pas à jour. C'est ça. Moi j'arrive, elle (ALC) regarde les factures et elle me garoché ça à un moment donné. Elle me dit : "Là, tu vas me dire c'est quoi ça!". C'était dans le temps des vacances de la construction en plus. J'ai dit : "Qu'est-ce qu'il arrive? J'ai toutes mes affaires!" Non, non, non... ma première journée de vacances. J'ai été manger là le dimanche. J'ai dit: "Je n'ai pas été mangé là le lundi moi là! Oublie ça!" Ils m'ont remonté 60 jours pour ça. » - Pascal

« J'ai déjà eu un colocataire ici et lui il a essayé... il m'a dénoncé premièrement pour une affaire. Ok, c'est vrai j'avais caché quelque chose à mon ALC et c'est un manque de transparence, mais pour moi, c'était un détail : j'ai vu mon coloc dans le métro et on ne s'est pas parlé. C'était rien que ça ! Une niaiserie comme ça ! Ce n'était pas vraiment grave, mais ça aurait pu me nuire. Ça aurait pu me suspendre, me faire remonter au pen. » - Charles

Ultimement, les personnes que nous avons rencontrées indiquent se retrouver dans une situation où leur liberté de choisir, de décider par eux-mêmes a disparu. Ils mentionnent ainsi le fait de ne plus « *être maître de leurs choix et gestes* » (*Enrico*) ou encore avoir le sentiment qu'ils « *appartiennent au système (SCC)* » (*Danny*). Certains hommes interviewés reconnaissent qu'ils craignent qu'on tente de les « *modeler* » selon des critères extérieurs à eux, plutôt que de tenter de les faire cheminer personnellement.

À plus long terme, cette absence de libre arbitre a pu contribuer à réduire le degré d'autonomie des hommes ainsi que leur confiance personnelle. C'est ce qui semble être survenu chez trois hommes interviewés qui venaient de terminer leur période d'OSLD ou qui allaient prochainement la terminer. En effet, ceux-ci rapportent une crainte de se retrouver seuls et c'est pourquoi ils se sont mis à rechercher de nouvelles formes de prise en charge via des ressources communautaires. Ils se sont décrits comme étant « *fragiles* », « *non autonomes* » et allant jusqu'à craindre de commettre une nouvelle offense.

3.2 Le Vécu

En parallèle aux émotions intenses et complexes évoquées par les hommes rencontrés, ces derniers rapportent également un vécu difficile, caractérisé par du rejet ainsi qu'un grand isolement. Ils évoquent avoir été victimes de mauvais traitements, notamment de la violence ou, inversement, une absence totale d'intérêt à leur égard. Ils disent ainsi avoir l'impression de ne représenter plus aucune valeur aux yeux d'autrui, d'être discrédités et discriminés. Dans cette seconde section, nous traiterons plus spécifiquement de chacun de ces aspects de leur vécu.

3.2.1 Rejet

L'ensemble des hommes interviewés rapporte avoir vécu du rejet et ceci semble être particulièrement significatif parmi ceux ayant commis des délits de nature sexuelle. Ce rejet a pris différentes formes, se manifestant pour certains par une rupture des

contacts avec les proches, pour d'autres par des attaques violentes commises par des codétenus ou des commentaires dénigrants de la part de membres du personnel. Ils rapportent donc des expériences différentes, selon les acteurs avec qui ils ont eu à interagir, à savoir : leur réseau familial, les codétenus ou les membres du personnel.

3.2.1.1 Relations familiales & intimes

La plupart des hommes rencontrés rapportent avoir vécu une rupture de contact avec les membres de leur famille. Pour plusieurs, cette coupure est survenue au moment où ils ont fait l'objet d'accusations pour des délits de nature sexuelle. Ils rapportent que la fin de la relation a généralement été initiée par leurs proches. De fait, une majorité des hommes interviewés indiquent n'avoir jamais reçu la visite d'un parent ou un ami au cours de leur sentence d'incarcération.

Dans le cas de *Jannick*, par exemple, le rejet dont il dit avoir fait l'objet suite à sa condamnation a été bien au-delà de l'unique rupture de contact puisque son ex-conjointe a entrepris des démarches légales afin que leurs enfants ne portent plus son nom de famille. Selon lui, il s'agissait pour elle de le rayer définitivement de la vie de ses enfants.

« Je n'ai pas de contact avec mes enfants. Mon ex (conjointe) ne veut pas que j'en aie avec eux autres. Elle m'a emmené en Cour pour pouvoir changer le nom de mes enfants, leur nom de famille pour le sien. Je ne me suis pas opposé, j'ai... Il y a ça mais aussi je pense... je ne sais pas. Je ne sais pas exactement ses raisons, mais elle veut me rayer de leur vie. Ça, c'est clair. » - Jannick

Si la coupure de contact s'est produite immédiatement après le dépôt des accusations pour la plupart des hommes rencontrés, d'autres rapportent que certaines relations intimes se sont plutôt estompées progressivement, en perdant le contact. Ils soulèvent que peu d'efforts semblent avoir été fournis de la part de leurs proches afin de maintenir cette relation. Certains mettent en doute la véracité des raisons évoquées par les membres de leur réseau pour expliquer la distanciation de leurs contacts, soit : un horaire trop chargé pour leur parler ou aller les visiter, un manque d'argent pour

accepter leurs appels à frais virés, des problèmes de mobilité les contraignant à aller les visiter, un déménagement les rendant impossibles à être rejoints, etc.

Parallèlement, un nombre significatif d'hommes interviewés disent avoir décidé d'initier eux-mêmes la rupture avec certaines de leurs relations. Ils indiquent alors avoir cessé délibérément de contacter leurs mère, père, fratrie, ami proche, conjointe ou employeur après leur arrestation... Ou ne l'avoir fait, mais brièvement. Certains reconnaissent qu'ils ne se sentaient pas capables d'affronter ou de subir leur jugement. D'autres considèrent plutôt qu'ils ne méritent pas leur présence, leur attention ou leur amour.

« Moi je trouvais ça trop lourd d'être en contact avec mon frère, avec ce qui était arrivé (accusations). Je n'ai jamais été capable de lui dire un mot. J'avais une méchante boule ici dans la gorge. J'ai raccroché le téléphone... depuis septembre, octobre 97. Je ne leur ai plus donné signe de vie à eux autres (membres de sa famille). » - Pascal

3.2.1.2 Relations avec les codétenus

En plus du rejet qu'ils rapportent avoir vécu par la coupure de contact avec leur réseau extérieur, les hommes rencontrés évoquent avoir vécu beaucoup de discrimination au sein du milieu carcéral, notamment de la part de codétenus. Ils indiquent cependant que le niveau de discrimination dont ils ont fait l'objet a largement fluctué en fonction de leur lieu d'incarcération. Lorsqu'ils étaient incarcérés avec une population homogène, soit d'autres détenus ayant également commis des délits de nature sexuelle, ils rapportent s'être sentis moins jugés, bien que plusieurs d'entre eux racontent tout de même avoir vécu du rejet.

Selon leurs propos, le niveau de rejet qu'ils ont subi a également varié en fonction de la nature de leurs délits et du profil de leurs victimes. Ils évoquent une forme de hiérarchie de crimes, où ceux qui auraient commis les plus « *crapuleux* » (*Ian*) auraient vécu particulièrement de discrimination, soit les crimes sexuels contre les enfants, les crimes sexuels contre les femmes ou la violence intrafamiliale. Ceux qui disent avoir commis

l'un de ces délits, indiquent qu'ils se sentent considérés « *comme une vidange* » (*Karl*) auprès de leurs codétenus et que, pour cette raison, ils ont l'impression de ne posséder « *plus aucune crédibilité aux yeux de personne* » (*Ian*). Pour eux, il n'y a « *rien de pire* » que de se retrouver en détention relativement à un délit de nature sexuelle puisqu'ils rapportent être automatiquement exclus du groupe pour cette raison.

En plus de se sentir immédiatement rejetés du groupe en raison de la nature de leurs antécédents, les hommes rencontrés rapportent également que cette mise à distance est maintenue de façon permanente. *Jannick*, par exemple, affirme être « *marqué au fer rouge* » par cette étiquette. Même après plusieurs années, il semble clair pour plusieurs hommes interviewés qu'ils ne pourront plus retrouver leur place au sein de la population carcérale « régulière » et qu'ils devront demeurer dans un établissement de détention dit de « protection ». C'est le cas notamment de *Gaspard*, qui, vingt ans après son délit et sa condamnation, indique continuer à ne pas être accepté au sein de la population carcérale « régulière ».

Pour ces raisons, la majorité des hommes interviewés évoquent qu'ils ne sont pas enclins à divulguer la nature de leur peine, à savoir « *délinquant dangereux* » ou « *délinquant à contrôler* », puisqu'ils craignent que ces déclarations spéciales soient associées à une criminalité de nature sexuelle auprès de leurs codétenus. Ils mentionnent ainsi avoir tenté le plus possible de camoufler cette information, surtout lorsqu'ils étaient incarcérés avec une population carcérale « *régulière* ».

Les propos de nos interviewés montrent que le rejet a été vécu de différentes manières, soit par la violence physique, psychologique ou verbale. Au quotidien, ils rapportent ressentir une tension constante avec leurs codétenus. Ils ont décrit le milieu carcéral comme étant un univers hostile, dangereux, dans lequel ils doivent constamment se méfier puisque dans celui-ci règne la loi du « *chacun pour soi* ».

« Il y a toujours de quoi. Tu as tout le temps, on le dit souvent : c'est la personne, en prison, la personne la plus proche de toi va souvent finir

par être la personne la plus dangereuse pour toi. Surtout dans une place, surtout au pénitencier fédéral. C'est ça, c'est vraiment la personne qui devient la plus dangereuse parce qu'elle connaît toutes tes affaires. Tu ne sais jamais quand est-ce qu'il va se revirer contre toi. » - Ian

De fait, plusieurs hommes rencontrés rapportent avoir été témoin d'agressions physiques entre codétenus. Ils indiquent que les gestes de violence sont fréquents en détention, principalement à l'endroit de ceux ayant commis des délits de nature sexuelle, d'où leur crainte constante d'en être victime. D'ailleurs, plus de la moitié des hommes interviewés rapportent avoir été impliqués, volontairement ou non, dans des bagarres avec des codétenus. Selon ce qu'ils racontent, certaines agressions ont été très sérieuses, causant des lésions permanentes. Trois hommes racontent avoir été conduits d'urgence à l'hôpital puisque, selon leurs propos, leurs blessures étaient si graves qu'ils auraient pu perdre la vie.

« J'ai eu un mauvais traitement : une boîte de conserve en plein visage. Il a enroulé un bas, il y avait une boîte de conserve dedans et il l'enroulait autour de son poignet. Il l'avait dans le dos. Il m'a dit : "Viens ici, j'ai affaire à toi." "Non! Tu caches de quoi en arrière." Il tourne ça et je le reçois en pleine face. Je ne l'ai même pas vu arriver. Ça a fessé. J'ai dû aller à l'hôpital pour me faire opérer parce que l'os qui part d'ici (montre son visage), tout ça ici ça a été craqué jusqu'à la gencive c'était ouvert par l'intérieur. » - Louis

Une large majorité des hommes interviewés indiquent également avoir été victimes, à plus d'une reprise, de violence psychologique ou d'autres formes de violence indirectes de la part de leurs codétenus. Ils mentionnent qu'à travers les mauvais traitements subis, ils en sont venus à comprendre qu'ils n'étaient pas les bienvenus auprès de leurs pairs incarcérés. Par leurs propos, les hommes rencontrés rapportent non seulement le fait qu'ils se sont sentis indésirables, mais également l'impression qu'ils ne possédaient plus aucune valeur aux yeux de leurs codétenus. Cette impression a été particulièrement marquée au moment d'amorcer leur peine, avant qu'ils ne puissent établir certains liens. Ils racontent, par exemple, s'être fait voler leur cantine ou d'autres biens, qu'on aurait déféqué dans leur lit ou mis de la mélasse dans leurs draps, qu'on

aurait parfois rationné la quantité de nourriture lors de la distribution des repas, qu'on aurait mis des cheveux dans leur pinte de lait ou les avoir obligés à dormir sur un matelas au sol afin d'offrir le lit disponible à un autre codétenu.

Outre les mauvais traitements physiques et psychologiques, les hommes rencontrés indiquent que la forme de rejet la plus difficile ayant été subie concerne la violence verbale, soit des insultes fréquentes, généralement formulées à propos de leurs délits à caractère sexuel. Ils rapportent également le fait que ces propos dénigrants dont ils disent être constamment victimes seraient accompagnés d'un regard méprisant. Selon ce qu'ils évoquent, le fait d'être perçu « *comme une crapule* » (lan) serait particulièrement difficile à supporter pour eux.

« Ce n'est pas facile lorsque tu as fait des agressions sexuelles (et que tu te retrouves) en prison. Ta vie, tu la vis dure. Tu te fais traiter de violeur, de mangeur de merde, de pédophile, de si et de ça... Tu fais ta vie dure en sale. Tu comprends que ce n'est pas accepté là (en prison). À tous les jours tu en entends qui agacent les autres sexuellement. »
- Benoit

« La prison j'ai vraiment trouvé ça dure parce que... les gens arrêtaient pas de me dire des noms (méchancetés)... et ça j'ai trouvé ça dure. Comme pédophile, agresseur d'enfants... Ils faisaient des coups dans ma cellule, ils chiaient dans mon lit, ils volaient ma cantine... » - Antoine

Confrontés à cette violence, ou cette crainte d'être victime de violence, plusieurs hommes rencontrés reconnaissent s'être eux-mêmes exclus du groupe. Il semble que ce soit principalement les hommes qui étaient incarcérés depuis de nombreuses années qui ont eu recours à cette méthode, se disant épuisés par l'animosité teintant les interactions avec leurs codétenus. Ils racontent alors s'être volontairement placés à l'écart de la dynamique carcérale en limitant les contacts avec leurs codétenus. Cela leur aurait permis d'éviter les jugements et l'apparition de conflits. Certains indiquent avoir adopté une routine de vie en décalage avec les autres détenus, se couchant tôt et se

levant à l'aurore. D'autres mentionnent avoir préféré passer la quasi-totalité de leur temps de détention seuls dans leur cellule.

Lorsque leur retrait ne semblait pas suffisant pour contrer le rejet des codétenus, quelques-uns indiquent avoir jugé nécessaire de s'isoler formellement du groupe en demandant d'être placé en ségrégation (« *trou* »). Pour certains, cette période d'isolement s'est parfois prolongée sur plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

« À la réception (CRR), j'allais au trou. C'est moi qui demandais d'aller au trou. À cause que je ne voulais rien savoir de la population (carcérale). Moi je ne voulais m'obstiner avec personne pendant ma détention. Je suis resté dans le trou 5 mois et demi. [...] Ici (autre établissement), je ne voulais plus la pression de la rangée (secteur de détention). J'ai décidé ça, je suis allé rester dans le trou. Ça va être tranquille, pas personne qui va m'écœurer et je n'écœurerai pas personne. C'est pour ça que j'ai décidé de m'en aller dans le trou. »

- Mathiew

« Quand je vais au pen, je leur dis : "envoyez-moi dans le trou." Dans le trou, c'est une cellule toute seule et tu n'as pas... C'est ça. Là il n'y a pas de risque. Il y a personne qui peut te toucher. Alors j'allais dans le trou. Pour moi, c'était la sécurité. Puis là, je reste 90 jours. Des fois, je reste 45 jours, ça dépend si ton ALC elle te sort parce qu'elle a 30 jours pour te rencontrer. » - Antoine

3.2.1.3 Relation avec les membres du personnel

Il ressort des propos de nos interviewés que, parallèlement au rejet et à l'exclusion sociale dont ils ont pour beaucoup fait l'objet de la part de leurs codétenus, leurs relations avec les membres du personnel auraient également été difficiles. Ainsi pour plusieurs, ils auraient fréquemment fait l'objet de certaines formes de rejet – jugement, attitude hautaine, regards méprisants – de la part des agents correctionnels, en lien avec leurs antécédents de nature sexuelle. « *J'ai autant de jugement de la part des détenus que j'en ai des gardiens.* » indique Ian.

« C'est sûr qu'il y a des regards des fois, je le sens dans les yeux des gardiens, je le sens... Tu n'es plus comme, catégorisé comme... que tu n'es plus humain dans le fond. » - Nathaniel

Certains hommes rencontrés disent avoir fait l'objet d'un traitement différentiel, soit parce que les agents correctionnels ne semblaient pas s'adresser à ceux classés en « protection » de la même façon qu'avec un détenu de la population carcérale dite « régulière », soit par la manière dont les agents avaient de les aborder et de répondre à leurs demandes; ils ont l'impression que ceux-ci n'étaient pas soucieux de les aider, qu'ils les abordaient par obligation en s'impliquant au minimum.

« Ben oui ça paraît parce que quand ils viennent me chercher, mettons qu'ils vont chercher dans l'autre secteur en face de nous autres, ils ne sont pas sexuels (ayant commis des délits sexuels) et ce n'est pas pareil. Ils parlent avec eux autres, la grosse conversation. Ce n'est pas pareil que quand ils viennent sur notre bord. Sur notre bord (secteur « protection »), c'est différent, ils ne nous parlent pas, rien de ça. Ils ne cherchent pas à savoir et à nous aider comme, on a un problème, on veut rencontrer un gardien. Viens parler dans le bureau: il n'en est pas question. Même à l'infirmerie. À l'infirmerie c'est dur aussi, à l'infirmerie, ils vont vous soigner. Ils n'ont pas le choix de vous soigner mais ce n'est pas facile. Même les infirmières : « Vous avez agressé des enfants », là, l'attente est plus longue. [...] « Parce que même les gardiens n'acceptent pas ça (les délits sexuels qu'il a commis). Les gardiens n'acceptent pas ça parce qu'il y a beaucoup de père de famille qui travaillent là, des femmes gardiennes qui travaillent là et elles ont des enfants. C'est ça, ils n'acceptent pas ça. » - Danny

La quasi-totalité des hommes rencontrés mentionne également avoir fait l'objet de violence verbale de la part des agents, soit des commentaires désobligeants portant sur leurs accusations de nature sexuelle. Ils racontent que ces propos auraient souvent été formulés devant d'autres agents, sans intervention de leur part, ce qui les a menés à croire que leur discrimination était tolérée par l'ensemble des membres du personnel.

« Te faire traiter de violeur et te faire caller le batteur de femmes par un membre du personnel c'est arrivé à quelques occasions. » - Oscar

« À un moment donné, j'ai travaillé au Carrefour, je travaillais comme cleaner au Carrefour. Les gardiens disaient : « Ça ne prend rien qu'un pédophile pour faire le ménage. » - Mathiew

Outre la lourdeur qu'ils disent subir en raison d'avoir constamment à encaisser des commentaires dénigrants, les hommes rencontrés rapportent que les agents correctionnels auraient parfois agi de manière à augmenter le risque qu'ils subissent une agression par leurs codétenus.

D'une part, certains indiquent que les agents auraient fait preuve par-là de manquement à l'égard de la confidentialité de leur dossier et divulgué la nature de leurs accusations ainsi que nommé leurs antécédents, principalement ceux de nature sexuelle, devant des codétenus. Par exemple, lorsqu'*Antoine* est arrivé dans un nouveau secteur de détention, il raconte que les agents correctionnels l'ont accueilli en disant : « *un pédo qui arrive!* », ce qui aurait engendré des gestes de violence à son égard par des codétenus.

D'autre part, certains de nos interviewés indiquent que plusieurs agents correctionnels ont manifesté du rejet à leur égard par des omissions ou des erreurs volontaires. Par exemple, plusieurs hommes interviewés affirment avoir été délibérément victimes d'erreurs de classement, se retrouvant alors dans des secteurs de population « régulière » dans lesquels leur sécurité aurait pu être compromise.

Conséquemment, tout comme ils disent l'avoir fait avec leurs codétenus, quelques hommes interviewés rapportent avoir limité le plus possible leurs contacts avec les agents correctionnels afin d'éviter de subir leur rejet. Ils se sont donc eux-mêmes exclus de cette relation.

« Les gardiens moi je ne leur parle pas. Ils ne me parlent pas. Je ne veux rien savoir d'eux autres. Ils sont tous pareils. Je leur demande ce que j'ai besoin and that's it, pas plus que ça. Si je ne les écœure pas, ils ne m'écœurent pas. Je leur parle, les gardiens, je leur parle le moins possible et c'est bien correct comme ça, le moins de contact avec moi possible. » - Mathiew

3.2.2 Isolement social

Parallèlement au rejet vécu durant leur détention, les hommes interviewés rapportent s'être sentis abandonnés par les différents acteurs du système pénal. Ceci aurait été vécu tant au moment du processus légal menant à leur déclaration spéciale, que durant l'exécution de leur peine ou qu'au cours de leur réintégration dans la collectivité. Ils indiquent qu'ils en sont venus à croire que personne ne se souciait réellement d'eux, se retrouvant souvent maintenus dans l'ignorance des décisions prises à leur égard, puis oubliés, confrontés à leur propre solitude.

3.2.2.1 Ignorance

Une grande proportion des hommes interviewés indiquent avoir été très peu informés quant aux différentes étapes de leur processus pénal.

Premièrement, dans le cadre des procédures judiciaires ayant mené à leur déclaration spéciale, ils évoquent beaucoup d'incompréhension. Les audiences au tribunal auraient été nombreuses et souvent remises pour des raisons qu'ils indiquent ne pas avoir comprises en raison du manque d'information dont ils disposaient.

Saisissant mal les rouages judiciaires, ils racontent avoir laissé une grande latitude à leurs avocats. Selon eux, certaines ententes auraient été négociées sans qu'ils aient été consultés : « *It was sort of an agreement between my lawyer and the crown and I didn't really understand everything* » (Robin). De fait, plusieurs indiquent ne pas s'être sentis impliqués dans leur procès, bien que très concernés. Ils ont alors décrit leur rôle au tribunal comme celui d'un figurant, lequel réalisait les enjeux des décisions au fur et à mesure qu'ils étaient débattus sous ses yeux. Leur futur leur a semblé avoir été décidé par autrui. « *C'est sûr que je ne savais pas trop qu'est-ce qui arriverait avec moi, qu'est-ce qu'ils feraient avec moi...* » (Karl).

Plusieurs hommes interviewés racontent, par exemple, avoir plaidé coupable sans avoir été informés préalablement par leur avocat de la possibilité de faire l'objet d'une

déclaration spéciale. De plus, lorsqu'une demande d'évaluation en vue d'une déclaration spéciale était officiellement déposée par la poursuite, les hommes interviewés indiquent avoir reçu extrêmement peu d'informations quant à la nature de ces peines. Ils mentionnent qu'il était donc difficile pour eux d'envisager les conséquences possibles.

« En fait j'ai accepté ne sachant pas c'était quoi délinquant à contrôler. Mon avocat ne savait pas non plus. Il savait que c'était une surveillance, mais il ne savait pas ce que ça impliquait d'être contrôlé. En fait, ce n'est pas du tout une probation. » - Enrico

Deuxièmement, un nombre significatif d'hommes interviewés rapportent avoir été maintenus dans l'ignorance quant au déroulement de la peine carcérale qui a suivi. Principalement pour les hommes déclarés « délinquants dangereux », ces derniers indiquent n'avoir reçu aucune information quant aux attentes des services correctionnels et du système judiciaire à leur égard, ni de leurs réelles possibilités de libération. Par cette absence d'information, ils disent avoir compris qu'ils avaient probablement encore plusieurs années à être incarcérés, donc selon eux qu'il était trop prématuré pour connaître les prochaines étapes de leur parcours carcéral.

« Je ne reçois pas bien bien de la paperasse. Tu vois, si je reçois de la paperasse qui me dit : « Fais ton temps. ». Ce n'est que ça que ça me dit, mais entre les lignes c'est : « Fais ton temps, il n'y a rien qui presse. » - Jannick

De leur côté, les hommes déclarés « délinquants à contrôler » indiquent avoir eux aussi reçu peu d'informations quant aux modalités d'encadrement de leurs OSLD alors qu'ils purgeaient leur peine d'incarcération. Ils indiquent avoir réellement compris la nature de cette mesure au moment où ils ont amorcé leur « libération contrôlée » (Pascal). Certains disent avoir vécu un choc en prenant conscience du contrôle exercé sur eux dans le cadre de cette ordonnance.

De fait, pour l'ensemble des hommes interviewés, il semble que leur principale source d'information soit provenue de leurs codétenus, par le bouche-à-oreille des situations vécues par d'autres. Ils mentionnent donc être constamment demeurés dans l'incertitude.

3.2.2.2 Solitude

Plus que la simple ignorance face à la mesure à laquelle ils se trouvent condamnés, plusieurs hommes interviewés rapportent avoir ressenti une grande solitude en raison, à la fois, de l'absence d'intérêt à leur égard et de la mise en place de certaines mesures correctionnelles sécuritaires de mise à l'écart. Ils rapportent se sentir abandonnés.

D'abord, cette solitude semble être vécue avec particulièrement d'intensité par les hommes déclarés « délinquants dangereux », principalement lorsqu'ils étaient incarcérés depuis plusieurs années et qu'ils s'étaient vu refusé l'octroi d'une première demande de libération conditionnelle – à laquelle ils étaient éligibles après 7 années d'incarcération. Ces derniers indiquent que, comme si leur sort avait été scellé par la sentence d'une durée indéterminée, ils se sentent « *jetés aux oubliettes* » (*Karl*). Ceux-là mêmes qui avaient pourtant fait couler beaucoup d'encre dans les médias disent avoir l'impression d'être devenus inintéressants une fois leur peine amorcée. Les hommes interviewés indiquent s'être sentis mis à l'écart non seulement par le système carcéral, mais aussi par la société en général, être devenus les « *irrécupérables* », « *la cause perdue* » (*Ian*).

Les hommes interviewés qui doivent purger une peine d'une durée indéterminée rapportent notamment qu'ils passent généralement en dernier lorsque des programmes de traitement sont offerts en établissement. Selon eux, leurs agents ne sont pas pressés de les y inscrire puisqu'ils ont encore plusieurs années à purger. « *Pas importants* », non prioritaires, la plupart d'entre eux sont donc incarcérés pendant de nombreuses années sans recevoir de services spécialisés.

« Je suis arrivé à (pénitencier), mon ALC m'a dit : "on a du temps en masse avec toi! On n'est pas obligé de faire les programmes tout de suite tu es délinquant dangereux". Ça a été comme genre : "Il y a du monde qui passe avant toi, ils sont sur le bord d'être libéré." C'est comme si "toi ce n'est pas grave, on te met sur la tablette, puis lorsqu'on aura du temps tu iras là." C'est le sentiment que j'ai vécu. C'est ça que j'ai ressenti. C'était comme si je n'étais pas important vu que moi je suis délinquant dangereux. » - Karl

Quels que soient les impacts sur leur cheminement carcéral, le transfert d'établissement, notamment du Centre Régional de Réception (CRR) à une institution pour peine, aurait également, selon eux, été plus long que pour une personne avec une peine déterminée.

« À la Réception (CRR), j'ai fait peut-être 5 mois, d'habitude, c'est 2-3 mois mais j'ai fait 5 mois là. Dans mon cas ça n'a pas pressé de finir mon dossier... Il n'y a pas d'autres raisons de pourquoi je serais resté 5 mois là. D'habitude, à la réception, ce n'est pas long. » - Ian

Ils indiquent s'être donc trouvés contraints de purger une longue peine sans recevoir de service et sans que quelqu'un ne semble s'en préoccuper.

« Ici, j'ai comme l'impression d'être en stand-by. Je me sens comme un animal qui rumine. Je ne sais pas. » - Nathaniel

D'autre part, l'application de mesures correctionnelles de mise à l'écart semble aussi à l'origine de la solitude vécue par certains. Ceux-ci indiquent avoir été isolés de leurs codétenus suite à une décision administrative à visée sécuritaire qui est généralement survenue au moment où des accusations de nature sexuelle ont été portées. Par exemple, certains ont été placés en ségrégation puisqu'ils refusaient de se soumettre à leur classement en établissement de « protection ». D'autres hommes interviewés racontent avoir été incarcérés en « *dead lock* », c'est-à-dire enfermés dans leur cellule verrouillée afin qu'aucun codétenu ne puisse entrer en contact physique avec eux.

« Ils te laissent embarré tout seul. Ils m'ont envoyé tout seul dans une grosse wing de 200 gars à (établissement de détention). J'étais en

dead lock 23 heures sur 24. Je sortais une heure prendre ma douche et je retournais m'embarrasser. Ils disaient que c'était pour ma sécurité. » - Hubert

Comme autre mesure correctionnelle de mise à l'écart, plusieurs hommes interviewés racontent avoir fait des « *transferts fantômes* », soit de fréquents transferts d'établissement sans préavis, ayant comme conséquence pour eux d'être éloignés de leur réseau.

« Je passais en Cour, puis changeais... Je couchais d'un bord et de l'autre... Je couchais à RPD et le lendemain à Rimouski... Là ma mère ne pouvait plus venir me voir. [...] C'est les plus tannants (détenus). C'est souvent les plus tannants qui sont pris au hasard (pour transférer). » - Benoit

3.3 Les Réactions

Vivant un fort sentiment de honte et d'injustice, confrontés à la solitude, l'isolement et le rejet, les hommes que nous avons rencontrés nous ont fait part des manœuvres au moyen desquelles ils disent avoir tenté de se sortir de cette situation difficile. Si certains évoquent avoir travaillé à retrouver une existence et une identité dépassant les gestes criminels commis, la plupart disent avoir sombré dans le désespoir.

3.3.1 Réappropriation de leur identité

De façon proactive, certains hommes interviewés disent avoir tenté de poser des actions concrètes afin de réaffirmer leur identité et ainsi tenter de modifier la perception d'autrui à leur égard, notamment en tentant de se défaire des préjugés les entourant, indiquant de cette façon vouloir être reconnus au-delà des gestes qu'ils avaient posés : « *J'ai agressé sexuellement, ce n'est pas ce que je suis en tant que personne.* » (Fred)

Dans un premier temps, plusieurs hommes insistent lors de nos entretiens afin d'aborder les délits à l'origine de leur déclaration spéciale. Ils ont tenu, de cette manière, à rétablir et nuancer certains faits qui avaient pu être présentés de manière sensationnelle. Ils ont

également voulu se défaire de cette image « *froide* » et « *sans pitié* » qui semblait leur avoir été attribuée. Ils ont donc largement abordé leur vécu émotif à travers l'ensemble de leurs expériences pénales. Ils ont tenté de présenter leur sensibilité, malgré les comportements contradictoires qu'ils avaient pu adopter.

Par leurs propos, ils évoquent également avoir utilisé cette stratégie d'affirmation et de reconnaissance des gestes posés auprès de certains de leurs proches. Certains hommes rencontrés indiquent, en effet, avoir préféré informer eux-mêmes de leurs antécédents certains codétenus avec qui ils avaient tissé des liens afin d'éviter les distorsions du bouche-à-oreille. De cette manière, ils ont offert l'opportunité de fournir des clarifications ou des précisions, ce qui, selon eux, leur a permis d'obtenir davantage de confiance ainsi que du respect.

« Quand je vois que le monde essaie de graviter autour de moi, je leur dis tout de suite. Comme mon partner qui est ici, quand j'ai vu qu'on avait de bonnes affinités et tout, je me suis assis avec tout seul et je lui ai expliqué : « Regarde, moi je suis ici pour ça, ça, ça. J'aime autant te le dire moi-même que tu l'apprennes d'ailleurs tout croche. » - Ian

Dans un second temps, lors de nos entretiens, plusieurs hommes ont voulu aborder leur passé, soit « *qui ils étaient* » avant d'avoir commis les gestes à l'origine de leur déclaration spéciale. Certains insistent pour parler de leur dévouement au travail, d'autres de l'importance de leur rôle parental ou de l'aide qu'ils ont apportée à un proche dans le besoin. Ceci, pour présenter une image plus complète d'eux-mêmes et éviter que l'accent ne soit mis que sur les gestes ayant mené à leur déclaration spéciale. Ce retour dans le passé, bien qu'initié par les hommes interviewés, semble bouleversant pour eux. Leur identité personnelle leur semblait parfois bien lointaine...

Dans ce même ordre d'idées, quelques hommes disent avoir tenté de rappeler « *qui ils étaient* » à leurs proches. Certains racontent avoir écrit des lettres d'excuses ou explicatives, d'autres avoir réitéré leur affection dans des cartes de souhaits ou invité un membre de la famille à livrer un message aux autres membres en leur nom.

Dans un troisième temps, certains hommes interviewés disent avoir tenté de présenter une identité plus nuancée d’eux-mêmes à l’endroit des membres du personnel, soit s’efforcer d’atténuer l’image de « dangereux » qui pouvait leur avoir été attribuée, de sorte qu’il soit ensuite plus envisageable pour eux d’obtenir une libération, ce particulièrement parmi les hommes déclarés « délinquants dangereux ». Sans quoi, ces derniers disent craindre de devoir être maintenus incarcérés perpétuellement. Pour ce faire, certains hommes interviewés évoquent, par exemple, qu’ils doivent constamment faire attention aux propos qu’ils tiennent devant des membres du personnel, de manière à se montrer positifs et adéquats.

« Pour sortir, il faut que je reste... à chaque fois que je rencontre le monde du Service correctionnel Canadien, il faut toujours que j’aie en tête : “Attention à ce que tu vas dire!”. Je suis obligé de faire des efforts quand je les rencontre. » - Jannick

Les hommes déclarés « délinquants à contrôler », pour leur part, indiquent croire également que s’ils sont en mesure de démontrer leur cheminement, une partie de leur OSLD pourrait se dérouler à l’extérieur d’un hébergement en maison de transition. Plusieurs disent alors s’être efforcés de mettre de l’avant certaines de leurs qualités personnelles, par exemple en étant gentils et courtois avec les membres du personnel.

Quelques hommes interviewés racontent aussi avoir tenté d’appréhender les attentes de leurs agents afin de s’y conformer. Certains disent avoir participé à des programmes thérapeutiques et avoir offert une belle implication afin de démontrer le sérieux de leur démarche. D’autres mentionnent avoir même complété des programmes qu’ils n’étaient pas tenus de faire, mais qu’ils ont faits afin « *d’être plus crédibles au moment de la Commission des libérations* » (Gaspard). Karl, pour sa part, indique avoir pris l’initiative d’amorcer des rencontres avec son agente de libération conditionnelle (ALC) afin de lui offrir l’occasion de mieux le connaître et de lui présenter son identité personnelle.

« Regarde, j'ai été voir mon ALC. J'ai fait le bon gars d'une certaine manière, j'ai dit : "Regarde, tu ne me connais pas, avant de me connaître, je vais faire une affaire avec toi, on va faire une rencontre, si ça ne te dérange pas, une fois par semaine ensemble. Tu me poseras les questions que tu voudras, je vais répondre à tes questions. Si ça va mal dans ma vie je vais t'en parler pi ci pi ça." C'est ça que j'ai fait, juste pour qu'elle apprenne à me connaître. Ça, c'était sur une base volontaire. C'est moi qui ai été le proposer. » - Karl

3.3.2 Désespoir

Malgré ces démarches que certains ont entreprises afin de tenter de réaffirmer leur identité personnelle, autre que celle associée au délit commis et la sanction imposée, la majorité de nos interviewés ont fait part d'un profond désespoir. Incertitude, fatalité, voire idées suicidaires; une grande partie de nos interviewés expriment ainsi vivre un grand découragement dont l'intensité semble plus significative parmi ceux ayant été déclarés « délinquants dangereux ».

D'abord, selon leurs propos, leur désespoir semble provenir de la désinformation quant à leur processus pénal et à l'incertitude que celle-ci entraîne pour eux. En effet, plusieurs rapportent ne pas être en mesure d'identifier clairement les objectifs à atteindre en vue d'un élargissement de leurs conditions. Plusieurs hommes rencontrés mentionnent que, ne sachant pas quels but ou attentes entretenir, ils en sont venus à formuler différentes spéculations, jonglant constamment avec différents scénarios sans pouvoir être fixés. Certains d'entre eux croient notamment que leur transfert dans un établissement de détention moins sécuritaire est nécessaire ou qu'une période minimale d'hébergement en maison de transition est incontournable, mais tous témoignent d'une incapacité à pouvoir se projeter dans le futur. Ceci a été vécu de façon très marquée parmi les hommes déclarés « délinquants dangereux », dont certains qualifient de « *torture mentale* » (*Ian*) cette incertitude de pouvoir être libérés un jour. Pour eux, la peine d'incarcération pour une durée indéterminée est considérée « *pire qu'une (sentence) vie. Une (sentence) vie, tu as plus d'espoir de t'en sortir tandis que moi, et bien, je prends la clé, je la jette et c'est fini.* » (*Mathiew*).

« C'est ça, j'aimerais mieux avoir 25 ans de sentence à faire. Je me dirais, dans 25 ans, je sors. À 70 ans, je sortirais. C'est vieux un peu mais ce n'est pas grave. Tu te dis : "ok, je vais pouvoir m'occuper de mes petits-enfants, je vais pouvoir..." Parce que tout ce que ma sentence dit c'est que je peux être libéré entre 7 ans et jamais. Parce que j'ai un minimum de 7 ans et un maximum de toujours. » - Jannick

Si quelques hommes rapportent s'être découragés au tout début de leur sentence puisqu'ils ne voulaient pas dépenser leurs énergies sans savoir si cela pourrait les faire avancer dans leur parcours carcéral, plusieurs autres racontent s'être progressivement découragés puisqu'ils ont eu l'impression que, malgré leurs efforts, ils ne parvenaient pas à faire évoluer leur situation. Ils indiquent en être venus à perdre espoir et à envisager leur situation comme une fatalité, impossible à changer. Ils rapportent notamment l'impression qu'aucune considération n'a été accordée, selon eux, à leurs progrès, malgré leur implication dans des programmes thérapeutiques. C'est le cas pour *Charles*, qui indique que certains intervenants l'avaient félicité pour son cheminement favorable, sans toutefois en faire mention officiellement à son dossier. Découragé par la situation, il raconte avoir abandonné son programme de traitement peu de temps après. *Karl* raconte également avoir vécu une situation similaire où, croit-il, aucune considération n'a été attribuée à ses efforts :

« Le programme (thérapie), moi je l'ai fait. J'ai mention « réussi ». Des commentaires, très beaux commentaires, belle implication, comprend son crime, comprend le pourquoi ça a été causé et tout. La seule chose qu'ils (ALC) m'ont marquée (au dossier), c'est négatif. C'était «continuer à organiser mon maintien, mes acquis ». - Karl

La plupart des hommes rencontrés mentionne donc avoir l'impression qu'ils ne seront jamais capables de rebâtir un lien de confiance avec leurs agents ainsi qu'atténuer leur image « dangereuse », comme si leur situation était figée et permanente malgré leurs efforts. De fait, plusieurs indiquent se sentir traités avec le même niveau de sécurité qu'au premier jour de leur sentence. Quelques hommes déclarés « délinquants dangereux » disent également qu'ils auraient préféré avoir été accusés d'un meurtre et recevoir une sentence à perpétuité puisque cela semblait « excusable » aux yeux

d'autrui. « *Mais délinquant dangereux là, ça ne s'excuse pas !* » (Fred). Ainsi, ceux purgeant une sentence d'une durée indéterminée disent en être venus à croire qu'ils ne seraient jamais libérés. Certains étant libérés dans le cadre de leur OSLD, disent en être venus à croire que cette période de surveillance allait durer pour le reste de leur vie. Qu'ils « *appartiendraient* » toujours au « *système* », quoi qu'ils fassent.

« Je sais que c'est plus facile sortir quand tu as une sentence d'homicide involontaire éligible 10 ans ou meurtre au deuxième degré, tu sors au bout de ton 10. Parce qu'ils (commissaires) se disent: "Il a réglé le pourquoi de ce meurtre-là." Il s'agit d'une erreur monumentale momentanée, c'est tout, ils sortent ces gars-là. Tandis que nous autres, on est "délinquant dangereux". T'arrives devant le commissaire, et on est étiqueté "délinquant dangereux" puis il faut qu'il sorte un "délinquant dangereux" lui-là. On va toujours garder cette étiquette-là.» - Jannick

Enfin, par leur propos, les hommes qui purgent une longue peine ou une peine d'une durée indéterminée indiquent que leur désespoir a engendré une résignation quant à leur situation qu'ils ont « *laisser-aller* ». Certains évoquent qu'ils en sont venus à « *vivre au jour le jour* » (Oscar), se formalisant peu de périodes en isolement ou d'autres conséquences disciplinaires puisqu'« *il s'agit d'une autre façon de purger son temps* » (Gaspard).

Pour d'autres, lorsque la pression de la surveillance libératoire est devenue intolérable pour eux, ils racontent avoir abdiqué et s'être organisés pour retourner en incarcération. Ils mentionnent avoir préféré assumer les conséquences liées à la suspension de leur libération, en abandonnant leurs engagements, plutôt que de rester dans une situation qu'ils jugeaient insupportable.

« Mais eux (ALC) ils ne le savaient pas, mais moi, j'avais entrepris des démarches avec un avocat. Parce que s'ils ne me sortaient pas de là (maison de transition), s'ils ne me changeaient pas de maison, je planifiais d'aller en prison, tout simplement. De mon propre chef, tout simplement. Parce que je n'en pouvais plus. Je ne voulais pas qu'ils me renouvellent un autre 6 mois, jusqu'au printemps. C'était impossible, je n'en pouvais plus ! » - Charles

Finalement, submergés par un grand désespoir, de nombreux hommes interviewés reconnaissent avoir envisagé le suicide. Il s'agit pour eux d'une façon de mettre un terme véritablement à leur situation. Pour plusieurs hommes déclarés « délinquants dangereux », la mort est considérée comme l'unique manière de mettre un terme définitif à leur incarcération. « *Tant qu'à vivre là-dedans, aussi bien mourir. Si ça ne donne rien, je ne ferai pas 150 ans de prison encore !* » (Gaspard). Pour certains hommes déclarés « délinquants à contrôler », la mort représente une alternative pour eux au contrôle subi. Dans les deux cas, ils rapportent qu'il s'agit d'une façon de fuir une situation qu'ils considèrent comme étant intolérable et décourageante.

« C'est parce que je suis comme un petit peu tanné de ça. Ça va faire de me faire manger la laine sur le dos. Avoir l'air comme un ostie de cave. Oui j'ai peut-être fait ce que j'ai fait mais je reste un humain. J'ai-tu le droit de me prendre en main? J'ai-tu le droit de faire ma vie? J'ai-tu le droit? J'ai-tu le droit? À un moment donné si je n'ai pas le droit, je suis aussi bien de me suicider ... » -Enrico

3.4 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons mis en lumière les principaux éléments des expériences pénales vécues et ressenties par les dix-neuf hommes déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler », que nous avons rencontrés.

Il en ressort à priori que les émotions vécues avec le plus d'intensité chez les hommes interviewés se rejoignent sous l'aspect de la culpabilité face aux gestes qu'ils ont posés et paradoxalement, d'une insatisfaction quant à leur sentence. Les hommes interviewés témoignent, d'abord, d'un profond bouleversement intérieur, tout en remarquant que les médias et les experts désignés par le tribunal auraient plutôt privilégié de diffuser une image négative, voire apathique d'eux. D'une part ils rapportent une souffrance, un mal de vivre lié aux gestes qu'ils ont commis, principalement en ce qui concerne les délits de nature sexuelle, et c'est pourquoi plusieurs d'entre eux croient qu'ils méritaient d'être punis sévèrement. D'autre part, la majorité d'entre eux n'arrive pas à

accepter la sentence qui leur a été imposée, soit leur déclaration spéciale, et ce sentiment est générateur d'une autre forme de souffrance, celle du sentiment d'injustice subie. Ils considèrent notamment avoir fait l'objet d'une injustice au moment des procédures judiciaires, en ayant l'impression que certains aspects extérieurs à eux auraient influencé la détermination de leur peine.

Les hommes que nous avons rencontrés partagent un parcours pénal difficile marqué par différentes formes d'exclusion. Rejet, rupture immédiate des contacts avec les proches, violence physique ou psychologique de la part de codétenus, ou encore fréquents commentaires dénigrants provenant d'agents ou de codétenus, leurs relations sociales semblent marquées par diverses attaques, selon eux principalement issues de leurs antécédents de nature sexuelle.

L'annonce de la peine a engendrée un choc, principalement parmi ceux ayant fait l'objet d'une déclaration « délinquant dangereux », puisqu'ils considèrent avoir reçu « la pire » des condamnations et doutent la mériter véritablement. En ce qui concerne les hommes déclarés « délinquants à contrôler », ce choc a davantage eu lieu au moment d'amorcer leur OSLD, alors qu'ils rapportent avoir été confrontés à un important niveau de contrôle, parfois perçu comme injustifié. Cette peine est aussi significative de discrédit. Nos interviewés indiquent avoir eu l'impression de ne plus avoir aucune valeur aux yeux d'autrui, d'être discrédités et discriminés.

Par ailleurs, les hommes rencontrés soulèvent un grand isolement social. Plusieurs hommes interviewés, particulièrement ceux étant incarcérés depuis une plus longue période, racontent s'être placés en retrait du groupe afin de cesser de subir des mauvais traitements. La plupart des hommes rencontrés évoque également avoir tenté de cacher la nature de leur peine à leurs codétenus, puisque ces déclarations spéciales sont, selon eux, associées à une criminalité de nature sexuelle et susceptibles d'engendrer de la discrimination. De plus, certaines mesures correctionnelles sécuritaires ont, selon eux, exacerbé leur exclusion. Il s'agit de décisions administratives

prises de l'avant, sommairement, afin de mettre à l'écart les infracteurs de délits sexuels de l'ensemble de la population carcérale dite « régulière » engendrant par-là une privation de tout contact avec des codétenus.

Maintenus dans l'ignorance durant le processus légal, plusieurs hommes interviewés rapportent ne pas avoir été suffisamment informé des répercussions pénales que pouvaient engendrer une déclaration spéciale. Certains rapportent même avoir enregistré un plaidoyer de culpabilité alors qu'ils ignoraient qu'ils étaient susceptibles de faire l'objet d'une déclaration spéciale. Cette impression d'être maintenu dans l'ignorance a ensuite perduré durant l'exécution de leur peine. Non informés de la durée d'incarcération minimale souhaitée par les personnes en autorité, des objectifs attendus ou encore de leurs réelles chances de libération, plusieurs rapportent avoir été mis à l'écart, abandonnés par le système correctionnel, par exemple en passant en dernier pour les inscriptions aux programmes thérapeutiques ou lors des transferts d'établissements. Cette incertitude face au futur est vécue comme une « torture mentale » par la plupart des hommes purgeant une peine d'une durée indéterminée qui auraient, semble-t-il, préféré se voir imposer une peine à perpétuité. En ce qui concerne les hommes déclarés « délinquants à contrôler », non consultés dans l'élaboration de leur plan de sortie, ils rapportent avoir été maintenus dans l'ignorance relativement aux modalités de supervision de leur OSRD ou des objectifs à atteindre pour obtenir un assouplissement de celles-ci, une fois leur liberté contrôlée amorcée. Ils rapportent ainsi l'impression que leurs opinions et intérêts ont été discrédités au point de perdre leur capacité d'autodétermination.

Enfin, les hommes que nous avons rencontrés indiquent que ces différents vécus les ont contraints à réagir. D'une part, quelques-uns rapportent avoir eu recours à des manœuvres, rectifications de certaines informations à leur égard; dévoilement d'attributs personnels par exemple, afin de se réapproprier une nouvelle identité et ainsi tenter de modifier la perception d'autrui à leur égard. D'autre part, certains hommes déclarés « délinquants dangereux » ont refusé d'attendre passivement

l'expiration de leur peine – celle-ci étant indéterminée – et racontent par exemple avoir porté une attention continuelle à leur façon de se comporter socialement et avoir entrepris certaines initiatives de cheminement thérapeutique. Cette peine aurait ainsi favorisé un passage à l'action puisqu'elle a semblé exiger un changement chez eux s'ils voulaient envisager une libération.

Au final, la majorité des hommes interviewés expriment un profond désespoir quant à l'incertitude de leur situation, leur incapacité à se projeter dans le futur ainsi que l'impression de la fatalité de leur situation. Ultimement, un nombre significatif d'hommes rencontrés, notamment tous les hommes déclarés « délinquants dangereux », avouent entretenir des idéations suicidaires car ceci est perçu comme la seule alternative pouvant mettre un terme définitif à leur situation.

CHAPITRE 4 : LE STATUT« DANGEREUX »

Tel que rapporté dans la revue de littérature, depuis 1947, le Canada s'est montré tellement préoccupé par la menace que pouvaient représenter les individus jugés les plus « dangereux » qu'une législation spécifique a été élaborée. Celle-ci prévoit l'attribution d'un statut « dangereux » formel ainsi que l'imposition d'une peine exceptionnelle créée spécifiquement pour eux. Plusieurs enjeux ont été soulevés dans la littérature relativement à la définition du « dangereux » visé par ces dispositions pénales ainsi que la capacité des experts à les identifier. Ajoutons qu'aucune étude, jusqu'à présent, ne s'était attardée à comprendre l'impact de ces dispositions légales sur les personnes ciblées. Malgré cela, des individus ont constamment fait l'objet de telles déclarations spéciales. Les statistiques révèlent même un recours de plus en plus fréquent à ces mesures exceptionnelles (Sécurité Publique, 2013). On remarque parallèlement par l'adoption d'importantes modifications législatives répressives visant l'élargissement des critères d'éligibilité ainsi que le durcissement des peines associées.

Le questionnement de départ de cette recherche était de comprendre comment l'imposition légale d'un statut « dangereux » pouvait influencer le parcours des individus ciblés. Dans ce dernier chapitre, nous tentons donc, dans un premier temps, d'ouvrir la réflexion sur le processus d'étiquetage vécu par les hommes interviewés - déclarés « délinquants dangereux » ou « délinquants à contrôler » - de manière à faire ressortir ses répercussions au plan personnel et social. Dans un deuxième temps, nous ouvrons une réflexion plus large quant aux fonctions sociales découlant du fait d'identifier des individus « dangereux » et terminons avec quelques pistes de solution à considérer.

4.1 Le processus de stigmatisation et ses implications

En nous basant sur les modèles proposés par les théoriciens de l'étiquetage afin d'analyser ce qui ressort du discours des hommes interviewés, nous constatons que l'imposition d'une déclaration spéciale ne constitue pas une « simple » peine puisqu'elle induit un processus de stigmatisation immédiat, discréditant et permanent qui a des implications importantes au niveau personnel et social. Nos données montrent que le

stigmat « dangereux » tend à encourager une modification dans la perception qu'ils ont d'eux-mêmes ainsi que dans leurs façons de se comporter socialement.

4.1.1 Un étiquetage immédiat, discréditant et permanent

Avant même que le tribunal ait imposé légalement un statut « dangereux » à un individu reconnu coupable, il ressort de notre recherche que les procédures judiciaires marquent le début du processus de stigmatisation à partir duquel l'accusé a vu son identité sociale transformée. À la lumière des propos rapportés, il est possible de croire que les hommes rencontrés ont été socialement étiquetés avant de l'être légalement. En effet, la publicisation de leur vie personnelle au début des poursuites judiciaires, tel que déploré par nos interviewés, n'est pas sans rappeler la « cérémonie de dégradation » décrite par Garfinkel (1956). Pour ce dernier, il s'agit d'un travail de communication par lequel l'identité d'une personne est non seulement rabaissée à un niveau inférieur dans l'échelle sociale mais encore est progressivement transformée. La condition nécessaire à ce processus de dégradation est l'indignation morale de la population, alimentée par des « dénonciateurs », soit par exemple des médias ou des acteurs du tribunal. Cette dénonciation publique engendre beaucoup de honte et de culpabilité parmi les accusés, et Garfinkel (1956) indique également que ceux-ci en viennent progressivement à être perçus différemment, jusqu'à devenir une toute nouvelle personne aux yeux d'autrui. Ce travail de dénonciation s'avère particulièrement efficace lorsque les informations sont présentées comme si elles sortaient de l'ordinaire ou que les acteurs impliqués dans celle-ci sont polarisés entre « mauvais » d'un côté, soit les accusés, et les « vertueux » de l'autre, soit les témoins/victimes. Garfinkel (1956) fait également remarquer que le niveau de prestige ou d'influence des dénonciateurs pourrait renforcer le succès de ce processus de dégradation.

De fait, si l'on se réfère au vécu que les hommes interviewés ont rapporté, il est possible de dégager plusieurs similitudes avec ce processus de « dégradation » décrit par Garfinkel (1956). La période des procédures judiciaires, largement évoquée par nos interviewés, a manifestement été vécue difficilement parmi ceux-ci. Plusieurs d'entre

eux ont rapporté un grand sentiment d'humiliation publique, à la fois en raison de leur exposition médiatique et en raison de la manière dont certains experts ont parlé d'eux. Ils indiquent notamment avoir été décrits par les médias comme des êtres insensibles et foncièrement méchants, soit comme des « prédateurs », « froids » et « sans pitié ». Non seulement l'image présentée était pour eux, sinon erronée, du moins focalisée sur les aspects les plus négatifs de leur parcours, engendrant par-là un effet grossissant et déformant. En effet, comme il a été présenté dans la recension des écrits, il n'est pas rare que les médias traitent l'information de façon à créer l'émotion et à sélectionner certaines données biographiques afin de rendre la nouvelle « extraordinaire » et ce, au détriment d'une version plus nuancée et juste de la criminalité (Jewkes, 2004 ; Carrier, 2010). Pour Surette (2011), les infracteurs peuvent souvent être dépeints différemment de la réalité, de manière à ce que le public les voit autrement que des gens « ordinaires ». On peut soupçonner la présence d'un effet d'indignation de la population, condition nécessaire à la « cérémonie de dégradation » décrite par Garfinkel (1956), notamment en raison du rejet social dont les interviewés disent avoir été victimes dès le début des procédures judiciaires, soit au moment où ils faisaient l'objet d'une médiatisation.

À la lumière de l'expérience décrite par les hommes interviewés, il est possible de se demander si ce processus de « dégradation », où l'identité sociale de l'individu a été transformée de façon négative et favorisée une indignation populaire, ait pu influencer l'imposition de leur déclaration spéciale. En effet, la quasi-totalité des hommes interviewés rapportent un très grand sentiment d'injustice par rapport à leur peine, ayant l'impression de ne pas la mériter puisque celle-ci a semblée influencée par des variables extérieurs. Certains ont d'ailleurs cru que leur peine visait à satisfaire l'opinion publique, d'autres ont fait remarquer l'attitude particulièrement vindicative du procureur de la poursuite qui semblaient viser à tout prix le châtement le plus oppressant. De fait, plusieurs d'entre eux considèrent avoir été sanctionnés plus sévèrement que d'autres accusés de délits similaires. Comme certaines études l'ont

démontré, il peut effectivement arriver que des variables extérieures puissent influencer la décision du tribunal (Esses et collab., 1988 ; MacAlister, 2003).

Une fois les procédures judiciaires complétées et le verdict de culpabilité prononcé, c'est à l'étape de la détermination de la peine que les hommes interviewés se sont vu attribuer une étiquette formelle discréditante, soit le fait d'être déclarés « dangereux ». Il est intéressant de constater que la signification même de cette étiquette aux yeux des condamnés comme de leur entourage, prend sa source dans la formulation même du texte de loi. En effet, lors du prononcé de cette peine, le tribunal affirme, en référence aux critères de la loi, que l'individu est « *incapable de contrôler ses impulsions sexuelles* » ou « *incapable de contrôler ses actes* » (C. cr art.753(1)a) et b)). Le poids des termes mêmes utilisés est extrêmement lourd et construit un stigmatisme sur la base d'attributs honteux (Goffman, 1963), soit le caractère «sexuel», «incontrôlable » et « imprévisible ».

Ainsi, plusieurs hommes interviewés ont affirmé que selon eux, la déclaration « délinquant dangereux » ou « délinquant à contrôler » était associée à une criminalité de nature sexuelle. Le fait de révéler leur peine à autrui signifiait révéler qu'ils avaient commis des délits de nature sexuelle, même lorsque cela n'était pas le cas. Rappelons qu'il y a un consensus dans la littérature scientifique, selon lequel les « délinquants sexuels » constituent l'un des groupes les plus méprisés dans la société en général, mais également dans le milieu correctionnel où, étant vus comme des « monstres », ils se retrouvent à la toute fin de la hiérarchie sociale (Sim, 1994 ; Sparks et collab., 1996 ; Tewksbury, 2012).

Plus que le seul stigmatisme « délinquant sexuel », les hommes rencontrés ont également affirmés s'être sentis diminués, « rien aux yeux des autres », même parmi les autres détenus ayant aussi commis des délits de nature sexuelle. En effet, il semble que leurs attributs « incontrôlables » et « imprévisibles » aient ajouté un discrédit supplémentaire à leur étiquette, soit d'être considérés comme « les pires » parmi les « délinquants

sexuels ». Tel qu'ils l'ont rapporté, le fait d'être déclaré « dangereux » a rendu leurs gestes inexcusables aux yeux d'autrui. Cette étiquette leur a enlevé la possibilité de présenter leurs agissements comme étant une erreur de parcours. Indépendamment d'être ou non récidivistes – et plusieurs de nos interviewés en était à leur première infraction de nature sexuelle- ils ont plutôt eu l'impression d'être identifiés comme des « prédateurs », des « multirécidivistes » incapables de s'empêcher de commettre des agressions.

En outre, il semble que l'étiquette leur ayant été attribuée a acquis un caractère permanent. Même après nombre d'années de cheminement, plusieurs hommes rencontrés ont constaté leur impuissance à modifier la perception d'autrui à leur égard. Perçus comme « irrécupérables », quel qu'ait été leur cheminement personnel, ils ont maintenu l'impression d'être constamment traités et surveillés de la même façon qu'au début de leur peine. Le fait de s'être vu imposer des conditions « à vie », a renforcé ce caractère irréversible et fataliste de leur situation, surtout parmi ceux ayant été déclarés « délinquants dangereux ». Ces derniers qui rapportent ainsi s'être sentis laissés pour compte, avoir été considérés comme non prioritaires, comme si leur sort avait été scellé avec l'imposition d'une peine indéterminée. Plusieurs d'entre eux racontent notamment avoir été incarcérés plusieurs années sans se voir offrir de services spécialisés, avoir généralement été les derniers acceptés dans des programmes ou encore, avoir dû attendre plus longtemps avant un transfert d'établissement. Ils disent avoir reçu le message, parfois directement, qu'ils ont plusieurs années à purger et qu'ils doivent « faire du temps ». « Irrécupérables », « cause perdue », et ce, même s'il s'agit d'une première offense criminelle de cette nature, ils indiquent n'avoir jamais eu l'opportunité de démontrer leur cheminement à l'extérieur du milieu carcéral.

De fait, aucun des hommes rencontrés ayant été déclarés « délinquants dangereux » n'a cru possible d'obtenir une libération avant de très nombreuses années de détention. Pourtant, selon la loi, ceux-ci sont éligibles à une libération conditionnelle totale après sept années d'incarcération ainsi qu'à une semi-liberté après cinq années

d'incarcération. Ces échéances semblent alors illusoires. Pourtant, différents jugements de la Cour Suprême du Canada se sont interrogés sur la légitimité constitutionnelle des dispositions sur les « délinquants dangereux » plus particulièrement en regard à la durée « indéterminée » de la peine. Parmi ceux-ci, l'Arrêt R. c. Lyons, en 1987, s'est questionné sur la possibilité qu'une période d'incarcération pour une durée indéterminée puisse constituer une peine cruelle et inusitée (art. 12 Charte canadienne des droits et libertés). Les juges ont finalement conclu que c'est en raison de l'éligibilité des « délinquants dangereux » à une libération conditionnelle, permettant d'adapter la peine spécifiquement à chacun d'entre eux, qui permettait d'apprécier la constitutionnalité de cette peine. Ils ont ajouté que *« si la peine imposée était pour une période indéterminée, purement et simplement, il en résulterait certainement à l'occasion des peines exagérément disproportionnées et elle contreviendrait ainsi à l'art. 12 »* (p.312).

Ainsi, le fait que l'ensemble des hommes interviewés condamnés à une peine indéterminée n'ait pas été en mesure d'anticiper une libération, bien que certains aient déjà purgé de nombreuses années ou complété des programmes de thérapie, pourrait-il situer leur châtiment à la frontière de la cruauté ? L'un de ceux que nous avons rencontrés a qualifié de « torture mentale » sa peine d'incarcération pour une durée indéterminée, en raison de l'incapacité qu'elle induit d'anticiper une libération. Ceci n'est également pas sans rappeler le concept de « mort par incarcération » proposé par Johnson et McGunigall-Smith (2008) pour décrire l'expérience de prisonniers condamnés à perpétuité sans possibilité de libération.

4.1.2 Une étiquette aux implications personnelles et sociales majeures

Notre recherche montre que l'attribution de l'étiquette « dangereux » a des répercussions importantes sur le parcours personnel et social des hommes rencontrés. Dès les accusations portées, ces derniers rapportent avoir été précipités dans un nouveau mode relationnel, marqué par le rejet et l'exclusion, avec leur entourage,

transformant la perception qu'ils ont d'eux-mêmes ainsi que leurs façons de se comporter socialement.

Ainsi, s'ils sont la cible d'opprobre par la société, les hommes rencontrés se sont également montrés très durs envers eux-mêmes. Honteux, ils ne se reconnaissaient pas dans leurs gestes et présentaient beaucoup de difficulté à les accepter. Goffman (1963) fait référence à de l'ambivalence quant à leur identification, car, même s'il reste partisan des normes sociales, l'individu se retrouve placé en marge du groupe. Il s'agit d'une contradiction fondamentale où la personne tente de trouver un sens cohérent à sa situation : elle en vient à détester ce qui la distingue des « normaux » et à se sentir inférieure à ceux-ci (Goffman, 1963). Plusieurs interviewés ont d'ailleurs rapporté une atteinte importante quant à leur estime personnelle, ce qui rappelle la détérioration personnelle rapportée par les détenus devant purger une longue peine, ceux-ci étant appelés à évoluer dans des circonstances sociales où ils se sentent constamment inférieurs, coupables et impuissants (Zamble et collab., 1984 ; Santos, 1995 ; Johnson et collab., 2008).

Selon les théoriciens sur l'étiquetage, « l'effet pervers » de la stigmatisation d'une personne est que l'étiquette apposée à l'individu vient créer ou renforcer ce que l'on voulait prévenir ou corriger initialement en lui apposant (Lacaze, 2008). L'étiquette « dangereux » vient donc créer chez ceux qui la reçoivent des attentes sociales auxquelles ils finissent par s'identifier. À force de constamment recevoir le message qu'on ne peut leur faire confiance puisqu'ils sont « dangereux », plusieurs hommes rencontrés en sont venus à se craindre eux-mêmes. Par exemple, certains hommes, se trouvant en liberté en vertu de leur OSLD, ont rapporté vivre constamment dans la crainte d'être pris à défaut, de mal agir. Sans confiance en eux, adhérant à leur « infériorité » et à la probabilité inévitable d'une récidive, certains se sont mis à appréhender l'absence d'un contrôle extérieur à la fin de leur peine, craignant être *«incapables de contrôler leurs impulsions »* seuls.

Goffman (1963) a montré que c'est dans le cadre de leurs interactions que les individus stigmatisés peuvent réellement constater leur discrédit, ce puisque c'est à ce moment qu'ils prennent conscience de leur différence. De leur côté Connor et Tewksbury (2015) ont mis en lumière le fait que l'étiquette « délinquant sexuel » a une incidence sur le type de relation maintenue une fois la personne incarcérée, notamment quant à la fréquence des visites en établissement. Les hommes rencontrés rapportent effectivement avoir été précipités dans une nouvelle relation avec leur entourage, dès les premières interactions qu'ils ont eu suite à leur mise en accusation. Au niveau de leurs relations familiales, par exemple, la plupart des hommes rencontrés rapportent un rejet immédiat. Ils ont noté un changement d'attitude significatif de la part leurs proches, particulièrement à partir du moment où ils ont été associés à des délits de nature sexuelle, en comparaison aux liens qu'ils avaient pu maintenir antérieurement alors qu'ils faisaient l'objet d'accusations d'autre nature. Les visites se sont espacées, voire arrêtées dans la plupart des cas.

Cette rupture des liens pourrait s'expliquer par la crainte de leurs proches d'être eux-aussi porteur du discrédit de leur statut, soit d'être victimes du transfert de leur stigmatisme (Goffman, 1963). Pour Hannem (2008), les membres de la famille de personnes incarcérées sont traités négativement dans la société et par les membres du personnel correctionnel, comme s'ils étaient tous des « criminels ». Cet auteur a également mis de l'avant le fait que les conjointes étaient particulièrement vulnérables à cette forme de « stigmatisation par contagion » ainsi qu'à d'autres formes de conséquences collatérales, telles que la monoparentalité. Dans notre propre recherche, la conjointe d'un des interviewés a entrepris des démarches légales afin de changer le nom de famille de leurs enfants de façon à ce que ceux-ci ne portent plus le nom du père, nom marqué par l'opprobre sociale.

En plus du rejet de leurs proches, les hommes interviewés ont rapporté avoir fréquemment été victime de violence psychologique ou physique de la part de codétenus, en lien avec la nature de leur criminalité. Ils mettent aussi de l'avant un

traitement différentiel négatif, méprisant, inattentif ou désintéressé, de la part de membres du personnel.

Goffman (1963) suggère que l'intensité des conséquences sociales du stigmatisme peut dépendre de différentes caractéristiques, notamment celles relatives au groupe avec lequel l'individu interagit, ainsi que la catégorie de personnes avec qui l'individu entre en relation. En effet, plus un individu est vu comme « différent » par rapport au groupe, plus il est susceptible de vivre du rejet. La stratégie à adopter consiste donc à ce que l'individu recherche la compagnie de personnes plus tolérantes et, dans ce cas, possédant généralement des attributs similaires (Goffman, 1963). C'est cette stratégie, d'une part, que semble avoir adopté plusieurs hommes rencontrés en s'accommodant de leur classement dans un milieu de « protection ». Ils s'y sont crus moins susceptibles de subir de mauvais traitements. Autrement, ils considèrent que leur intégrité pouvait être menacée dans un établissement de détention « régulier ». Néanmoins, même au sein d'un groupe plus homogène tel que celui retrouvé en établissement de « protection », plusieurs hommes rencontrés ont tout de même été victimes de violence ou d'autres formes de rejet. Cette mise à l'écart du groupe « régulier » ne constitue donc pas une garantie de sécurité. Tel que O'Donnell et Edgar (1999) l'ont rapporté, les individus incarcérés en secteur de « protection » sont deux fois plus souvent victimes de violence verbale et physique que les détenus séjournant en milieu « régulier », ce puisque le classement les rend plus facilement identifiables, leurs attributs honteux étant indirectement divulgués par ce placement (O'Donnell et collab., 1999).

Lorsque le fait de modifier le groupe auquel ils appartiennent a semblé insuffisant afin d'atténuer les conséquences sociales de leur stigmatisation, certains hommes rencontrés rapportent avoir demandé à être placés en ségrégation pour éviter toute interaction avec des codétenus. D'autres ont restreint au minimum leur nombre de contacts avec les membres du personnel. Bien que ces stratégies aient été adoptées dans le but de ne plus être confrontés aux jugements sociaux et à leurs conséquences, il

n'en demeure pas moins qu'elles ont tout de même eu pour effet de renforcer leur exclusion sociale.

Par ailleurs, considérant que leur stigmatisation a engendré d'importantes conséquences au niveau social, certains hommes rencontrés ont tenté de se défaire de cette étiquette « dangereux ». Ce n'est pas parce qu'ils ont adopté des conduites jugées « non conformistes » qu'ils ne partagent pas une vision relativement commune de l'existence sociale (Otero, Poupart et Spielvogel, 2004). Ils peuvent, eux aussi, avoir besoin de se construire une identité conforme aux critères de normalité (Strimelle et Poupart, 2004) et c'est ce que les hommes rencontrés ont tenté de faire, par exemple, dans le cadre de nos entretiens. Ils ont tenté de présenter une image beaucoup plus nuancée d'eux afin de se détacher des gestes posés. Rappelant les travaux de Munn (2012), certains ont mis de l'avant d'autres facettes de leur personnalité, tel que leur parentalité ou leur qualité d'employé. Ils semblent également avoir usé de cette stratégie avec les membres du personnel afin d'atténuer la perception de « danger » à leur égard et être considérés au-delà des délits qu'ils ont commis. Ils se sont, par exemple, montrés courtois et ont entrepris des programmes de cheminement.

4.2 La fonction sociale du statut « dangereux »

Tel que soulevé dans la recension des écrits, les dispositions pénales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » reposent sur un concept de « dangerosité » subjectif et changeant, reflétant les préoccupations sociales du moment et n'étant pas à l'abri de certaines influences, politiques ou autres. Sa mise en application pose également un enjeu scientifique puisqu'il est, jusqu'à présent, impossible d'identifier avec certitude les individus « dangereux ». En raison de ces nombreuses incertitudes, il est possible de se questionner sur les raisons motivant la poursuite du recours à ces dispositions légales particulières, voire à leurs recours de plus en plus fréquents. À quoi (ou à qui) sert le fait d'identifier des individus « dangereux » ?

4.2.1 Un sentiment de sécurité

Comme il a été abordé, la conception pénale de la « dangerosité » ne fait pas consensus dans la littérature, mais tous les auteurs s'accordent pour affirmer qu'il s'agit d'un construit social ayant été façonné par plusieurs changements à travers le temps. Ce concept constitue la pierre angulaire sur laquelle repose les différentes législations pénales. Ces dernières ont donc été modelées à son image, soit en lien avec les préoccupations du moment, et ont ainsi été adoptées afin de venir solutionner un problème, répondre à des critiques sociales ou réagir à un scandale (Garland, 2007). Sous cet angle, on peut penser que le recours aux dispositions pénales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » a comme objectif, d'une part, de venir rassurer la population face à une menace qu'elle perçoit et, d'autre part, confirmer la compétence du gouvernement pour assurer cette sécurité.

En effet, à partir de la fin du XXe siècle, le système pénal a fait l'objet d'un virage punitif, notamment par l'adoption de mesures plus répressives (Garland, 2007). Pratt (2001) et Garland (2007) ont noté des changements importants dans la façon de concevoir la « dangerosité » à cette époque, de sorte que, selon eux, le système pénal est passé d'une philosophie de bien-être social, reposant sur le savoir d'expert et visant la réinsertion sociale, à une priorité de protection du public et de gestion du risque des « dangereux ». Plusieurs éléments ont pu venir influencer ces changements, notamment, ces auteurs rapportent une perte de confiance du public face aux mesures en place et plus spécifiquement, celles touchant la réinsertion sociale. Dans le but de rétablir le sentiment de sécurité parmi la population, des dispositions pénales plus coercitives ont donc été adoptées (Pratt, 2001 ; Garland, 2007), telles que celles portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler ».

De fait, on peut penser qu'un plus grand recours à ces dispositions légales puisse être perçu positivement, soit qu'il permet de confirmer l'efficacité des mesures visant à protéger la population, par la neutralisation d'un plus grand nombre d'individus. On peut également penser que les nombreuses nouvelles propositions législatives, visant à

élargir les critères d'éligibilité à une déclaration spéciale ainsi que le durcissement des peines associées, ont pu témoigner d'un souci de nos législateurs pour améliorer la sécurité du public.

Rappelons également que la majeure partie des recherches portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » ont été commandées par des organismes ministériels et ont semblé viser des objectifs bien précis, soit : évaluer la validité des dispositions légales en tentant de déterminer si les individus « dangereux » ont été identifiés assez tôt et correctement (Robert, 2002). Tel un système cherchant à se valoriser et se légitimer, on peut aussi penser que l'appui gouvernemental pour la recherche sur les « dangereux » a visé des objectifs stratégiques. Le fait d'orienter les connaissances scientifiques afin que certains aspects demeurent inconnus, tels que les impacts post-application de cette loi, peut ainsi avoir évité de remettre en doute le système pénal actuel.

4.2.2 Une protection illusoire

Paradoxalement, le fait de déclarer des individus « dangereux » et de leur imposer une peine exceptionnelle, semble davantage avoir engendré une illusion de sécurité qu'une réelle protection du public. Selon certains auteurs, ceci pourrait même avoir eu un effet inverse et réduire la sécurité du public.

D'abord, il semble que les dispositions légales portant sur les « dangereux », visant principalement les délits de nature sexuelle, ne s'adressent pas à la plus grande menace criminelle (Vess, Day, Powell et Graffam, 2014). En effet, bien que les délits de nature sexuelle suscitent une grande crainte dans la collectivité, les données officielles démontrent leur faible prévalence ainsi que leur faible taux de récidive. Par exemple, dans une analyse concernant plus de 9000 infracteurs sexuels provenant de 15 États américains, le Bureau of Justice Statistics (2003) a rapporté que seulement 5.3 % d'entre eux avaient fait l'objet d'une arrestation relativement à une nouvelle infraction sexuelle sur une période de trois années et ce, comparativement à 73.8% pour les délits contre la

propriété et 66.7% pour ceux liés aux stupéfiants (dans Levenson, Letourneau, Armstrong et Zgoba, 2010). Ainsi, tel que l'a mentionné Petrunik (1994), si les législateurs avaient une réelle volonté de protéger la société, les politiques pénales cibleraient d'autres types de délits, tels que la violence quotidienne et routinière ou les délits acquisitifs.

De plus, même si l'on vient à considérer que les délits de nature sexuelle représentent une certaine menace à la sécurité publique, rien ne confirme que ce soient les « vrais » individus « dangereux » qui aient été ciblés par les dispositions pénales. En effet, comme il a été rapporté dans la recension des écrits, les experts sont incapables d'identifier avec certitude les individus « dangereux ». Il demeure donc plusieurs cas de « faux positifs » où des individus ont été neutralisés par des mesures restrictives exceptionnelles alors qu'ils ne représentaient aucune menace. Ceci a également pu encourager un sentiment de sécurité illusoire puisqu'en raison des lacunes scientifiques en matière d'évaluation de la « dangerosité », de « vraies » individus « dangereux » ont pu ne pas être détectés par les experts et ainsi, se retrouver en communauté.

Ajoutons que plusieurs études tendent à démontrer que l'imposition de mesures pénales exceptionnelles, notamment celles attribuant une étiquette aux « délinquants sexuels », n'ont pas engendré une diminution du taux de récidive, au contraire. Par exemple, dans une étude menée par Prescott et Rockoff (2008), ces chercheurs démontrent que les mesures pénales d'identification et d'enregistrement à l'endroit des « délinquants sexuels » pouvaient avoir un certain impact dissuasif quant à la perpétration d'une première infraction de nature sexuelle, mais en ce qui concerne les individus déjà soumis à de telles mesures d'identification, les résultats ont témoigné d'une augmentation de leur récidive. En raison des conséquences sociales que ces mesures pénales engendrent, le recours à des activités non-criminelles seraient devenues trop contraignantes et inciteraient les personnes qui y sont soumises à se tourner à nouveau vers des comportements criminels (Prescott et collab., 2008). Il semble donc que les mesures pénales à l'endroit des « dangereux » puissent engendrer

« l'effet pervers », décrit par plusieurs théoriciens sur l'étiquetage, qui consiste à accentuer ce qu'elles visaient à atténuer initialement. Comme les hommes interviewés l'ont rapporté, les « dangereux » font l'objet de discrimination négative et d'exclusion sociale, ils sont privés d'un soutien social qui est pourtant un élément essentiel en vue d'une réhabilitation réussie (Hawkins et Eddie, 2013).

Rappelons également que l'ensemble des hommes interviewés ont rapporté l'impression de ne pas mériter leur peine puisqu'ils la trouvaient trop sévère et ce, malgré la gravité qu'ils accordaient à leurs gestes. Comme l'a mentionné par Marchetti (2001), le fait d'attribuer une peine trop lourde, qui semble irréaliste, peut amener l'individu à ne plus se sentir concerné par celle-ci et en venir à se sentir de moins en moins coupable. On peut, de cette façon, croire aussi que les longues peines imposées aux « dangereux » n'engendrent pas l'effet dissuasif escompté.

Enfin, si la protection du public a toujours été l'objectif mis de l'avant pour justifier ce plus grand recours à l'exclusion pour les individus considérés « dangereux », il y a pourtant de nombreuses études liées au mouvement « what works », lesquelles démontent que la protection du public passe inévitablement par la réhabilitation des « criminels »; citons par exemple celles menées par Mackenzie (2006), Hollin et Palmer (2009) ainsi qu'Andrews et Bonta (2010). Suivant leurs résultats, si les législateurs tiennent à assurer la sécurité du public à long terme, ils devraient s'attarder aux causes sous-jacentes aux comportements fautifs, notamment par l'entremise de programmes correctionnels. Or, il appert, selon l'expérience pénale rapportée par les hommes interviewés, que les dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » semblent uniquement viser leur neutralisation, soit par l'exclusion en détention de ces personnes ou par un contrôle accru lorsqu'ils se retrouvent en liberté. En effet, les hommes déclarés « délinquants dangereux » disent avoir été maintenus dans l'ignorance et abandonnés pendant une incarcération qui s'est poursuivie sur plusieurs années, sans recevoir de services spécialisés. Pourtant, si ces individus sont considérés comme étant les plus « dangereux » au pays, pourquoi ne

bénéficient-ils pas, au contraire, d'une plus grande intensité d'intervention afin de pouvoir protéger le public à long terme, soit lorsque ceux-ci retrouveront leur liberté ? À moins que l'on ne prévoie maintenir leur période d'incarcération perpétuellement, tel qu'il semble être le cas selon plusieurs des hommes rencontrés...

Dans la même veine, les hommes en liberté surveillée que nous avons rencontrés, rapportent aussi de nombreuses mesures de contrôle imposées, de manière à restreindre de façon importante leur liberté et, par le fait même, contrôler le niveau de « danger » leur étant attribué. L'imposition d'un contrôle externe favorise-t-elle réellement la protection du public à long terme ? Si ces individus sont effectivement considérés comme étant les plus « dangereux » au pays, lorsque cette période de contrôle sera complétée, quels seront les acquis qu'ils pourront mettre de l'avant ? Marquée par de nombreuses interdictions réduisant leurs contacts avec des situations à risque, on fragilise par la même occasion leur capacité d'y faire face. L'imposition d'un contrôle externe n'offrirait donc qu'une illusion de sécurité au public.

4.3 Quelques pistes à considérer

Pour le moment, la justification de la protection du public semble avoir réussi à soutenir plusieurs amendements législatifs plus coercitifs et ceci, malgré que l'atteinte de cet objectif semble plutôt utopique. N'oublions pas qu'il y a des personnes derrière ce statut « dangereux » et, ayant désormais une meilleure connaissance des conséquences personnelles et sociales qu'un tel statut impose sur eux, nous devrions nous montrer beaucoup plus prudents avant d'encourager le recours à ces mesures ou l'adoption d'amendements plus contraignants. Pour ce faire, nous proposons deux éléments à considérer pour le futur, d'une part adopter une plus grande rigueur scientifique et d'autre part revoir certaines pratiques afin d'atténuer les conséquences liés au fait de vivre avec un statut « dangereux ».

4.3.1 Encourager une rigueur scientifique

Globalement, une plus grande rigueur scientifique devrait supporter l'adoption et le recours aux dispositions légales portant sur les « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler », à la fois par la tenue de nouvelles recherches, notamment sur la période post-imposition des déclarations spéciales, et par un appui sérieux sur les connaissances scientifiques qu'elles apportent.

Nous avons pu constater qu'il n'existe qu'un nombre limité d'études portant spécifiquement sur les individus déclarés « délinquants dangereux » et les « délinquants à contrôler ». Une grande partie des recherches existantes restent par ailleurs à un niveau descriptif et ne décrivent qu'une infime partie du phénomène puisqu'elles ne s'intéressent qu'à la période précédant la condamnation. Avant la tenue de cette présente recherche, aucune information n'avait été colligée une fois que le statut « dangereux » avait été imposé. Il semble important d'encourager la tenue de nouvelles recherches scientifiques afin de venir pallier à ces lacunes. Il serait notamment primordial que des études s'attardent à mesurer l'impact d'une déclaration spéciale sur le risque de récidive des individus visés, puisqu'il s'agit de l'objectif initialement visé.

De fait, toute proposition d'amendement législatif devrait être justifiée par de nouvelles connaissances scientifiques sur le sujet afin d'éviter que des intérêts idéologiques, politiques, ou autres viennent déterminer une mesure pénale aussi exceptionnelle. Les statistiques officielles sur la criminalité et les études portant sur la récidive devraient prioritairement soutenir les dispositions légales sur les « dangereux ».

De plus, les incertitudes scientifiques présentées dans la récession des écrits devraient davantage être mise en lumière lorsque vient le temps de s'y référer pour appliquer des peines aussi exceptionnelles, notamment, concernant la capacité limitée des experts pour évaluer la « dangerosité » d'un individu. Des rappels de ces limites pourraient par exemple être inclus dans leurs rapports ou leurs témoignages. Dans le cadre de leur implication actuelle, les experts peuvent être perçus comme des complices aux erreurs

d'application de la législation sur les individus « dangereux » (Greenland, 1984). En effet, un questionnement éthique plus approfondi pourrait être posé. Quoiqu'il en soit, il ne semble pas y avoir de procédure judiciaire idéale puisque dans l'éventualité où les experts s'uniraient et décideraient de ne plus se prononcer sur les « dangereux », ceci déplacerait le problème sur le dos des juges dont les décisions peuvent aussi faire l'objet de biais (Esses et collab., 1988 ; MacAlister, 2003 ; Lloyd et collab., 2010).

4.3.2 Atténuer les conséquences du statut « dangereux »

Si le recours à l'imposition d'un statut « dangereux » à l'égard de certains infracteurs semble inévitable afin de protéger ou rassurer la population face au crime, il semble néanmoins que certaines pratiques pourraient être bonifiées afin d'en atténuer l'impact pour les individus visés. Il semble effectivement possible de remédier à certains aspects, jugés particulièrement difficiles par les hommes interviewés, par de simples ajustements au niveau des interventions, sans que cela ne compromette la nature de ces dispositions pénales ou la sécurité du publique.

Pour remédier à la fatalité que constitue le statut « dangereux », les attentes de changement pourraient être davantage détaillées et surtout explicitées. Des objectifs clairs, précis et mesurables devraient être présentés aux individus « dangereux » en vue d'un élargissement pénal. Pour le moment, les hommes déclarés « délinquants dangereux » qui ont été interviewés disent être maintenus dans l'ignorance quant à la gestion de leur peine, soit la durée d'incarcération minimale souhaitée par les personnes en autorité, les objectifs attendus et leurs réelles chances de libération. Ce faisant, ils en viennent à perdre espoir que leur situation puisse changer et ils s'enlisent dans un profond désespoir où plusieurs entrevoient la mort comme seule alternative. Davantage informés quant à leurs perspectives futures, ils pourraient être davantage motivés à se mettre en action. Par le fait même, ceci pourrait transmettre l'impression que l'on se soucie d'eux, plutôt que d'entrevoir leur peine comme ayant « scellé » leur cas.

De leur côté, les objectifs à atteindre dans le cadre de leur période d'OSLD pourraient être davantage précisés. De cette manière, les individus en liberté surveillée pourraient plus aisément anticiper les changements les concernant (lieux d'hébergement, levée de certaines conditions, etc). Le fait d'explicitier les attentes et objectifs à atteindre pourrait contribuer à ce que les individus « dangereux » se sentent davantage considérés, voir impliqués, ce que les hommes rencontrés ont notamment déploré, indiquant que leurs opinions étaient discréditées au point où ils avaient perdu toute capacité d'autodétermination et qu'ils devaient subir les décisions prises par autrui.

De fait, la procédure de suspension automatique en cas de bris de condition devrait également être questionnée. Cette pratique a pour effet, selon les hommes interviewés, de considérablement prolonger la période d'OSLD initialement imposée. Ce faisant certains hommes déclarés « délinquant à contrôler » que nous avons rencontrés, ont dit craindre constamment d'être pris à défaut. Selon une étude menée par Levenson et ses collaborateurs (2010) auprès d'individus soumis à un registre pour « délinquants sexuels », aucun lien significatif n'a pu être établi entre le manquement à des conditions et leur risque de commettre une nouvelle offense de nature sexuelle. Les manquements aux conditions n'ont pas constitué un bon prédicteur pour la récidive sexuelle. De plus, selon ces auteurs, une longue période de surveillance ne peut qu'augmenter les probabilités de manquement aux conditions imposées et de sanction ultérieure pour cette raison, causant par le fait même un obstacle à la réinsertion sociale.

Enfin, de façon plus globale, mais surtout ambitieuse, il semble incontournable de revoir le traitement des informations qui sont transmises à la population à l'égard du crime. En effet, tous les auteurs reconnaissent que les médias présentent la criminalité de façon déformée et, de fait, suscitent une crainte inappropriée face à celle-ci. Les premières victimes de cette altération de l'information sont les individus déclarés « dangereux » qui y voient leur identité et leurs relations complètement transformées, en raison de la présentation négative, voire empirée d'eux-mêmes qui en ressort. Des informations

médiatiques plus nuancées pourraient engendrer une perception sociale plus juste du « dangereux » et, possiblement, circonscrire la portée de ce stigmat en facilitant leur intégration sociale. De plus, un public mieux informé pourrait encourager des politiques pénales plus adaptées aux besoins de la société.

4.4 Conclusion

Dans ce chapitre, il a d'abord été possible de mettre en lumière que l'imposition d'une déclaration spéciale ne constitue pas qu'une simple peine puisqu'elle induit un processus de stigmatisation immédiat, discréditant et permanent qui a des implications importantes au niveau personnel et social. Ces implications ont de fait, engendré une transformation à l'égard de la perception qu'ils ont d'eux-mêmes ainsi que dans la façon dont les hommes étiquetés ont eu de se comporter socialement. En effet, avant même que le tribunal ait imposé légalement un statut « dangereux » à un individu reconnu coupable, la médiatisation au moment des procédures judiciaires favorise un processus de dégradation identitaire, ayant des répercussions au plan personnel, social, voire sur la poursuite des procédures judiciaires. Le stigmat « dangereux », officialisé au moment de la détermination de la peine, induit des attributs infamants. Au-delà du déshonneur social général, cette étiquette « dangereux » décuple le discrédit à l'égard des personnes qui y sont soumises, comme si elles devenaient « les pires » d'entre tous, dans un contexte où le caractère permanent du stigmat « dangereux » questionne la cruauté de cette peine.

En raison de nombreuses incertitudes soulevées dans la littérature quant aux dispositions pénales portant sur les individus « dangereux » et en raison des conséquences importantes qu'elles engendrent à l'endroit des infracteurs visés, nous nous sommes questionnée sur les raisons motivant la poursuite du recours à ces mesures exceptionnelles, voire à leur recours de plus en plus fréquent. Nous en sommes venue à la conclusion que la fonction sociale du stigmat « dangereux » vise d'abord et avant tout à rassurer la population face à une menace qu'elle perçoit et, parallèlement, confirmer la compétence du système actuel. Paradoxalement, il semble que le fait de

déclarer des individus « dangereux » et de leur imposer une peine exceptionnelle, semble davantage engendrer une illusion de sécurité qu'une réelle protection du public. Cette déclaration pourrait même avoir un effet inverse et favoriser la commission de nouvelles infractions.

Enfin, dans leurs formulations actuelles, ces dispositions pénales particulières rendent l'expérience des individus déclarés « dangereux », selon nous, difficiles et sans issue. Un ajustement au niveau des interventions à leur endroit permettrait minimalement l'atténuation de certaines de leurs conséquences.

CONCLUSION

Dans cette recherche exploratoire qualitative, nous tenions à rendre compte et comprendre comment les individus déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » vivent avec ces statuts légalement imposés. Comme nous l'avons vu dans la recension des écrits, une partie des études scientifiques portant sur ces individus tend à dégager un profil statistique et sociodémographique, puis une seconde partie des écrits sur le sujet vise plutôt à mettre en lumière la subjectivité dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces dispositions légales. Jusqu'à présent, aucune étude ne s'était spécifiquement attardée au vécu des personnes ciblées par cette mesure, soit une fois que le statut « dangereux » leur avait été légalement imposé. L'analyse des dix-neuf entretiens que nous avons réalisés avec des hommes déclarés « délinquants dangereux » et « délinquants à contrôler » a permis de pallier ces lacunes scientifiques.

Il en ressort que les individus faisant l'objet d'une déclaration spéciale traversent un grand bouleversement émotif, d'une part quant aux délits qu'ils ont commis, et d'autre part relativement à la peine leur ayant été imposée. Ces sentiments complexes semblent se positionner en paradoxe entre la culpabilité face à leurs gestes et l'impression d'avoir été traités injustement. Les hommes rencontrés partagent également un parcours pénal difficile, marqué par de l'exclusion et du rejet. Ils font part d'un traitement différentiel leur étant réservé, notamment par de mauvais traitements physiques ou psychologiques. Ils rapportent beaucoup d'impuissance à pouvoir faire évoluer leur situation et en viennent à éprouver un grand désespoir.

Ce statut « dangereux » légalement imposé, signifie ainsi davantage qu'une « simple » peine puisqu'il induit un processus de stigmatisation immédiat, discréditant et permanent qui a des implications importantes au niveau personnel et social. Celles-ci ont engendré une transformation à l'égard de la perception qu'ils ont d'eux-mêmes ainsi que dans la façon dont les hommes étiquetés ont eu de se comporter socialement. Bien que la justification principale à l'imposition de ces déclarations spéciales concerne la sécurité du public, cette étude a permis de constater que le fait de déclarer des individus « dangereux » comporte des coûts humains importants qui, comparés aux

bénéfices illusoire qu'ils engendrent, ne semblent pas socialement avantageux. Ayant besoin de neutraliser des individus afin de rassurer le public quant à la menace qu'ils semblent présenter, des individus sont « sacrifiés » pour cet idéal commun.

Rappelons que derrière ce statut « dangereux », il y a des individus. D'ailleurs dans le cadre de notre étude, neufs hommes interviewés en étaient à leur première offense de nature sexuelle lorsqu'ils ont fait l'objet de leur déclaration spéciale. Un homme interviewé a été déclaré « délinquant à contrôler » alors qu'il ne possédait aucun antécédent criminel. Trois hommes interviewés n'avaient jamais été incarcérés avant les accusations à l'origine de leur déclaration spéciale... Comment en venir à conclure que ces individus sont « *incapables de contrôler leurs impulsions sexuelles* » alors qu'ils en sont à leur première offense ou qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de démontrer leurs acquis dans le cadre d'une réinsertion surveillée ? Comment en venir à conclure qu'une peine régulière n'est pas suffisante et que ces individus méritent plutôt une peine exceptionnelle... il semble difficile de le voir autrement que de l'ordre d'un « sacrifice » pour l'intérêt général.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABBOTT, B.R. (2011) *Throwing the baby out with the bath water: is it time for clinical judgment to supplement actuarial risk assessment?* The Journal of the American Academy of Psychiatry & the law, vol. 39, p. 222-230.

ANDREWS, D. et BONTA, J. (2010) *The Psychology of criminal conduct*. Newark: LexisNexis, 5th ed.

ARCHAMBAULT, J. (1938) *Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur le Système Pénal du Canada*. Ottawa : Imprimeur de sa très excellente Majesté le Roi.

BÉRARD, F., VACHERET, M. et LEMIRE, G. (2013) *Risk management in the correctionnal system of Canada: a problematic model*. The Howard Journal of Criminal Justice, vol. 52(3), p. 251-271.

BERGERON, M., (1982), *La déchéance post-pénale : une étude des conséquences légales de la condamnation et sur les moyens d'en atténuer les effets sur le statut de la personne*. Revue du Barreau, vol. 42 (5), p.725-812.

BERTAUX, D. (1980). *L'approche biographique : sa validité, ses potentialités*. Cahiers internationaux de sociologie, vol. 69, p. 197-225.

BERTAUX, D. (2005) *Le récit de vie : l'enquête et ses méthodes*. Paris : Armand Colin, 2e Édition.

BONTA, J., HARRIS, A., ZINGER, I., CARRIERE, D., (1996) *Projet de recherche concernant les dossiers de la Couronne : étude sur les délinquants dangereux*. Ottawa : Ministère du Solliciteur général du Canada.

BOUTIN, G. (1997) *L'entretien de recherche qualitatif*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

BUREAU OF JUSTICE STATISTICS (2003) *Recidivism of sex offenders released from prison in 1994*. Washington, DC: US Department of Justice
IN LEVENSON, J., LETOURNEAU, E., ARMSTRONG, K. et ZGOBA, K.M. (2009) *Failure to register as a sex offender: Is it associated with recidivism ?* Justice Quarterly, vol. 27(3), p.1-27.

CARRIER, N. (2010) *Sociologies anglo-saxonnes du virage punitif : timidité critique, perspectives totalisantes et réductrices*. Champ pénal, vol. 7, p. 2-30.

CLEAR, T.R. et DAMMER, H.R. (2000) *The offender in the community*. Scarborough: Thomson Learning.

COCOZZA, J. et STEADMAN, H. (1974) *Some refinements in the measurement and prediction of dangerous behavior*. American Journal of Psychiatry, vol.131, p. 1012-1020.

COHEN, S. et TAYLOR, L. (1972) *Psychological survival*. New York : Pantheon.

Code criminel canadien Annoté (2015), Cournoyer-Ouimet, Cowansville : Éditions Yvon Blais.

CONNOR, D.P. et TEWKSBURY, R. (2015) *Prison inmates and their visitor: An examination of inmate characteristics and visitor types*. The Prison Journal, vol. 95, p. 159-177.

CÔTÉ, G. (2001), *Les instruments d'évaluation du risque de comportements violents : mise en perspective*. Criminologie, vol. 34(1), p.101-121.

DEBUYST, C. (1981) *Dangerosité et Justice Pénale : Ambiguïté d'une pratique*. Paris: Médecine et Hygiène/Masson.

DUBOIS, J. (2003) *La couverture médiatique du crime organisé : Enquête auprès des dirigeants policiers*. UQAM, sous-direction de la recherche et de l'évaluation, Ottawa : Gendarmerie royale du Canada.

ESSES, V.M. et WEBSTER, C.D. (1988) *Physical attractiveness, dangerousness and the canadian Criminal code*. Journal of Applied Social Psychology, vol. 18-12, p. 1017-1031.

FLANAGAN, T. J. (1981) *Dealing with long-term confinement; Adaptive strategies and perspectives among long-term prisoners*. Criminal Justice and Behavior, vol. 8(2), p.201-222.

FOUCAULT, M. (1977) *Discipline and punish: the birth of the prison*. New York: Vintage.

FOUCAULT, M. (1982) *The subject and power*. Critical Inquiry, vol.8, p.778-795.

FREEDMAN, D. (2001) *False prediction of futur dangerousness: error, rates and Psychopathy Checklist-Revised*. The Journal of the American Academy of Psychiatry and Law, vol. 29, p. 89-95.

GABOR, T. et WEIMANN, G. (1987) *La couverture du crime par la presse : un portrait fidèle ou déformé?* Criminologie, vol. 20(1), p.79-98.

GAUTHIER, B. (1997) *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 3^{ième} Edition.

GARFINKEL, H. (1956) *Conditions of successful degradation ceremonies*. American Journal of Sociology, vol.61(5), p. 420-424.

GARLAND, D. (2007) *Adaptation politique et culturelle des sociétés à forte criminalité*. Médecine & Hygiène, vol. 31, p. 387-403.

GAROFALO, J. (1981) *Crime and the mass media: a selective review of research*. Journal of research in crime and delinquency, vol. 18, p. 319-350.

GLANCY, G.D., REGEHR, C. et BRADFORD, J. (2001) *Sexual Predator Laws in Canada*. The Journal of the American Academy of Psychiatry and the Law, vol. 29(2), p.232-237.

GLASER, B.G. et STRAUSS, A.L. (1967) *The Discovery of Grounded Theory. Strategies for qualitative research*. Chicago : Aldine.

GOFFMAN, E. (1963) *Stigmate*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1975.

GOFFMAN, E. (1968) *Asiles : Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Paris : Les Éditions de Minuit.

GREENLAND, C. (1984) *Dangerous sexual offender legislation in Canada, 1948-1977 : An experiment that failed*. Canadian Journal of Criminology, vol. 26(1), p. 1-12.

GREER, C. (2003) *Sex crime and the media: sex offending and the press in a divided society*. Cullompton: Willan Publishing.

GROULX, L-H (1997) *Contribution de la recherche qualitative à la recherche sociale*. IN POUPART, J., GROULX, L-H., DESLAURIERS, J-P., LAPERRIÈRE, A., MAYER, R. ET PIRÈS, A. (1997) *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. Centre international de criminologie comparée, Montréal : Université de Montréal, p.76-107.

Guide national sur les enquêtes, les poursuites et la gestion correctionnelle applicables aux délinquants à risque élevé, décembre 2009, Ottawa : Sa Majesté la Reine du Chef au Canada <http://securitepublique.gc.ca>

HALL, M. (2009) *Victims of crime in policy making : Local governance, Local responsibility?* The Howard Journal, vol.48 (3), p. 267-279.

HANNEM, S.N. (2008) *Marked by association: stigma, marginalisation, gender and the families of male prisoners in Canada*. Thèse doctorale. Ottawa: Carleton University.

HANNEM, S.N. (2012) *Theorizing stigma and politics of resistance*. IN HANNEM, S.N. et BRUCKERT, C. (2012) *Stigma revisited: implications of the mark*. Ottawa: University of Ottawa Press, p.10-28.

HANSON, R.K. et MORTON-BOURGON, K.E. (2009) *The accuracy of recidivism risk assessment for sexual offenders: a meta-analysis of 118 prediction studies*. Psychol Assess, vol. 21, p. 1-21.

HARCOURT, B.E. (2011) *Surveiller et punir à l'âge actuariel : généalogie et critique (Partie II)*. Médecine & Hygiène, Déviance et Société, vol. 35, p. 163-194.

HARE, R.D. (1998) *Psychopaths and their nature: implications for the mental health and criminal justice systems*. IN MILLON, T., SIMONSEN, E., BIRKET-SMITH, M. et DAVIS, R.G. (1998) *Psychopathy: antisocial, criminal and violent behavior*. New York : Guilford Press.

HARE, R.D. (2003) *The Hare Psychopathy Checklist (2nd ed.)*. Toronto: Multi-Health Systems.

HAWKINS, K. et EDDIE, D. (2013) *Assessment and support consultation : Enhancing social support for sexual offender*. International Journal of Forensic Mental Health, vol.12(3), p.180-191.

HOLLIN, C. et PALMER, E.J. (2009) *Cognitive skills programmes for offenders*. Psychology Crime & Law, vol. 15 (2), p. 147–164.

Institut Philippe-Pinel de Montréal : www.pinel.qc.ca

JACKSON, M. (1997) *The Sentencing of Dangerous and Habitual Offenders in Canada*. Federal Sentencing Reporter, Crime and Sentencing in Canada, vol. 9(5), p. 256-261.

JEWKES, Y. (2004) *Media & crime*. London: Sage Publications.

JOHNSON, R. et MCGUNIGALL-SMITH, S. (2008) *Life without parole, America's other death penalty: notes on life under sentence of death by incarceration*. The Prison Journal, vol. 88(2), p. 328-346.

KAMINSKI, D. et KOKOREFF, M. (2004) *Sociologie pénale : système et expérience : pour Claude Faugeron*. Ramonville Saint-Agnès : Érès.

LACAZE, L. (2008) *La théorie de l'étiquetage modifiée ou l' « analyse stigmatisée » revisitée*. Nouvelle revue de psychosociologie, vol. 1(5), p. 183-199.

LAPERRIÈRE, A. (1997) *Les critères de scientificité des méthodes qualitatives*. IN POUPART, J., GROULX, L-H., DESLAURIERS, J-P., LAPERRIÈRE, A., MAYER, R. ET PIRÈS, A. (1997) *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. Centre international de criminologie comparée, Montréal : Université de Montréal, p.392-418.

LANDREVILLE, P. (2007) *Grandeurs et misères de la politique pénale au Canada : du réformisme au populisme*. Criminologie, vol. 40(2), p. 19-51.

LANGEVIN, R. et CURNOE, S. (2014) *Are dangerous offenders different from other offenders ? A clinical profil.* International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology, vol. 58(7), p. 780-801.

LAUERMA, H. et HYPEN, K. (2008) *Ganser syndrome, organic dementia and hypnosis – A case study.* Journal of trauma and dissociation, vol. 5(3), p. 93-99.

LEIGEY, M. et RYDER, M. (2015) *The pains of permanent imprisonment: examining perceptions of confinement among older life without parole inmates.* International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology, vol. 59(7), p. 726-742.

LEVENSON, J., LETOURNEAU, E., ARMSTRONG, K. et ZGOBA, K.M. (2010) *Failure to register as a sex offender: Is it associated with recidivism ?* Justice Quarterly, vol. 27(3), p.1-27.

LLOYD, C.D., CLARCK, H.J. et FORTH, A.E. (2010) *Psychopathy, expert testimony and indeterminate sentences: exploring the relationship between Psychopathy Checklist-Revised testimony and trial outcome in Canada.* Legal and Criminological Psychology, vol. 15 (2), p. 323-339.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, 1947, C-55.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, 1948, C-39.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, 1961, C-43.

Loi Modifiant le Droit pénal du Canada, 1977, C-53.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, *Délinquants présentant un risque élevé de récidive*, 1997, C-17.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, *Lutte contre les crimes violents*, 2008, C-6.

Loi Modifiant le Code criminel du Canada, *Sécurité des rues et des communautés*, 2012, C-10.

MacALISTER, D. (2003) *Recours aux évaluations du risque par les juges canadiens dans la détermination du statut de délinquant dangereux et de délinquant à contrôler, de 1997 à 2002.* Le Droit et le Risque : Mémoires du concours Perspectives juridiques 2003. Québec: Les Presses de l'Université Laval, p.29-69.

MARCHETTI, A-M. (2001) *Perpétuités. Le temps infini des longues peines.* Paris : Édition Plon.

- MacKENZIE, D. (2006) *What works in corrections: Reducing the criminal activities of offenders and delinquents*. New York: Cambridge.
- McKAY, H.B, JAYEWARDENE, C.H.S. et READIE, P.B. (1977) *Report on the effects of long-term incarceration and proposed strategy for future research*. Ottawa : Solliciteur général du Canada.
- McRUER, J.C. (1959) *Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur le droit pénal en matière de psychopathie sexuelle criminelle*. Ottawa : L'imprimeur de la reine.
- MICHELAT, G. (1975). *Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie*. Revue française de sociologie, vol. XIV, p.229-247.
- MONAHAN, J. (1981) *Predicting violent behavior: an assessment of the clinical techniques*, Beverly Hills: Sage.
- MONTANDON, C. (1979), *La Dangersité, revue de la littérature anglo-saxonne, Déviance et Société*, vol. 3(1), p. 89-104.
- MORISSETTE, L., (2001) *Délinquants dangereux et délinquants à contrôler : Législation canadienne et expérience québécoise*, Institut Philippe-Pinel de Montréal.
www.psychiatrieviolence.ca/articles/morissette.htm (visionné le 2015-04-22)
- MUCCHIELLI, A. (2005) *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Colin.
- MUNN, M. (2012) *The mark of criminality : rejections and reversals, disclosure and distance : stigma and the ex-prisoner*. IN HANNEM, S.N. et BRUCKERT, C. (2012) *Stigma revisited: implications of the mark*. Ottawa: University of Ottawa Press, p.147-169.
- O'DONNELL, I. et EDGAR, K. (1999) *Fear in prison*. The Prison Journal, vol. 79(1), p.90-99.
- OTERO, M., POUPART, J. et SPIELVOGEL, M (2004). *Sortir et s'en sortir : La montée de la norme d'autonomie dans les trajectoires de retour à la communauté des « ex-détenus »* IN POUPART, J. (2004) *Au-delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés*, Presses de l'Université du Québec.
- OUIMET, R. (1969) *Rapport du Comité canadien de la Réforme pénale et correctionnelle, Justice pénale et correction : un lien à forger*. Ottawa : Imprimeur de la reine pour le Canada.
- PAGER, D. (2007) *Marked : race, crime and finding work in an era mass of incarceration*. Chicago: University of Chicago Press.

PANDIANI, J.A. (1978) *Crime time TV : if all we knew is what we saw...* Contemporary Crises, vol. 2, p. 437-458.

PAUZÉ, É. (1984) *Techniques d'entretien et d'entrevue*. Outremont : Modulo Éditeur.

PETRUNIK, M. (1994) *Modèles de dangerosité : les contrevenants sexuels et la loi*. Criminologie, vol. 27(2), p.87-125.

PETRUNIK, M., MURPHY, L. et FEDOROFF, J.P. (2008) *American and canadian approaches to sex offenders : a study of the politics of dangerousness*. Federal Sentencing Reporter, vol. 21(2), p. 111-123.

PIRÈS, A.P. (1982) *La méthodologie qualitative en Amérique du Nord: un débat manqué (1918-1960)*. Sociologie et sociétés, vol. XIV(I), p.15-29.

PIRÈS, A.P. (1983). *Stigmate pénal et trajectoire sociale*. Thèse de doctorat inédite, Montréal : Université de Montréal.

PIRÈS, A. P. (1997) *Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique*. IN POUPART, J., DESLAURIERS, J-P., GROULX, L., LAPERRIÈRE, A., MAYER, R. et PIRÈS, (1997) A. *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Boucherville : Gaétan Morin, p.113-169.

POUPART, J. (1997) *L'entretien de type qualitatif : considération épistémologiques, théoriques et méthodologiques*. IN POUPART, J., GROULX, L-H., DESLAURIERS, J-P., LAPERRIÈRE, A., MAYER, R. ET PIRÈS, A. (1997) *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. Centre international de criminologie comparée, Montréal : Université de Montréal, p.198-237.

POUPART, J. et LALONDE M (1998) *La méthodologie qualitative et la criminologie au Québec de 1960 à 1985*. IN POUPART, J., GROULX, L-H., MAYER, R., DESLAURIERS, J-P., LAPERRIÈRE, A. et PIRÈS, A. (1998) *La recherche qualitative. Diversité des champs et des pratiques au Québec*. Montréal : Gaétan Morin. p.51-91.

POUPART, J. (2001) *D'une conception constructiviste de la déviance à l'étude des carrières dites déviantes : Retour sur la sociologie interactionniste et sur le courant de la réaction sociale*. IN DORVIL, H. et MAYER, R. (2001) *Théories et méthodologies. Problèmes Sociaux Tome I*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, p. 79-110.

POUPART, J. (2011) *Tradition de Chicago et interactionnisme : des méthodes qualitatives à la sociologie de la déviance*. Recherches Qualitatives, vol. 30(1), p.178-199.

PRATT, J. (2001) *Dangerosité, risque et technologies du pouvoir*. Criminologie, vol. 34(1), p.101-121.

PRESCOTT, J.J. et ROCKOFF, J.E. (2008) *Do sex offender registration and notification laws affect criminal behavior ?* Cambridge, MA : National Bureau of Economic Research.
www.nber.org/papers/w13803 (consulté le 2016-01-12)

QUIRION, B. et D'ADDESE, L. (2011) *De l'évaluation clinique au calcul de probabilité : le recours aux outils actuariels dans les pénitenciers canadiens*. Criminologie, vol. 44 (2), p. 225-250.

R. c. Lyons (1987) 2 R.C.S. 309, 61 C.R. (3d) 1, 37 C.C.C. (3d) 1 Cour Suprême du Canada.

RICE, M.E., HARRIS, G.T. et CORMIER, C.A. (1992) *An evaluation of a maximum security therapeutic community for psychopaths and other mentally disordered offenders*. Law and Human Behavior, vol. 46, p. 399-412.

RICHARDS, B. (1978) *The experience of long-term imprisonment: An exploratory investigation*. British Journal of Criminology, vol. 18, p. 162-169.

RICORDEAU, G. (2008) *Les détenus et leurs proches : solidarités et sentiments à l'ombre des murs*. Paris : Édition Autrement.

ROBBERS, M.L.P. (2009) *Lifers on the outside: Sex offenders and disintegrative shaming*. International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology, vol. 53(1), p. 5-28.

ROBERT, D. (2002) *Transformation de la notion de danger. Le cas des délinquants dangereux au Canada de 1947 à 2000*. Thèse doctorale, Montréal : Université de Montréal.

ROBERTS, J.V., STALANS, L.J., INDERMAUR, D. et HOUGH, M. (2003) *Penal populism and public opinion*. Oxford ; Toronto : Oxford University Press.

ROCK, P. (2004) *Constructing victims' rights : The home office, New Labour and Victims*. Oxford: Clarendon Press.

SACCO, V.F. (1995) *Media constructions of crime*. American Academy of Political and Social Science, vol. 539, p.141-154.

SAMPSON, R.J. et LAUB, J.H. (2005) *A general age-grated theory of crime : lessons learned and the futur of life-course criminology*. IN FARRINGTON, D.P. (2005) *Integrated developmental and life-course theories of offending*. New Brunswick (NJ) : Transaction, p. 165-181.

SANTOS, M. G. (1995) *Facing long-term imprisonment*. IN FLANAGAN, T. (1995) *Long-term imprisonment: Policy, Science and correctional practice*. Thousands Oaks : Sage Publications, p. 36-40.

SCHWAEBE, C. (2005) *Learning to pass : Sex offenders' strategies for establishing a viable identity in the prison general population*. International Journal of Offender Therapy and Comparative Criminology, vol. 49(6), p. 614-625.

SCREENIVASAN, S., WEINBERGER, L.E., FRANCES, A. et CUSWORTH-WALKER, S. (2010) *Alice in actuarial land : through the looking of changing Static-99 norms*. Journal of the American Academy of Psychiatry & the law, vol. 38(3), p. 400-406.

Sécurité publique Canada (Solliciteur général du Canada) *Aperçu statistique: Le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*. Rapport annuel de 2000 à 2013, Ottawa. www.securitepublique.gc.ca

SHOHAM, G. S. (1991) *La marque de Caïn*. Lausanne : L'Age d'homme.

SIM, J. (1994) *Tougher than the rest ? Men in prison*. IN NEWBUR, T. et STANKO, E.A. (1994) *Just boys doing business ? Men, masculinities and crime*. London: Routledge.

SPARKS, R., BOTTOMS, A. et HAY, W. (1996) *Prisons and the problem of order*. Oxford : Clarendon Press.

STRIMELLE, V. et POUPART, J. (2004) *Une fois la sentence terminée: L'intégration des personnes ayant connu une expérience d'incarcération*. IN POUPART, J. (2004) *Au-delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciarisés et marginalisés*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, Chapitre 6.

SURETTE, R. (1993) *News from Nowhere, Policy to Follow. Media and the Social Construction of Three Strikes and You're Out*. IN SHICHOR, D. et SECHREST, D.K. (1993) *Three Strikes and You're Out*. Thousand Oaks : Sage Publications, p. 177-201.

SURETTE, R. (2011) *Media, crime and criminal justice : images, realities and policies*. Belmont: Wadsworth Publishing.

TANNENBAUM, F. (1938) *Crime and the community*. New York: Ginn and Co.

TEWKSBURY, R. (2012) *Stigmatization of sex offenders*. Deviant Behavior, vol. 33, p. 606-623.

TREVETHAN, S., CRUTCHER, N., MOORE, J.-P., (2002) *Profil des délinquants sous responsabilité fédérale déclarés dangereux ou visés par une ordonnance de surveillance*

de longue durée. Rapport de recherche, Ottawa : Direction de la recherche du Service correctionnel du Canada.

UGGEN, C., MANZA, J. et BEHRENS, A. (2004) *Less than the average citizen : stigma, role transition and the civic reintegration of convicted felon*. IN MARUNA, S. et IMMARRIGEON, R. *After crime and punishment : pathways to offender reintegration*. Portland: Willan Publishing, p.261-293.

VALIQUET, D. (2008) *Le régime des délinquants dangereux et des délinquants à contrôler*. Service d'information et de recherche parlementaire. Ottawa : Bibliothèque du Parlement.

VAN DE RAKT, M., MURRAY, J. et NIEUWBEERTA, P. (2012) *The long-term effects of paternal imprisonment on criminal trajectories of children*. Journal of Research in Crime and Delinquency, vol. 49(1), p. 81-108.

VESS, J., DAY, A., POWELL, M. et GRAFFAM, J. (2014) *International sex offender registration laws : research and evaluation issues based on a review of current scientific literature*. Police Practice and Research, vol. 15(4), p. 322-335.

VOLTAIRE (2008) *Zadig ou La destinée – Histoire orientale*, Le Ministre, Le Livre de poche, Chapitre VI.

WORLEY, R.M. et WORLEY, V.B. (2013) *The sex offender next door: deconstructing the United States' obsession with sex offender registries in an age of neoliberalism*. International Review of Law, Computer & Technology, vol. 27(3), p.335-344.

YEAGER, M.G. (2000) *Ideology and Dangerousness: The Case of Lisa Colleen Neve*. Critical Criminology : An International journal, vol. 9(1), p.9-21.

ZAMBLE, E., PORPORINO, F. et KALOTAY, J. (1984) *Analyse du comportement d'adaptation chez les détenus des pénitenciers*. Ottawa : Solliciteur général du Canada.

ANNEXES

Annexe 1 : Critères de détermination « délinquant dangereux »

Critères de détermination : Code criminel, art. 753 (1)

« Le tribunal doit déclarer qu'un délinquant est un délinquant dangereux s'il est convaincu que, selon le cas :

a) l'infraction commise constitue des sévices graves à la personne et le délinquant qui l'a commise constitue un danger pour la vie, la sécurité ou le bien-être physique ou mental de qui que ce soit, en vertu de preuves établissant, selon le cas :

(i) que, par la répétition de ses actes, notamment celui qui est à l'origine de l'infraction dont il a été déclaré coupable, le délinquant démontre qu'il est incapable de contrôler ses actes et permet de croire qu'il causera vraisemblablement la mort de quelque autre personne ou causera des sévices ou des dommages psychologiques graves à d'autres personnes,

(ii) que, par la répétition continuelle de ses actes d'agression, notamment celui qui est à l'origine de l'infraction dont il a été déclaré coupable, le délinquant démontre une indifférence marquée quant aux conséquences raisonnablement prévisibles que ses actes peuvent avoir sur autrui,

(iii) un comportement, chez ce délinquant, associé à la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable, d'une nature si brutale que l'on ne peut s'empêcher de conclure qu'il y a peu de chance pour qu'à l'avenir ce comportement soit inhibé par les normes ordinaires de restriction du comportement ;

b) Si l'infraction commise constitue des sévices graves à la personne et la conduite antérieure du délinquant dans le domaine sexuel, y compris lors de la perpétration de l'infraction dont il a été déclaré coupable, démontre son incapacité à contrôler ses impulsions sexuelles et laisse prévoir que vraisemblablement il causera à l'avenir de ce fait des sévices ou autres maux à d'autres personnes. »

Peines assorties : Code criminel, art. 753(4)

« S'il déclare que le délinquant est un délinquant dangereux, le tribunal :

- a) soit lui inflige une peine de détention dans un pénitencier pour une période indéterminée;*
- b) soit lui inflige une peine minimale d'emprisonnement de deux ans pour l'infraction dont il a été déclaré coupable et ordonne qu'il soit soumis, pour une période maximale de dix ans, à une surveillance longue durée;*
- c) soit lui inflige une peine pour l'infraction dont il a été déclaré coupable. »*

Annexe 2 : Critères de détermination « délinquant à contrôler »

Critères de détermination : Code criminel, art. 753.1(1)

« Le tribunal doit déclarer qu'un délinquant est un délinquant à contrôler, s'il est convaincu que les conditions suivantes sont réunies :

- a) il y a lieu d'imposer au délinquant une peine minimale d'emprisonnement de deux ans pour l'infraction dont il a été déclaré coupable;*
- b) celui-ci présente un risque élevé de récidive;*
- c) il existe une possibilité réelle que ce risque puisse être maîtrisé au sein de la collectivité. »*

Peines assorties : Code criminel, art. 753.1(3) et 753.2(1)(2)

« S'il déclare que le délinquant est un délinquant à contrôler, le tribunal lui inflige une peine minimale d'emprisonnement de deux ans pour l'infraction dont il a été déclaré coupable et ordonne qu'il soit soumis, pour une période maximale de dix ans, à une surveillance de longue durée.

Le délinquant soumis à une surveillance de longue durée est surveillé au sein de la collectivité en conformité avec la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition lorsqu'il a terminé de purger la peine imposée pour l'infraction dont il a été déclaré coupable.

Toute peine – autre que carcérale- est purgée concurremment avec la surveillance de longue durée. »